



UNESCO le Courrier

Mars 1999

Centrales nucléaires:
une bombe à retardement?

À la recherche
de l'art perdu

Pauvreté: **nouvelles donnes**

BELGIQUE: 160 FR. CANADA: 5,75 \$. ESPAGNE: 550 PTAS. FRANCE: 22 FF. NEDERLAND: 8 FL. PORTUGAL: 700 ESC. SUISSE: 5,50 FS. UNITED KINGDOM: £2.30



Ahmadou
Kourouma:
la dénonciation
de l'intérieur

M 1296-993 22,00 F



Sommaire

Mars 1999

D'ICI ET D'AILLEURS

- 3 États-Unis: des projets de quartier à foison Photos de Stephen Shames

ÉDITORIAL

- 9 Illusions Federico Mayor

NOTRE PLANÈTE

- 10 Centrales nucléaires: une bombe à retardement? Nicholas Lenssen

APPRENDRE

- 14 Peindre sur les murs pour se réinsérer Annick Tréguer

DOSSIER

17 Pauvreté: nouvelles donnes

John Kohut, Mirel Bran,
Andreas Harsono, Christian Lionet,
Valentin Simeon Zinga



© Chris Stevens/Panos. Photos, Lionet

- 18 Le «développement humain» dans le monde
20 La crise «optimale» du siècle Rubens Ricupero
1. Le marché
23 Les certitudes asiatiques à l'épreuve de la crise Andreas Harsono
25 Mali: la croissance sans le développement Sophie Boukhari
26 Les bonnes recettes chiliennes Eduardo Olivares
2. L'État
27 États-Unis: l'aide sociale en baisse Vicky Elliott
28 Tunisie: l'État sur tous les fronts Sophie Boukhari
30 Europe de l'Est: où va l'État? Omar Noman
3. Les gens
32 Les pauvres et leur culture Ramesh Singh
34 Des bibliothèques de rue pour combattre la misère Martine Jacot
35 Madagascar: un collectif culturel en panne Soahangy Mamisoa Rangers
36 Une deuxième décennie perdue? Thierry Lemaesquier et Mümtaz Keklik

ÉTHIQUES

- 37 Armes génétiques: un cauchemar du XXI^e siècle? Ethirajan Anbarasan

SIGNES DES TEMPS

- 40 À la recherche de l'art perdu Lucia Iglesias Kuntz

CONNEXIONS

- 43 Singapour: tous câblés! Malini Rajendran

DIRES

- 46 Ahmadou Kourouma, ou la dénonciation de l'intérieur

Couverture: © Hans-Jürgen Burkard/Bilderberg/Studio X, Paris



52^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort
Rédacteur en chef: John Kohut
Anglais: Roy Malkin
Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina
Français: Martine Jacot
Secrétariat de direction/éditions en braille:
Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan

Sophie Boukhari

Lucia Iglesias Kuntz

Asbel Lopez

Amy Otchet

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat
Photogravure: Eric Frogé
Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)
Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)
Relations Editions hors Siège et presse:
Solange Belin (01.45.68.46.87)
Assistante administrative:
Thérèse Pinck (01.45.68.45.86)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Gianluca Formichi Sira Miori (Florence)

Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Oourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Neville Piyadigama (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Duangtip Surintatip (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Iljenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'Unesco» en précisant la date du numéro. Trois justificatifs

devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse

international. Le Courrier de l'Unesco destiné à l'information n'est pas un document officiel de

l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celles de l'Unesco.

Les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle

par l'Unesco ou les Nations unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPOT LÉGAL : C1 - MARS 1999

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N° 3-1999-001 99-580 F

États-Unis Des projets de quartier à foison

Photos de Stephen Shames



© Stephen Shames/Matrix, New York

La marche de l'espoir. Hope, un mouvement créé à Detroit après les émeutes raciales de 1967, organise chaque année une «marche pour la justice» d'une dizaine de kilomètres. Elle a lieu le jour de la naissance de Martin Luther King, le leader noir de la lutte pour les droits civiques assassiné en 1968. Hope, qui milite contre la pauvreté et le racisme, œuvre à la réhabilitation du centre-ville ouvrier de Detroit. Le mouvement dirige aussi un organisme de formation, le Centre pour les technologies avancées (CAT), en partenariat avec six universités et sept industriels, dont Ford et General Motors.

Durant les années 60 et 70, les structures familiales aux États-Unis ont profondément changé. Avec la mobilité croissante de la population, beaucoup de parents élèvent maintenant leurs enfants seuls, sans le soutien de leur entourage familial. Parallèlement, le taux de divorce a augmenté et les enfants élevés dans des familles monoparentales et/ou par des parents travaillant hors de la maison sont toujours plus nombreux. Dans les années 70, peu de mères de jeunes enfants travaillaient à l'extérieur. De nos jours, elles sont plus de la moitié.

Aujourd'hui, un quart des familles américaines ayant des enfants de moins de trois ans sont pauvres et la plupart d'entre elles ne comptent qu'un adulte, habituellement

la mère. Beaucoup vivent dans des quartiers dangereux, sans infrastructures pour la petite enfance ni pour les soins de santé. Pour répondre à ces nouveaux besoins toujours croissants, des centaines de projets d'aide aux familles ont vu le jour à travers les États-Unis au cours des 25 dernières années. Le mouvement ne cesse de grossir et prend les formes les plus diverses.

Les pages suivantes présentent un petit éventail de ces projets communautaires, gérés par les gens d'un même quartier, avec la participation de bénévoles. Ils concernent des domaines aussi variés que l'éducation, l'éthique dans le travail, le développement économique, la réhabilitation de l'habitat ou la lutte contre la criminalité. Beaucoup de ces initiatives sont menées ►

sous l'égide d'institutions religieuses mais la plupart sont réalisées en collaboration avec les écoles du quartier: elles visent à épauler les enseignants dans les classes, organiser un soutien scolaire après les heures de cours ou programmer des activités pendant les vacances scolaires. La sécurité des enfants sur le chemin de l'école est aussi souvent prise en charge.

Le reporter-photographe Stephen Shames a sillonné pendant trois ans 15 Etats américains ainsi que le district de Columbia (dont fait partie Washington, la capitale), à la ren-

contre de familles défavorisées. Il montre comment, avec de l'aide, celles-ci réussissent à se sortir de situations parfois désespérées pour rester unies et gagner en autonomie. La série de photos qu'il a réalisée au cours de son reportage a fait l'objet d'un album¹, publié en 1997 par la Coalition américaine pour la famille. Nous avons sélectionné neuf de ces clichés. ■

1. *A la poursuite du rêve: aider les enfants et leurs familles à réussir*, par Stephen Shames, photographe, et Kathy Goetz Wolf, Coalition américaine pour la famille, 1997.



Photos © Stephen Shames/Matrix, New York



Prêts à décoller. Ces élèves de l'école Stedman à Denver, dans le Colorado, sont membres d'un Rocket Club parrainé par la Société nationale américaine des ingénieurs noirs. Leur école primaire fait partie d'un réseau d'entraide mis sur pied dans sept établissements de la ville, qui restent ouverts après la classe et durant le week-end. Ils deviennent alors des centres communautaires, où l'on propose des cours aux adultes (éducation de base) ainsi que divers services de soutien aux familles.



American graffiti. Roy Panton efface des graffiti le long de la 3^e rue, à Los Angeles. Il fait partie du Bresee Youth Center, qui accueille les jeunes de 11 à 18 ans après les cours. Cet organisme a signé un contrat avec la municipalité pour recouvrir les graffiti d'un des quartiers de la ville où le taux de criminalité est le plus élevé: les bandes y pullulent; les parcs et les aires de jeu y sont rares. Un millier d'enfants (en majorité des garçons) participent aux activités de ce centre. Ils sont afro-américains à 55% et latinos (d'origine hispanique) à 42%. Le Bresee Youth Center a une entreprise de photocomposition assistée par ordinateur qui emploie des virtuoses du graffiti. D'autres jeunes distribuent des tracts, apprennent l'informatique ou travaillent dans le magasin du centre. Pour les devoirs du soir, les élèves sont aidés par des tuteurs adultes bénévoles et par d'autres élèves ou étudiants.



Quelques chiffres

- En 1994, 14% de la population américaine vivaient en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 14,4 dollars par personne et par jour). Parmi les personnes âgées, 20% vivent sous ce même seuil.
- 59% des enfants américains vivant dans un foyer pauvre sont issus de familles monoparentales.
- En 1990, l'espérance de vie de 4% de la population américaine ne dépassait pas 40 ans.
- En 1995, 11% des enfants en âge d'être scolarisés dans le secondaire ne fréquentaient pas l'école.
- Le revenu par habitant des 20% d'Américains les plus pauvres était en moyenne de 5 800 dollars par an pour la période 1980-1994. Le revenu par habitant des 20% d'Américains les plus riches était de 51.705 dollars par an pour la même période.

Sources: Rapport mondial sur le développement humain 1997, Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).



SOS Enfants. A Portland, dans l'Etat de l'Oregon, l'association «Les Amis des enfants» s'occupe de trouver des parrains à plein temps (baptisés «oncles» ou «tantes») à des jeunes qui sont soit violents, soit victimes de violences ou négligés par leurs parents. Chaque enfant passe au moins cinq heures par semaine avec son parrain ou sa marraine, issu de la même communauté que lui. Ils vont ensemble jouer au parc ou faire des courses au centre commercial, avant de se mettre aux devoirs d'école. Vient ensuite l'heure de la toilette et des règles d'hygiène. L'«oncle» ou la «tante» est un repère stable dans la vie de l'enfant. Ici, pendant un entraînement de basket-ball, T.R. se suspend à Zach Harris, bénévole aux «Amis des enfants».





Photo: © Stephen Stames/Matrix, New York



Des parents à l'école. Dans la salle d'informatique de l'école primaire de Linapuni à Honolulu (Hawaii), Taeotafe Melei et Anna Tauala suivent les explications de leurs enfants sur l'utilisation des ordinateurs. Ils participent aux activités du Centre PACT (Parents et enfants ensemble) dans un quartier où sévissaient des bandes de jeunes et le trafic de drogue. Jusqu'à ce que PACT et des résidents, avec l'aide de la police et de l'office du logement, se réunissent pour prendre les choses en main. Ils ont installé le PACT afin d'aider les adultes dans leurs rôles de parents. Ils ont organisé des cours et prêté de l'argent aux parents pour les encourager à se lancer en affaires; ils ont créé des patrouilles de voisinage; ils ont organisé des activités pour les adolescents et les pré-adolescents, de manière à les éloigner des bandes.



Papa cool. Luz Martinez sermonne gentiment mais fermement son fils Carlos. Tous deux participent aux programmes de l'association Avance, active dans les villes et les écoles du Texas. Fondée en 1970 par un professeur, Gloria Rodriguez, Avance encourage les parents à appliquer une certaine discipline, mais en communiquant souvent avec leurs enfants. Pour éviter que la tension s'accumule et que les parents explosent, en recourant aux coups.



Du punch, de l'esprit et de l'audace. Girls Inc. est une organisation nationale qui aide les filles de 9 à 18 ans à acquérir «du punch, de l'esprit et de l'audace», pour éviter notamment d'avoir des relations sexuelles précoces, au risque de tomber enceinte. A travers des jeux de rôles, l'objectif est que l'adolescente prenne suffisamment confiance en elle pour dire «non», sans se sentir mise à l'écart. Ici, des écolières du Comté d'Orange, en Californie, participent à un groupe de discussion après l'école. Kristine, 13 ans, évoque douloureusement ses problèmes, avec le soutien de ses collègues et d'une adulte qualifiée. Dans le quartier où elles vivent, elles se font souvent agresser par des bandes sur le chemin de l'école. Plus de la moitié des filles qui fréquentent les 750 antennes de Girls Inc. viennent de familles monoparentales à faibles revenus.

Un coup de main bienvenu. A Brooklyn, l'un des quartiers de New York, les ambulanciers bénévoles de l'association Bedford Stuyvesant interviennent sur place en un temps record: environ trois minutes. Ils ont aussi formé une centaine de secouristes. Sur ce cliché, un ambulancier vient en aide à un homme qui a été frappé à la tête avec une chaise, lors d'une bagarre dans la rue.



Illusions



L'Espresso/Photos

Federico Mayor

Partout, la montée de la précarité fait que la pauvreté devient pour ceux qu'elle épargnait jusque-là, non pas un monde lointain qu'ils n'aborderont jamais, mais un monde si proche qu'il peut à tout moment les happer

On a salué, en 1989, la chute du Mur de Berlin à très juste titre: il marquait l'effondrement d'un système qui assurait certes une relative égalité mais refusait la liberté.

Aujourd'hui, nous courons le très grand risque que n'impløse le système qui gagne peu à peu la totalité de la planète: une sorte de fondamentalisme néo-libéral. En s'obnubilant sur la liberté, aussi vitale que soit cette dernière, il finit par passer l'égalité par pertes et profits. Et il ne faut pas entendre ici ce terme dans un sens statique, comptable, mais essentiellement dynamique, éthique: l'égalité ne s'exerce vraiment que dans la solidarité ou, pour reprendre la terminologie de la Révolution française, la fraternité.

D'un côté, un monde d'une immense richesse en possibilités et en ressources, mais aussi en savoirs et en expériences, constitué de sociétés plus libres et dynamiques qu'elles ne l'ont jamais été: le potentiel de mieux vivre et de mieux être est, pour tout un chacun, prodigieux. A l'opposé, des murs nouveaux, toujours plus hauts et plus épais, s'érigent entre les peuples et entre les différents groupes sociaux d'un même pays. Nous subissons donc un mal développement criant puisqu'il génère une bipolarisation où s'accroissent, à une extrémité, la richesse, et à l'autre, la pauvreté.

Face à ce constat désastreux, les réactions les plus courantes procèdent trop souvent d'une double erreur. La première ne peut pas être qualifiée autrement que d'idéologique puisqu'elle ne relève pas de l'observation des faits mais de la doctrine. Elle postule en effet que l'ordre dominant des valeurs et des choses étant par définition plus que satisfaisant, la persistance, voire l'aggravation au moins relative de la pauvreté, ne serait qu'une scorie, un phénomène marginal et transitoire. Or le temps d'observation est suffisamment long pour démontrer le contraire, y compris dans des pays où cet ordre est établi depuis un bon siècle. Un seul chiffre suffit à l'attester: en un peu plus de 30 ans, alors que la production mondiale a été *grosso modo* multipliée par deux, l'écart entre les revenus des 20% de la population mondiale qui vit dans les pays les plus riches et des 20% vivant dans les pays les plus pauvres a plus que doublé, selon le PNUD.

La seconde erreur relève d'une autre forme d'aveuglement et d'illusion: imaginer que la question de la pauvreté pourrait se cantonner à un simple enjeu moral, comme si elle n'avait aucune incidence, sur tout autre plan, sur ceux qu'elle n'atteint pas. Mais la mondialisation se fait dans les deux sens: si, outre les capitaux et les marchandises, elle permet au Nord de diffuser ses valeurs et ses modèles au Sud, elle rend aussi le premier beaucoup plus vulnérable aux contre-coups des crises qui s'abattent sur le second. Et, au Nord même, le culte exacerbé de la compétitivité mine les positions autrefois considérées comme les mieux établies. Partout, la montée de la précarité fait que la pauvreté devient, pour ceux qu'elle épargnait jusque là, non pas un monde lointain qu'ils n'aborderont jamais, mais un monde si proche qu'il peut à tout moment les happer.

Enfin, faute d'un développement socio-économique suffisant, l'essor remarquable de la démocratie depuis une trentaine d'années reste hautement fragile, au point que s'affirme le risque qu'il puisse s'inverser. Quand règnent la faim, la maladie, l'ignorance, la participation des citoyens aux décisions se révèle symbolique ou inexistante; les institutions démocratiques se réduisent à des coquilles vides, à des organisations de représentation purement formelle et dénuée de sens.

Les fractures sociales, fruits de distorsions économiques, nourrissent les inaboutissements de la démocratie qui, à leur tour, sont lourds de menaces sur la paix civile au sein des nations et sur la paix internationale, entre les nations. Il serait plus que temps de regarder en face ces faits d'évidence. ■

Centrales une bombe à

Le démantèlement des centrales nucléaires et le stockage de leurs déchets sont-ils des legs empoisonnés laissés à nos arrière-arrière-petits-enfants? Le point de vue d'un expert.

Imaginez qu'après un bond de 1000 ans dans le temps, vous vous retrouviez dans une mystérieuse zone interdite, hérissée de dômes de ciment et entourée de barbelés rongés par la rouille. Ces installations désaffectées seraient gardées par une sorte de confrérie, dont les membres interdirait à quiconque l'accès à ces lieux dangereux. Ainsi pourrait s'achever l'histoire des quelque 500 réacteurs nucléaires civils construits dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Dans presque tous les secteurs industriels, il est simple et relativement peu coûteux de détruire les vieilles usines et les équipements vétustes. Les choses se compliquent dès qu'il s'agit d'énergie nucléaire, en raison de la forte radioactivité des infrastructures. Après sa fermeture définitive, une centrale nucléaire cesse d'être une précieuse installation produisant de l'électricité à l'usage des consommateurs et devient un amas d'acier et de ciment radioactifs en attente d'être démantelé.

Le scénario imaginé plus haut a sans doute peu de chances de se réaliser. Reste qu'on ne sait toujours pas ce que les centrales nucléaires deviendront après leur fermeture. *«Il serait irresponsable de notre part de profiter de l'électricité grâce à l'énergie nucléaire et de laisser les générations suivantes se débrouiller avec les déchets»*, mettait en garde François Chenevier, directeur de l'Agence

problème se pose avec toujours plus d'acuité. Pas moins de 94 d'entre eux ont été arrêtés définitivement dans les premiers mois de 1999, tandis que 429 continuaient de fonctionner dans le monde. Cela signifie qu'un réacteur sur 5,5 a été fermé. Mais quelques-uns seulement ont été démantelés.

Ce manque d'empressement est en partie volontaire. Certains pays, comme le

Il serait irresponsable de notre part de profiter de l'électricité grâce à l'énergie nucléaire et de laisser les générations suivantes se débrouiller avec les déchets

française pour la gestion des déchets radioactifs, en 1990. Pourtant, c'est exactement ce que nous faisons aujourd'hui: les réacteurs nucléaires, qui peuvent fonctionner pendant 30 à 40 ans, nous lèguent un héritage radioactif dont la durée de vie est de plusieurs milliers d'années...

Quel sort réserver à ces réacteurs? Ce

Japon et les Etats-Unis, ont annoncé qu'ils ne procéderaient au démantèlement de leurs sites nucléaires que 10 à 20 ans après leur fermeture. Le Canada et la France ont choisi d'attendre plusieurs décennies. Quant au Royaume-Uni, il a carrément décidé de laisser s'écouler plus d'un siècle avant de démonter le moindre réacteur. De vieilles centrales nucléaires pourraient donc faire partie intégrante du paysage de certains pays pendant une éternité.

Leur raisonnement est le suivant. Plus la durée de fonctionnement d'un réacteur est longue, plus la centrale se charge en radioactivité, qui émane du bombardement atomique. Et plus la radioactivité est élevée, plus il est difficile, dangereux et onéreux de procéder à son démantèlement et de stocker ou d'enfouir les déchets. Comme le taux de radioactivité décline au fil du temps, il vaut mieux laisser passer plusieurs dizaines d'années entre la fermeture du réacteur et son démantèlement, pour que cette dernière opération soit plus aisée et moins dangereuse. La radioactivité des installations – notamment dans le cœur du réacteur, là où se produit la

* Spécialiste de l'énergie et ancien chercheur au Worldwatch Institute de Washington, DC. Cet article est extrait de travaux réalisés par Worldwatch.

Les principales étapes d'un démantèlement

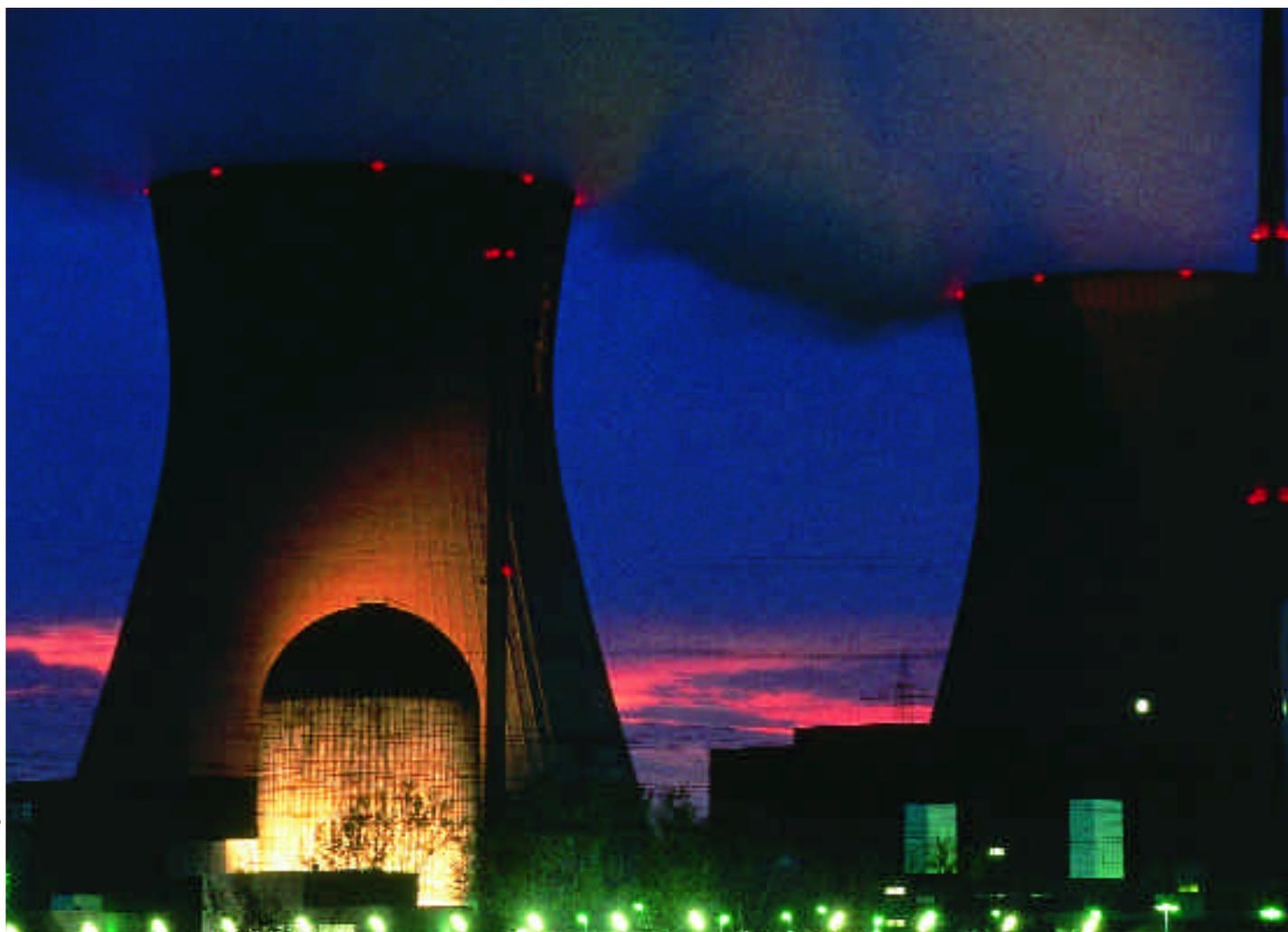
Le démantèlement d'une centrale nucléaire se fait en trois étapes, conformément aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). On extrait le combustible et on démonte les structures auxiliaires; on isole le reste des bâtiments et des équipements radioactifs; on démolit les installations.

Il s'agit donc dans un premier temps de vider le cœur du réacteur de son combustible et de l'évacuer du site. Au cours de la seconde phase, tous les matériaux radioactifs restants sont placés et scellés dans des fûts. C'est ce qu'on appelle le stockage des déchets. Si on les laisse sur place pendant 30 à 100 ans, les matériaux légèrement contaminés comme les métaux ou le béton perdront une bonne partie de leur radioactivité. Enfin dans un troisième temps, on déblaie entièrement le site et on le rend utilisable pour d'autres usages.

Le report des démantèlements permet de réaliser d'importantes économies. Magnox Electric au Royaume-Uni, par exemple, a choisi de stocker ses déchets sur une période de 135 ans, ce qui permet d'alléger la comptabilité des centrales en étalant les dépenses liées au démantèlement. ■

nucléaires: retardement?

Nicholas Lenssen*



© Peter Ginter/BilbergStudio X, Paris

La centrale nucléaire de Gundremmingen en Bavière (Allemagne) en voie de démantèlement.

réaction nucléaire – n'en perdure pas moins pendant des centaines de milliers d'années. Le nickel 59 par exemple, une substance que l'on trouve dans le cœur des réacteurs, a une demi-vie radioactive (soit le temps pour la radioactivité de diminuer de moitié) de 80 000 ans; et il faut attendre un million d'années pour qu'il devienne inoffensif.

L'une des solutions préconisées actuellement pour se débarrasser des déchets consiste à les enfouir, de manière à les isoler des hommes et de la biosphère jusqu'à ce que tout danger soit écarté. Pourtant, aucun pays ne s'est encore risqué à arrêter définitivement

son choix sur un site d'enfouissement. Et les scientifiques sont partagés: certains affirment que l'enfouissement est une solution, d'autres pensent que le problème est sans solution. Techniquement, les déchets ne peuvent pas être détruits et les experts sont incapables de prouver qu'ils ne constituent pas, même enterrés, une menace pour l'environnement.

Toute hypothèse, pour être prouvée scientifiquement, doit être démontrée. Or, en matière de déchets radioactifs, il faudrait attendre plusieurs milliers d'années et prendre des risques considérables avant de prouver quoi que ce soit. Nombreux sont ceux, parmi les peuples autochtones ou les scientifiques, qui soulignent le caractère

extrêmement présomptueux de notre civilisation: nous n'hésitons pas à nous projeter très loin dans le temps, quitte à emprunter aux générations futures ce que nous ne pourrions jamais leur redonner. Laisser un héritage qui ne se contente pas d'appauvrir la planète mais la met aussi en danger pendant plusieurs millénaires est un acte d'irresponsabilité sans précédent.

Des recommandations restées lettres mortes

Les hommes politiques ont toujours renâclé à s'attaquer à un problème qui ne deviendra brûlant qu'une fois leur carrière terminée. Longtemps, les gouvernements et l'industrie ont ignoré les avertissements ►

lancés à propos des déchets radioactifs et du démantèlement des centrales nucléaires. En 1951, James B. Conant, alors président de l'Université d'Harvard et ancien administrateur durant la guerre du Manhattan Project – le programme de fabrication de la bombe atomique – parle pour la première fois de l'extraordinaire longévité des déchets radioactifs. En 1957, un comité de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis avertit que «l'élimination des déchets radioactifs, contrairement à celle de tout autre type de déchets, est si lourde de menaces qu'aucun risque ne doit être pris en matière de sécurité». En 1960, une nouvelle commission de l'Académie insiste pour que la question des déchets soit résolue avant d'autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Toutes ces recommandations sont restées lettres mortes. Les nations se sont lancées, les unes après les autres, dans l'aventure nucléaire. Politiciens et industriels ont soutenu que les déchets et le démantèlement des centrales étaient des problèmes tout à fait maîtrisables. Pourtant, ils n'y ont consacré que très peu de moyens. Carroll Wilson, le premier directeur général de la Commission pour l'énergie atomique des Etats-Unis, explique que travailler sur la question «n'était pas prestigieux. Personne ne se voyait décerner de bons points pour s'être intéressé aux déchets nucléaires».

L'affaire fut donc enterrée, au sens propre comme au figuré, jusqu'à la fin des années 70. Plusieurs facteurs se sont alors



Un découpage au chalumeau sous haute protection.

© Peter Gierth/Alamy/Studio X, Paris

La fin d'un âge d'or

L'époque glorieuse du nucléaire civil a manifestement pris fin, du moins pour le moment. Dans l'ensemble, sa capacité n'a progressé que de 5% depuis 1990 et a même enregistré un léger recul en 1998. Elle va sans doute encore augmenter pendant un ou deux ans, avant de chuter brutalement, à mesure que s'achèvera la construction des dernières installations et que s'accéléra la fermeture des vieux réacteurs, coûteux et impopulaires.

Fin 1998, 429 réacteurs étaient en activité, contre 430 cinq ans plus tôt, et 33 nouveaux réacteurs étaient en construction: sept d'entre eux seront probablement opérationnels d'ici 2001 alors que 14 autres pourraient bien ne jamais être achevés.

L'Europe occidentale compte 150 réacteurs en service et un seul en construction. Les gouvernements européens envisagent la fermeture des réacteurs existants, comme en témoignent les tentatives des gouverne-

ments allemand et suédois de sortir du nucléaire. Ailleurs, les gouvernements – notamment en France – commencent à débattre de la nécessité de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'atome.

En Europe de l'Est, en Russie et en Ukraine, quelque 68 réacteurs sont en service, dont quatre particulièrement actifs. La plupart de ces pays envisagent de développer leur industrie nucléaire mais ils sont actuellement confrontés à de graves difficultés économiques, sans compter la franche opposition de l'opinion publique depuis la catastrophe de Tchernobyl en 1986.

Les deux continents américains abritent 123 réacteurs. Deux nouveaux – l'un en Argentine et l'autre au Brésil – sont actuellement en construction. Au Canada et aux Etats-Unis, l'industrie nucléaire est soumise à une pression économique extrêmement forte car les centrales ne parviennent pas à rivaliser avec les autres sources d'énergie électrique.

L'Asie reste le dernier bastion du nucléaire, avec 88 réacteurs en activité et 26 en construction, même si un ralentissement est également perceptible dans cette région du globe. Le Japon ne compte que deux réacteurs en construction et la Corée du Sud a dû revoir ses projets à la baisse, à la suite des bouleversements politiques et de la crise économique qui ont secoué le pays. Taiwan construit actuellement ses deux derniers réacteurs. Toutes les tentatives de l'Indonésie, de la Thaïlande et du Vietnam de se doter d'une industrie nucléaire civile ont échoué.

Le programme de la Chine est certainement le plus ambitieux: de trois réacteurs en service aujourd'hui, elle prévoit de passer à plus de 50 d'ici 2020. Cependant, il est probable qu'elle finira, elle aussi, par renoncer à ses ambitions nucléaires, lorsque l'opinion publique commencera à débattre d'économie, de sécurité, de démantèlement des centrales et des déchets radioactifs. ■

conjugés pour ralentir la construction de nouveaux réacteurs: accidents et problèmes de sécurité, interrogations quant aux conséquences sur la santé, coûts de plus en plus élevés et méfiance grandissante de l'opinion publique. La plupart des gens continuent pourtant de penser qu'il n'y a pas à s'inquiéter du démantèlement des réacteurs et du stockage des déchets. Peut-être ont-ils raison. Quoi qu'il en soit, on est loin d'avoir fini de payer la facture du nucléaire.

Qui paiera les démantèlements?

On ne sait toujours pas très bien combien coûte un démantèlement ni qui doit le financer. Selon certaines estimations, il représenterait entre 10% et 40% de l'investissement initial, voire parfois 100%, c'est-à-dire de 50 millions de dollars à plus de 3 milliards pour les gros réacteurs. La construction en 1960 du petit réacteur de Yankee Rowe (Massachusetts), d'une capacité de 167 mégawatts, a coûté 186 millions de dollars. Son démantèlement, 30 ans plus tard, a requis plus de 350 millions de dollars.

Les gouvernements et les agences ont parfois eu du mal à justifier les coûts de construction et d'entretien des réacteurs nucléaires. Il pourrait leur être plus difficile encore d'en défendre leur fermeture. Pendant des années, le gouvernement britannique a affirmé que le démantèlement serait relativement peu coûteux. Mais en 1989, lorsqu'il a tenté de privatiser son industrie nucléaire, il a reconnu que le coût de ces opérations serait quatre fois plus élevé que ce qui avait été annoncé initialement.

Bien que la plupart des gouvernements exigent de leur agence chargée du nucléaire qu'elle réserve une certaine partie de ses

revenus au futur démantèlement des réacteurs, il ne s'agit bien souvent que de lignes d'écriture comptable: en réalité, l'agence dépense l'argent autrement. On ignore donc totalement si elle pourra disposer de la somme allouée le moment venu. Et même si les capitaux ont réellement été provisionnés, que faire lorsque les réacteurs cessent de fonctionner prématurément, comme c'est bien souvent le cas?

Aux Etats-Unis, le coût de la fermeture des réacteurs avant la date prévue pourrait s'élever à plus de 15 milliards de dollars. En Suède, le gouvernement a récemment augmenté les sommes que les centrales doivent allouer à leur démantèlement. Dans d'autres pays, notamment en France et dans la plupart des pays en développement, les gouvernements ont décidé d'attendre le moment venu avant de dégager les fonds publics nécessaires au démantèlement des centrales.

En fin de compte, la génération qui utilise actuellement l'énergie nucléaire laisse aux générations futures le soin de veiller au démantèlement des centrales et à son financement. A terme, ceux-ci pourraient bien représenter la plus grosse part des dépenses que devront engager l'industrie nucléaire et les gouvernements qui l'ont soutenue, surtout si l'on ne parvient pas à résoudre la question des déchets radioactifs. Même si l'on arrête d'en produire, stocker ceux existant nécessitera des investissements et des précautions durant une période qui défie notre notion du temps.

L'humanité va devoir isoler et surveiller les déchets radioactifs, y compris les centrales qui ont définitivement cessé de fonctionner, pendant les milliers d'années, tant qu'ils resteront dangereux. Quel que soit l'avenir du secteur, l'âge du nucléaire n'est pas près de prendre fin. ■

La manutention des pièces hautement radioactives nécessite beaucoup de recul.



© Peter Ginter/Blickberg/Studio X, Paris

Les récifs coralliens en danger

Le réchauffement de la Terre tue les récifs coralliens et représente une menace pour un grand nombre d'îles, particulièrement dans les océans Pacifique et Indien. Une étude récente menée par l'organisme américain GCRA (Global Coral Reef Alliance), indique que l'élévation de la température enregistrée en 1998 a détruit la plupart des récifs coralliens entourant l'archipel des Seychelles dans l'océan Indien.

Les coraux, qui sont à la fois des animaux et des végétaux, protègent le littoral de l'érosion et fournissent un abri à de nombreuses espèces marines. Ils constituent aussi de précieuses attractions touristiques. Ces véritables havres de biodiversité portent le surnom de «forêts tropicales» de l'océan.

«Les coraux morts ne se renouvellent pas», explique le Dr Thomas Goreau, président du CGRA, qui a conduit l'étude. Ils peuvent également être détruits par la pollution et les ouragans, mais de tels dégâts sont minimes comparés à ceux occasionnés par le réchauffement de la Terre.

Selon les scientifiques, l'augmentation de température dans l'atmosphère, causée par les gaz à effet de serre tels que le dioxyde de carbone, se répercute sur les océans. Lorsque la température de l'eau dépasse un certain degré, les coraux réagissent en blanchissant, évacuant les algues qui leur donnent leur couleur et les nourrissent. Si cette «chaleur» persiste trop longtemps, le corail se trouve parfois si affaibli qu'il en meurt.

Une décoloration à grande échelle des coraux a été observée dans les années 80 mais elle s'est gravement accentuée en 1998, considérée comme l'année la plus chaude du siècle. Les chercheurs affirment que les mers et océans ont été anormalement chauds pendant plus de cinq mois, ce qui a provoqué des dégâts considérables parmi les coraux entourant les Seychelles, l'île Maurice, les Maldives et le Sri Lanka. «90% des coraux des Seychelles et de certaines îles d'Indonésie sont déjà morts», déclare Thomas Goreau.

Les barrières coralliennes mortes ne se sont pas encore désintégrées mais le jour où cela se produira, les îles de basse altitude de l'Océan indien connaîtront une sérieuse érosion littorale, ce qui se traduira inévitablement par des pertes considérables pour la pêche. ■

Peindre sur les murs pour se réinsérer

Dans plusieurs villes du Sud-Ouest des États-Unis, des expériences collectives de peinture murale aident à la réinsertion de jeunes «chicanos» désœuvrés.

Tucson, ville d'Arizona située à une centaine de kilomètres de la frontière mexicaine, venait de battre en 1995 tous les records de criminalité: 94 homicides pour une population de 667 000 habitants, composée à 29% d'Hispaniques, à 3,8% de Noirs et à 3,5% d'Indiens. La plupart des victimes faisaient partie de ces minorités. Parmi elles, Pete Valenzuela, un adolescent de 15 ans sans histoire, membre d'aucune bande, tué en plein jour à mi-chemin entre deux autres quartiers rivaux, Barrio Anita et Barrio Sovaco.

Après l'enterrement, les haines ont redoublé et les amis de Pete n'ont plus songé qu'à le «venger». Un muraliste chicano (descendant d'immigrés mexicains), Julio Bernal, et un animateur social, Martin Hernandez, ont senti l'urgence de canaliser ces pulsions dangereuses: ils ont proposé de réaliser une peinture murale à la mémoire du jeune disparu, baptisée «Por vida» (Pour la vie). Le projet a attiré une quarantaine de jeunes, de 9 à 17 ans, qui ont coopéré pendant neuf mois. Pour le financer, les participants ont lavé des vitres de voitures les soirs et les week-ends. «Pete était comme mon frère, raconte Gino Molina. J'ai cru perdre la tête après sa mort. Réfléchir ensemble sur notre culture, échanger sur le rôle de la famille ou de la religion pour certains et tenter de représenter le tout sur un mur m'a beaucoup aidé. Sans rien savoir de la peinture, je m'y suis mis. Sinon, j'aurais continué à boire. Je vivais dans la peur, un pistolet sur moi.» Aujourd'hui,

d'hui, Gino, 19 ans, père d'un bébé, vient de terminer une autre peinture murale, réalisée seul, à la mémoire de Pete, sur le mur du supermarché de son quartier. Au total, plus de 130 peintures murales sont maintenant disséminées dans l'agglomération de Tucson.

En Arizona, au Texas, en Californie ou au Nouveau-Mexique, les Chicanos constituent une minorité importante qui ne cesse de s'enrichir de nouveaux arrivants. Leur ancrage dans la société américaine reste difficile. Ils vivent souvent dans des *barrios* («quartiers» en espagnol) situés soit au cœur, soit à la périphérie des grandes villes, où ils sont à l'écart des bassins d'emploi.

Au sein de leurs communautés, les relations ont tendance à fonctionner en circuits fermés, propices aux tensions autodestructrices et aux conflits. Parmi les jeunes et les adolescents, les problèmes sociaux sont nombreux: abandons scolaires prématurés, violences entre bandes rivales, alcoolisme, trafic de drogue, possession illégale d'armes à feu, le tout débouchant parfois sur de véritables guerres de gangs attisées par les mafias.

Luttes sociales

Témoins de cette réalité, les murs de ces *barrios* sont fréquemment recouverts de slogans ou de graffiti vengeurs. Mais, de plus en plus souvent, de superbes fresques apparaissent dans ce paysage urbain. Elles relèvent d'une tradition mexicaine très ancienne de



décorer les murs de scènes de vie, présentes ou passées. Au sud du Rio Grande, après la révolution de 1910, les peintres Diego Rivera, José Clemente Orozco et David Alfaro Siqueiros ont perpétué cette forme d'expression et l'ont inscrite dans les luttes sociales de leur époque. A partir des années 70, d'autres artistes ont pris le relais. Aux États-Unis, des peintres, des sculpteurs, des muralistes mais aussi des professeurs d'éducation artistique mettent leurs convictions, leurs talents et leurs compétences pédagogiques au service de leur communauté d'origine, afin de faciliter l'insertion dans la société américaine des jeunes en perdition, par le biais de l'art et de l'évocation des racines communes.

Pedro Florès, descendant d'un des Indiens yaquis chassé du Mexique au tout début du siècle, avait mal commencé sa vie: «J'ai longtemps traîné dans les rues avec une bande de copains. On barbouillait les murs à l'aérosol, on cassait des fenêtres, on faisait du bruit la nuit, pour passer le temps. On a tous fait ça. J'ai fini par avoir des ennuis avec la police parce qu'ici, il y a de la drogue partout.» Il a réalisé ses premières peintures à l'occasion d'activités collectives animées par les muralistes Miguel Florès, d'origine yaqui lui aussi, et Antonio Pazos, un Mexicain installé à Tucson depuis plus de 20 ans. «Leurs dessins, réalisés à



© Arnaack Irégarr, Paris

Pour certains descendants d'Indiens yaquis chassés du Mexique au début du siècle, la peinture est une façon de renouer avec leurs racines et de revendiquer leur identité.

partir des éléments de notre culture, m'ont rappelé qui je suis, où sont mes racines. Cela m'a aidé à m'en sortir. Aujourd'hui, je ne pourrais pas imaginer vivre sans peindre.»

Pedro Florès a repris ses études et a terminé son lycée. A 18 ans, il travaille maintenant comme conseiller pour le service des loisirs de la réserve Pascua de la tribu des Yaquis, qui sont plus de 5 000 dans la région de Tucson. A ce poste, il met sur pied plusieurs

«Dans nos quartiers, raconte John Escalante, un autre Indien yaqui, la plupart des familles sont alcooliques. Votre père boit, votre mère boit, vos cousins et vos oncles vendent de la drogue. Les origines de notre culture ne nous sont pas enseignées à l'école. Notre patrimoine culturel est noyé et nié dans la société anglophone. Sans mes expériences de peinture murale avec d'autres Yaquis, j'aurais sombré. Parce que mon père, devant ses bières, s'en fout complètement.»

Réfléchir ensemble sur notre culture, échanger sur le rôle de la famille ou de la religion pour certains et tenter de représenter le tout sur un mur m'a beaucoup aidé. Sans rien savoir de la peinture, je m'y suis mis

projets de peinture ou de mosaïque pour de plus jeunes que lui. Sur des murs ou sur des panneaux transportables, ils ont ensemble identifié et représenté plusieurs éléments importants de leur culture, comme la traditionnelle «danse du daim», par exemple, qui se déroule la nuit, jusqu'à ce que le jour se lève. A son tour, Pedro Florès tente d'aider des adolescents à sortir des cercles vicieux de la violence et de la marginalisation.

En 1996, le muraliste Antonio Pazos, qui est aussi directeur-adjoint d'un des centres communautaires de Tucson, El Rio Neighborhood Center, a voulu relever un gros défi. Il souhaitait réconcilier les jeunes désœuvrés de deux communautés de Chicanos en guerre ouverte, à savoir les descendants de Mexicains hispaniques et d'Indiens mexicains yaquis. Il voulait aussi tenter de leur donner le goût du travail. Il s'est proposé de

repeindre le mur sale et couvert de graffiti d'une station d'électricité, qui avait pour particularité de servir de limite symbolique entre un quartier yaqui (Barrio Libre) et un quartier chicano (South Tucson).

La compagnie d'électricité lui a donné son accord et a en outre financé son projet. Un jour, Antonio Pazos s'est installé devant le mur et a commencé à dessiner. Très vite, un gamin est arrivé: «*Qu'est-ce que tu fiches ici? C'est notre mur!*». La réponse a fusé: «*Il est temps que vous arriviez tous: c'est votre mur et il y a un sacré boulot à abattre*». Des jeunes ont afflué des deux quartiers et Antonio, mettant en avant ses origines mexicaines «*avec du sang yaqui*» a entrepris de les faire travailler ensemble.

A un certain moment, la tension a dangereusement monté: les jeunes Chicanos ne voulaient pas que soient évoquées les racines des Yaquis à l'extrémité du mur proche de leur propre quartier. Avec l'appui du voisinage rameuté, Antonio a remonté le cours de l'histoire des civilisations pré-colombiennes. «*Je voulais leur montrer que nous sommes tous des métis, que la moitié des Mexicains ont à la fois du sang espagnol et indien. Ils ont pris conscience qu'ils étaient eux aussi issus de ce métissage et qu'il fallait l'illustrer visuellement.*» Ainsi est née une première œuvre commune aux couleurs vibrantes. Et les bandes rivales ont appris à se connaître et à se parler au lieu de s'entretuer.

Dépasser ses problèmes

Située juste à la frontière américano-mexicaine, El Paso (606 000 habitants, d'origine mexicaine à 66%) est l'une des villes des Etats-Unis où le taux de chômage est le plus élevé. Il se situe à près de 12%, contre 5,4% pour la moyenne nationale.

Un grand muraliste, Carlos Callejo, et un professeur d'éducation artistique dans la *high school* (lycée) Del Valle, Maria Almeida Natividad, ont allié leurs efforts pour découvrir de jeunes talents, procurer à des jeunes d'origine modeste des raisons de s'auto-estimer, et les former dans une spécialisation susceptible de faciliter la recherche d'un emploi. «*Je voulais impliquer mes élèves dans des travaux de peinture murale réalisée en groupe, pour qu'ils puissent découvrir l'histoire de la région et leur propre histoire*, explique Maria Almeida Natividad. *L'occasion s'est présentée avec le 400^e anniversaire de l'arrivée du premier conquistador espagnol à El Paso, Juan de Oñate, célébré en 1998.*»

La réalisation de cette peinture murale dans l'enceinte de la *high school* a «*changé la vie*» de plusieurs élèves. «*Tout ça m'a ouvert l'esprit, m'a permis de dépasser mes problèmes et de laisser tomber les bandes de mon quartier*, explique Misael Armendariz. *Je me sens plus fier d'être d'origine mexicaine, c'est cet orgueil que j'exprime en peignant.*» Misael a déjà ▶



«Pour la vie»: la réalisation de cette murale, en hommage à la mémoire d'un adolescent tué d'une balle perdue, a permis un travail de groupe constructif à Tucson.

obtenu quelques petits contrats de la municipalité; il s'apprête à entrer à l'université pour y étudier les Beaux-Arts.

A travers le travail de recherche réalisé autour de leur œuvre commune, Ernesto Hernandez a quant à lui revu ses propres stéréotypes et ceux de sa communauté. *«Nous avons décidé de représenter aussi sur la fresque ceux qui ont souffert à cause du conquistador Juan de Oñate: les Indiens aux pieds ou aux mains coupés. L'histoire donne parfois des héros des images lisses mais fausses. Le muraliste a une très grande responsabilité: les gens modestes ne vont pas au musée mais ils passent devant les peintures murales. Il faut peindre la vérité.»*

Beaucoup d'autres expériences sont

menées à El Paso, où plus de 150 peintures murales égayent maintenant la cité. Jesus Alvarado, travailleur social à El Segundo, le quartier le plus pauvre de la ville, anime ainsi, sous l'égide de la municipalité, des ateliers d'art graphique. Les dernières peintures murales créées représentent la lutte des Indiens du Chiapas, au Mexique.

Par le biais de ces fresques, ces adultes, parmi bien d'autres, pratiquent ainsi une espèce de thérapie collective, à vocation éducative et sociale. Un véritable travail de fourmi pour que ces enfants et adolescents s'épanouissent, dans leur culture, en tant qu'êtres humains respectables et respectés. ■

Annick Tréguer, à Tucson et El Paso.

Quand les murs parlent

«Beaucoup de ceux qui ont agi sur les murs ne sont ni des peintres professionnels, ni des décorateurs. Ce sont des enfants et des adolescents qui ont commencé à se servir de la couleur. Ainsi, parmi ces jeunes oisifs sirotant le thé du chômeur, il y avait, sommeillant, des talents qui se sont mis soudain à faire parler les murs et le macadam. Ce fut une expression populaire: les décorateurs et artistes professionnels ne sont intervenus que bien après.» Le magazine *Sud-Hebdo* résumait ainsi, en novembre 1990, l'extraordinaire mouvement baptisé «Set setal» («propre et rendre propre» en wolof) qui venait de gagner la jeunesse de Dakar au Sénégal.

Le jeu avait consisté à recouvrir la moindre parcelle de mur, le moindre recoin de certains quartiers particulièrement pauvres de la capitale, de magnifiques dessins colorés, souvent barrés de slogans. Un jeu? Pas tout à fait. Comme les taggers aux États-Unis, ces jeunes ont, par le biais de la peinture murale, signifié leur besoin d'être

entendus et reconnus. Quelques temps auparavant, les mêmes protagonistes avaient exprimé, par des jets de pierre et des insultes, leurs difficultés de vivre dans une société urbaine «malade» (saleté de la ville où les ordures n'étaient plus ramassées, chômage, toxicomanie, prostitution, etc.).

Enfants et adolescents ont symbolisé sur les murs leurs valeurs, leurs hantises, leurs espoirs, de manière pacifique, et dans le cadre d'un travail collectif. Ils ont aussi témoigné de leur sens des responsabilités dans la ville, que chacun s'est mis du coup à nettoyer.

Nul besoin d'être allé à l'école pour faire parler les murs. Ainsi, les Haïtiens, analphabètes à 80%, ont toujours magnifiquement peint dans la rue, au bord des routes, sur tous les supports, quand les pouvoirs politiques ne le leur ont pas interdit. Dans toutes les cités du monde, les murs sales et gris ne demandent peut-être qu'à parler. ■

Toujours moins de filles que de garçons à l'école

«La priorité absolue devrait être d'assurer l'accès des filles et des femmes à l'éducation»: l'article 3 de la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, adoptée en 1990 par 155 Etats, n'est pas dépassé. En matière de scolarisation des enfants dans le primaire, la parité totale filles-garçons n'est atteinte que dans les pays industrialisés, selon un récent rapport de l'UNICEF.

La disparité en faveur des garçons subsiste dans la plupart des pays du Sud. Sur les quelque 130 millions d'enfants de 6 à 11 ans qui n'y sont pas scolarisés, 73 millions sont des filles. C'est en Asie du Sud que l'inégalité est la plus forte – on y relève 12 points d'écart entre les taux de scolarisation des filles et des garçons. Puis viennent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (neuf points), suivis de l'Afrique subsaharienne (quatre points). Mais les situations sont très contrastées à l'intérieur d'une même région. L'Afghanistan exclut les filles de l'école alors que le Bangladesh est parvenu à la parité. Certains pays arabes y sont presque comme la Jordanie, la Libye et la Tunisie. Quant à l'Amérique latine (avec les Caraïbes), elle fait bande à part: la disparité y joue en faveur des filles. A Trinité-et-Tobago par exemple, les garçons ne trouvent pas assez viril de bien travailler en classe, selon l'UNICEF.

Les avantages de la scolarisation des filles ne sont plus à démontrer: une femme instruite a des enfants en meilleure santé, elle les envoie plus volontiers à l'école, contrôle mieux sa fécondité, participe davantage aux activités économiques et se laisse moins opprimer par son entourage.

Selon l'UNICEF, l'adoption d'une série de mesures clés permettrait de réduire la disparité en faveur des garçons: recruter des femmes pour enseigner; expurger le matériel éducatif des clichés sexistes; faire de l'école un lieu sûr pour les filles, parfois victimes de harcèlement sexuel; rapprocher l'école de leur domicile dans les pays où on ne les laisse pas se hasarder sur les routes. Il faudrait aussi garantir la gratuité de l'enseignement, pour éliminer, entre autres, le favoritisme dont profitent les garçons. ■

Pauvreté: nouvelles donnes



© Chris Stowers/Paros Pictures, Londres

Ouragans économiques, catastrophes naturelles, tempêtes politiques: des millions de personnes ont été précipitées dans la pauvreté au cours des années 90. Parallèlement, dans de nombreux pays, une partie importante de la population a continué de vivre dans la misère, sans entrevoir la moindre solution. Sur cette toile de fond, un tournant s'est produit: la lutte contre la pauvreté n'est plus appréhendée de la même manière. Pour l'éliminer, il ne suffit plus de s'en remettre uniquement au marché, ni à l'Etat, ni à l'action des pauvres eux-mêmes, comme on le pensait autrefois. Il faut réunir ces trois forces et livrer un assaut concerté. Un New Deal est en somme proposé pour combattre la pauvreté. Est-ce suffisant? Ce dossier examine les problèmes posés et les perspectives offertes par cette triple offensive.

Dans une cité HLM de l'ouest de Bucarest qui a connu des jours bien meilleurs, Liliana prépare un ragoût pour le dîner. «*Mais sans viande. La viande, ce serait un luxe*», constate cette enseignante du secondaire. Elle appartenait autrefois à la classe moyenne. Aujourd'hui, à 41 ans, elle estime avoir rejoint le groupe des «nouveaux pauvres» roumains, apparus à la suite de l'effondrement de l'Etat dans l'ancien bloc de l'Est.

A l'autre bout du monde, à Djakarta, où voitures de luxe, marques prestigieuses et ambitions effrénées

symbolisaient il n'y a pas si longtemps le boom de la croissance, la récente crise financière a déprimé l'économie du jour au lendemain et fait basculer dans la pauvreté des pans entiers de la société indonésienne. Au coeur de la résidence pour classes moyennes de Bumi Serpong Damai par exemple, les enfants fouillent les ordures pour récupérer des bouteilles usagées et de vieux journaux. Les adultes emploient souvent des moyens plus radicaux. «*Ils sont facilement tentés par le vol*», confie un vigile de la résidence.

Au même moment, au sud-est d'Haïti, dans le village de pêcheurs de Cabique au bord de la mer des Antilles, une communauté entière s'enfoncé chaque jour un peu plus dans l'indigence. Avec la déforestation, les pluies tropicales lessivent les sols et charrient à la mer des tonnes d'alluvions qui étouffent les coraux où viennent se nourrir les poissons. Résultat: les poissons – le gagne-pain du village – désertent les lieux pour chercher leur pitance ailleurs. «*Cela fait 10 ans que je n'ai rien fait, absolument rien, parce qu'il n'y a rien à faire ici*», lance Victor, 35 ans, ancien militaire. Père de trois enfants, il vivote en participant aux récoltes dans les environs.

Ailleurs, des millions d'autres personnes sont enfermées dans le cercle vicieux d'une pauvreté qui se perpétue sans fin, de générations en générations. Dans le village de Mimetala, à 30 kilomètres de Yaoundé, la capitale du Cameroun, Marie Biloa, 80 ans, est incapable de travailler depuis 15 ans, date de son accident de voiture. Une compagnie d'as-

La pauvreté est comme une maladie entrée en rémission pour mieux reprendre ses assauts

surance privée lui a versé une indemnité mais son gendre s'est enfui avec l'argent. Depuis, elle est privée de tout moyen de subsistance: l'Etat ne fournit aucune aide aux personnes âgées. Marie Biloa rêve de reprendre son ancien métier – elle vendait des casse-croûtes dans la rue –, mais elle ne possède pas les 18 dollars requis pour lancer ce petit commerce et le reste de la famille ne peut l'aider. Sa fille a été abandonnée par son mari. Son petit-fils de 20 ans est malade, sans qu'on sache de quoi il souffre. La famille ne peut pas s'offrir le luxe de l'emmener à l'hôpital pour y faire des analyses. Marie Biloa en est réduite à vivre de la charité des villageois.

La pauvreté est comme une maladie entrée en rémission pour mieux reprendre ses assauts. Au cours des dernières années, elle a resurgi là où on la croyait vaincue. Les exemples roumain, indonésien et haïtien le montrent: les causes profondes du phénomène sont multiples. Elles vont du vide politique qui suit la chute d'un régime autoritaire à l'effondrement des marchés financiers tenus hier encore pour le plus sûr remède contre la pauvreté, en passant par les catastrophes naturelles et la mauvaise gestion de l'environnement. Ces facteurs ont un impact inouï. En Asie du Sud-Est, des dizaines de millions de personnes ont rejoint les rangs des pauvres de la planète en l'espace d'à peine deux ans. Dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, 170 millions de personnes ont subi le même sort au cours d'une décennie. Et pour une grande partie de l'humanité, la pauvreté se perpétue depuis des lustres sans aucune lueur d'espoir.

Comment la faire reculer? Durant les années 80, on a cru que le marché jouerait un rôle de bienfai-

Le «développement

L'indicateur du développement humain.

Les indicateurs économiques traditionnels – à commencer par le produit national brut par habitant –, ne donnent qu'une vue très partielle des conditions socio-économiques réelles de la population. Pour mieux s'en approcher, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a créé en 1990 l'indicateur du développement humain (IDH). Il synthétise trois types de données: la longévité, mesurée par l'espérance de vie; les connaissances, mesurées par le taux d'analphabétisme et la durée moyenne de scolarisation; le niveau de vie, mesuré par le pouvoir d'achat réel.

Cet indicateur est compris entre un (le mieux) et zéro (le pire). Le développement humain est considéré comme élevé quand cet indicateur est supérieur à 0,8; moyen quand il est compris entre 0,8 et 0,5; faible quand il est inférieur à 0,5.

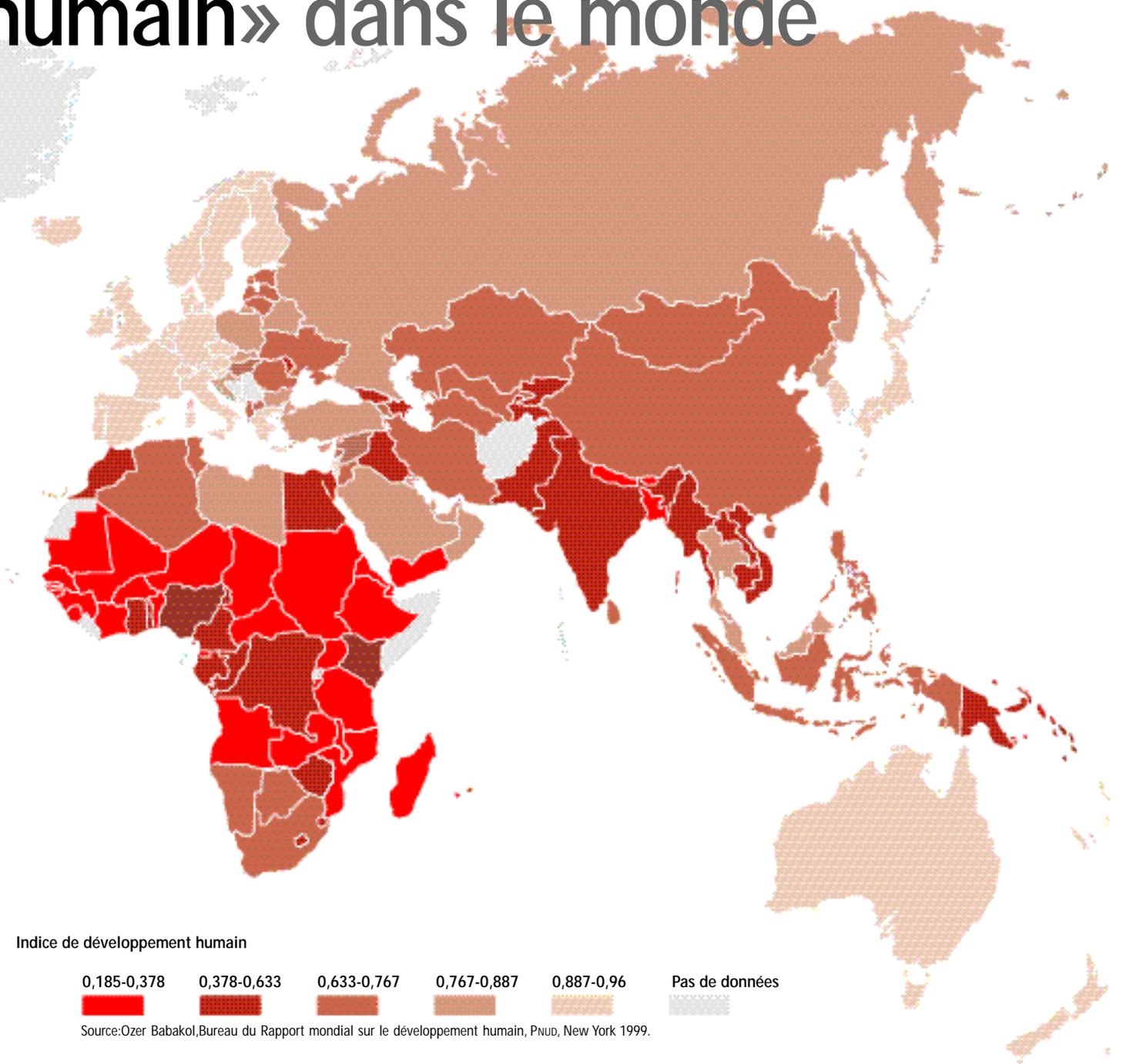
teur pour les pauvres. Baptisée «consensus de Washington», la théorie chère aux institutions multilatérales de prêt basées dans la capitale américaine entrevoyait ainsi les «retombées» de la croissance économique. Si l'on veillait à ce que les marchés fonctionnent bien, les économies prospéreraient et la richesse finirait par «retomber» sur les plus pauvres. Telle était la théorie. Dans la pratique, le marché n'a pas tenu ses promesses.

Dans ce dossier, Rubens Recupero, secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), évoque l'émergence d'un nouveau consensus en matière de lutte contre la pauvreté (pages 20 à 22). Personne ne prétend détenir de remède-miracle mais tout le monde admet, semble-t-il, qu'il est vital d'agir simultanément à plusieurs niveaux: le marché,

*Quelque 1,3 milliard de personnes vivent avec moins de un dollar par jour et près de trois milliards avec moins de deux dollars. Près de 11% des habitants des pays industrialisés vivent avec moins de 11,4 dollars par jour.**

* Ces chiffres et les suivants proviennent tous des rapports publiés en 1998 par le PNUD

humain» dans le monde



l'Etat et les pauvres eux-mêmes doivent travailler de concert pour échauffer des solutions.

La première partie de ce dossier, qui traite du marché, montre que les flux commerciaux et financiers sont toujours considérés comme des éléments essentiels dans le combat contre la pauvreté, mais qu'ils ne sont pas la panacée. La crise financière en Asie du Sud-Est (pages 23 et 24) a prouvé que le fait de considérer la croissance comme la seule voie royale pour sortir de la pauvreté peut avoir des effets pervers: on a négligé de mettre en place un système de protection sociale capable d'aider les pauvres en cas de récession.

A partir des exemples de la Tunisie, des Etats-Unis et de l'ancien bloc soviétique (pages 27 à 31), la seconde partie du dossier montre comment l'Etat peut contribuer efficacement à la lutte contre la

pauvreté et pourquoi il se révèle parfois incapable d'avancer des solutions. Il en ressort que l'Etat a un rôle vital à jouer mais qu'il doit savoir quand intervenir et à quel moment se désengager.

Enfin, ces dernières années, experts, hommes politiques et ONG ont mieux compris que les pauvres avaient leurs propres analyses et leurs propres compétences pour sortir de la pauvreté. S'appuyer sur leurs aptitudes et leurs atouts culturels s'est avéré bien plus important qu'on ne l'imaginait. Mais les particularités culturelles locales peuvent aussi constituer des entraves à l'amélioration du sort des pauvres (pages 32 à 36). ■

John Kohut,
avec Mirel Bran à Bucarest, Andreas Harsono
à Djakarta, Christian Lionet à Port-au-Prince
et Valentin Simeon Zinga à Yaoundé.



© Ron Gifford/Panos Pictures, Londres

La crise «optimale» du siècle

Rubens Ricupero*

Le consensus bâti sur la primauté du marché n'a pas tenu ses promesses. Un nouveau consensus est à trouver, fondé sur des valeurs partagées.

Il peut sembler paradoxal d'accoler deux termes aussi contradictoires que «crise» et «optimale». J'ai entendu cette expression pour la première fois chez C. Fred Bergsten, directeur de l'Institut d'économie internationale à Washington. Il m'a expliqué qu'elle était devenue d'un usage courant et signifiait qu'une crise était devenue suffisamment grave pour contraindre les puissants à agir, mais sans être aigüe au point de rendre toute action vaine. Peut-être arrivons-nous à une heure optimale: même les plus ardents prophètes de la mondialisation (les participants au Forum économique mondial de Davos par exemple) commentent à remettre en question le bien-fondé de leur foi aveugle dans le marché et cherchent comment donner à leurs théories une dimension plus humaine.

Les crises peuvent au moins avoir pour avantage de servir de catalyseurs afin de modifier les perceptions. Le krach de 1929 avait ainsi ébranlé les vieilles certitudes économiques. Aujourd'hui, nous voyons se multiplier les signes d'un nouveau tournant: on envi-

sage l'avenir sous l'angle de la mondialisation, du développement et de la pauvreté, en se posant des questions de fond. Quelle est la nature et le sens de l'économie? Est-ce un mécanisme autonome et pour l'essentiel autorégulé, comme les galaxies ou le système solaire, ou est-ce un produit culturel et social, résultat de choix de société inspirés par un système de valeurs? Une fois de plus, l'impulsion fondamentale du changement vient moins d'un débat théorique que de la réalité, celle de l'énorme fossé séparant riches et pauvres. Pour l'illustrer, il suffit de rapprocher deux chiffres à titre d'exemple: assurer l'accès à l'enseignement primaire à tous les enfants du monde coûterait 6 milliards de dollars par an; les Américains dépensent chaque année 8 milliards de dollars en produits cosmétiques.

Ce contraste grotesque, voire odieux, montre clairement combien les problèmes du développement et de la pauvreté restent d'actualité, dix ans après le «consensus de Washington» qui avait proclamé une «convergence universelle» autour d'un «noyau commun de principes admis par tous les économistes

*Secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

sérieux». En vertu de ce consensus, les Etats étaient invités à rechercher la stabilité économique, c'est-à-dire équilibrer leur budget et éliminer le déficit de leur balance des paiements; ouvrir leur économie au reste du monde en libéralisant la circulation des marchandises et des capitaux; promouvoir enfin le marché capitaliste par la privatisation, la déréglementation et autres mesures de libéralisation.

Le consensus de Washington, relayé par le FMI et la Banque Mondiale, a ainsi constitué le paradigme du développement depuis le début des années 80, date à laquelle il avait marqué un tournant: le «dirigisme» d'Etat était abandonné en faveur de politiques orientées vers le marché.

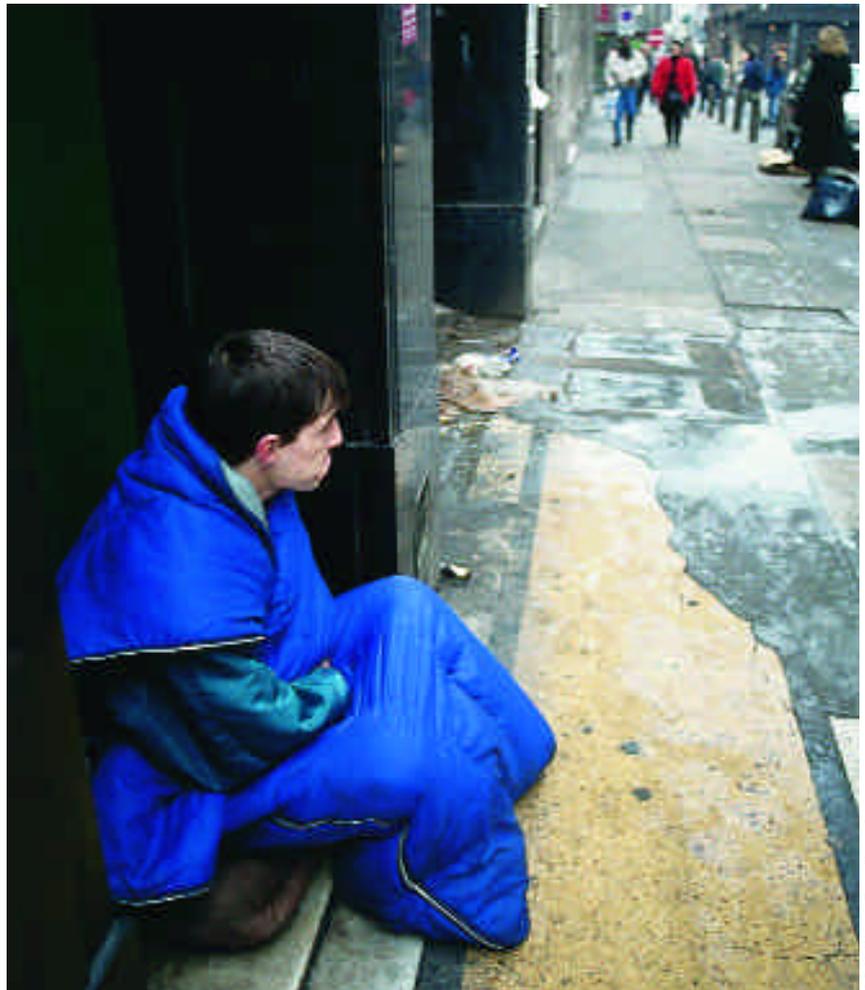
Ces dernières années, le consensus de Washington a été remis en question par le concept de développement humain durable préconisé par le PNUD d'une part, et par le «consensus du Sud» en cours d'élaboration entre des Etats industrialisés récemment, qui cherchent à rattraper les pays riches. Ce consensus du Sud n'est pas encore suffisamment affiné pour intégrer les économies d'Afrique, majoritairement agricoles, et les pays les moins développés. Il émerge cependant de la convergence croissante entre l'expérience latino-américaine et les modèles asiatiques de développement.

Etroitesse de vues

L'approche du développement durable épouse un système de valeurs différentes de celles du consensus de Washington. Ce dernier est centré sur la croissance du PIB; il est imposé d'en haut par des experts étrangers, à travers les conditions fixées par les organismes internationaux pour accorder leur aide. En revanche, selon le concept du PNUD, le développement doit viser l'amélioration de la qualité de vie des individus, s'appuyer sur la participation des intéressés et reposer sur un partenariat plus égalitaire entre pays en développement et pourvoyeurs d'aide.

Dans les faits, le consensus de Washington a volé en éclat depuis que de réelles divergences de vues sont apparues entre le FMI et la Banque mondiale sur les causes de la crise asiatique et sur les meilleurs moyens de la gérer. L'économiste principal de la Banque, Joseph Stiglitz, a préconisé un «consensus post-Washington» aux visées plus larges (hausse des niveaux de vie, développement équitable, durable et démocratique), qui nécessiterait l'utilisation de toute une gamme d'instruments pour corriger les insuffisances du marché, stimuler la concurrence et contrôler les flux de capitaux à court terme.

Il est peut-être encore trop tôt pour dresser l'acte de décès du consensus de Washington, en dépit des critiques de Joseph Stiglitz, du travail de la CNUCED en faveur d'une «perspective du Sud» ou du regain d'intérêt pour l'éradication de la pauvreté depuis le sommet de Copenhague sur le développement social de 1995. Le nouveau consensus s'échafaudera à partir des alternatives «viables», à savoir les modèles extrême-orientaux et leurs convergences avec l'expérience latino-américaine. Il devra aussi englober l'Afrique et les pays les moins développés. Mais de nombreux obstacles entravent encore l'élaboration



La pauvreté par exclusion. Ici, un sans domicile fixe à Londres.

Les denrées alimentaires disponibles devraient permettre à chacun des six milliards d'habitants de la planète de disposer d'au moins 2 700 calories par jour. Mais plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim.

d'un consensus général qui serait enfin capable de dépasser, en conciliant leurs termes, les vieilles antinomies idéologiques: marché contre Etat, stabilité des prix contre croissance économique, accumulation du capital contre redistribution des revenus, concurrence et intégration totale à l'économie mondiale contre industrialisation nationale et consolidation d'une base productive locale forte.

Il sera particulièrement difficile de concevoir des stratégies de développement à long terme dans un monde où les flux financiers sont mondialisés, où des attaques spéculatives et la volatilité des marchés peuvent anéantir en quelques semaines 30 ans de croissance économique et de réduction de la misère, comme l'illustre le cas récent de l'Indonésie. C'est là que les problèmes du développement et de la pauvreté se heurtent au défi de la mondialisation. Celle-ci a été vantée, après la chute du Mur de Berlin en 1989, comme un moyen sûr d'accélérer la croissance et d'assurer la prospérité à tous. Force est de reconnaître qu'elle n'a pas tenu ses promesses en dix ans. La croissance économique des années 1990 a non seulement été très inférieure aux taux exceptionnels des Trente Glorieuses de l'après-guerre mais elle a aussi été décevante en regard des difficiles années 70. Pis, nous arrivons à l'an 2000 sans aucune solution face à l'aggravation des deux plus lourds échecs du xx^e siècle: un chômage massif et une montée des inégalités au sein des nations ou entre elles.

Le concept de mondialisation pêche par son étroitesse. Il appauvrit un phénomène complexe en le ▶

réduisant à une seule de ses composantes: l'unification économique des marchés des biens, des services et des capitaux à l'échelle de la planète. On occulte ainsi la diversité et la richesse d'un processus historique à très forte dimension culturelle.

La mondialisation est née des percées spectaculaires en électronique et télécommunications – première révolution scientifique qui ait changé nos perceptions du temps et de l'espace alors que les précédentes portaient essentiellement sur l'énergie et la matière. Elle peut donc favoriser l'interaction humaine et l'échange de connaissances. Mais l'existence de grandes avancées scientifiques et technologiques ne garantit pas qu'on en fera bon usage, qu'elles serviront non à dominer les hommes mais à les libérer et à les aider. C'est bien grâce à la révolution scientifique de Galilée et de Newton que l'Occident s'est assuré une supériorité technologique qui a permis la colonisation et l'impérialisme.

La situation actuelle est certainement plus cruciale, tant par ses promesses que par ses menaces. Jamais jusqu'ici le savoir n'a été la condition même du développement. Nous quittons un système économique où le succès reposait sur le capital, la main-d'œuvre bon marché ou l'abondance des ressources pour aller vers une économie du savoir. Le monopole de l'informa-

Satisfaire les besoins essentiels des populations des pays en développement (nourriture, eau potable, infrastructures sanitaires, santé et éducation), coûterait environ 40 milliards de dollars par an, soit 4% de la richesse cumulée des 225 plus grosses fortunes mondiales.

tion ou de la technologie pourrait aisément devenir une arme terrifiante pour la domination et l'oppression, qui sont aux sources des inégalités.

Nous commençons seulement à comprendre les principes fondamentaux de cette nouvelle économie de l'information. On postulait autrefois que l'information avait un coût nul ou négligeable. Nous savons à présent qu'elle a un véritable coût et qu'il peut faire la différence entre l'échec et le succès économiques. Sans accès à l'information, on n'accédera pas aux marchés. Et les marchés ne seront pas toujours la solution optimale: ils sont en fait des systèmes imparfaits de traitement et de transmission de l'information.

Les entreprises et les acteurs économiques, les particuliers et les gouvernements doivent aller chercher l'information et certains y parviendront mieux que d'autres. Ceux qui bénéficient d'un bon niveau d'instruction et d'un accès facile à l'information l'emporteront dans un monde extrêmement concurrentiel. Qu'arrivera-t-il alors aux légions de perdants de la concurrence mondiale, travailleurs non qualifiés des pays riches ou Etats et continents marginalisés, comme l'Afrique?

Pour les aider, il nous faudra redéfinir la concurrence: c'est un jeu qui exige des règles claires et un arbitre impartial tel que l'Organisation mondiale du commerce mais qui requiert aussi, comme tous les jeux, un apprentissage, une préparation et un entraînement. Les pays doivent donc apprendre à produire, à commercer et à se concurrencer. La concurrence entre individus ou pays ne sera équitable que si les Etats et les organisations internationales s'efforcent de promouvoir le développement comme une formation continue susceptible de mettre l'information et le savoir à la disposition de tous, à égalité.

Le retour d'Adam Smith

Et même si nous parvenons à ce résultat, rien ne garantit qu'il y aura répartition juste et équilibrée des richesses entre toutes les catégories de citoyens. La croissance économique accélérée est certainement une condition nécessaire pour réduire rapidement la pauvreté. La démonstration en a été faite en Chine et dans les pays asiatiques. Mais ce n'est pas une condition suffisante, comme le prouvent certains exemples latino-américains d'extrême concentration des richesses et des revenus, ou encore les inégalités subsistant dans beaucoup de sociétés industrialisées. Nous n'en savons toujours pas assez sur les moyens d'équilibrer croissance et redistribution, ou de récompenser l'initiative tout en préservant une relative égalité.

Développement, pauvreté, mondialisation: nous ne résoudrons ces problèmes qu'en revenant à la conception initiale de l'«économie politique», une philosophie morale qu'enseignait Adam Smith. A savoir l'économie comme le produit de la «polis», la cité des êtres humains. L'économie n'est pas une sorte de système solaire dont nous ne pourrions changer les lois, elle est le résultat de choix de société fondés sur des valeurs partagées. La première de ces valeurs est que l'économie a été créée pour l'homme et non l'homme pour l'économie. C'est la seule façon de promouvoir vraiment l'espoir et la foi en un avenir meilleur. ■

Mesurer la pauvreté

La pauvreté ne se définit plus seulement à l'aune d'une insuffisance de revenu, mais aussi en termes d'insatisfaction des besoins élémentaires. Le Rapport mondial sur le développement humain 1997 du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) a mis l'accent sur la nature multidimensionnelle de la pauvreté. Il a créé un «indicateur de la pauvreté humaine» qui tient compte des pourcentages d'individus risquant de décéder avant l'âge de 40 ans, d'adultes analphabètes, d'individus n'ayant pas accès aux services de santé ou à l'eau potable et d'enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition.

Le seuil de pauvreté à un dollar par jour (dollar et prix de 1985) est l'une des mesures les plus utilisées: les pauvres sont tous ceux dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et par personne, somme censée suffire à acheter les produits nécessaires à la survie. Ce seuil est calculé en fonction du principe de parité de pouvoir d'achat (PPA), afin de tenir compte des différences de coût de la vie dans chaque pays.

En 1998, le PNUD a publié un rapport intitulé Vaincre la pauvreté humaine qui avance les définitions suivantes:

Pauvreté humaine: manque de capacités humaines essentielles, telles que savoir lire, écrire et être correctement nourri.

Pauvreté monétaire: manque du revenu adéquat le plus faible ou de la capacité d'engager les dépenses correspondantes.

Pauvreté extrême: indigence ou misère, soit l'incapacité de satisfaire les besoins alimentaires minimaux.

Pauvreté générale: niveau de pauvreté moins grave, défini comme l'incapacité de satisfaire les besoins alimentaires et non alimentaires essentiels, ces derniers étant parfois définis différemment d'un pays à l'autre.

Pauvreté relative: pauvreté définie selon des normes qui peuvent varier d'un pays à l'autre ou dans le temps. Peut correspondre, par exemple, à un seuil de pauvreté fixé à la moitié du revenu moyen par habitant, ce qui signifie que ce seuil peut augmenter en même temps que le revenu.

Pauvreté absolue: pauvreté définie par une norme fixe. Par exemple, le seuil international de pauvreté est fixé à un dollar par jour. Un autre exemple en est un seuil de pauvreté dont la valeur réelle reste constante dans le temps, ce qui permet de mesurer les variations de la pauvreté dans un pays donné.

Selon le PNUD, sur 130 pays, 90 disposent de définitions opérationnelles de la «pauvreté absolue» et 86, de la «pauvreté générale». Les définitions exclusivement monétaires ne sont plus qu'une minorité. ■

1. Le marché

Hadijah habite une minuscule baraque à peine éclairée à Cilenggang, dans une lointaine banlieue située au sud-ouest de Djakarta. Assise en tailleur sous son toit de tôle ondulée, elle s'efforce de dissimuler sa honte. «*Ils m'ont dit que j'étais trop vieille*», murmure cette veuve de 43 ans. «*Ils*», ce sont les directeurs d'une usine sud-coréenne et d'un centre

qu'avant la crise pour l'alimentation et les frais de scolarité de sa fille unique. En monnaie locale, les prix des produits de base – le riz, le sucre, l'huile, le pétrole lampant – ont été multipliés par trois à cinq depuis le début de la crise.

Après près de trois décennies d'une extraordinaire croissance économique, les pays d'Asie du

Les certitudes asiatiques à l'épreuve de la crise

L'Asie a cru à la «magie du marché» mais la crise financière a été dévastatrice. Ainsi, 48% des Indonésiens vivent aujourd'hui dans la pauvreté. Quelles leçons en tirer?

d'affaires allemand, établis dans son quartier. Ils ont tous les deux refusé de l'embaucher. Hadijah cherche du travail en vain depuis qu'elle a perdu le sien, en octobre 1998, après avoir servi le thé pendant 24 ans chez un fabricant de pièces détachées pour l'industrie automobile. La crise financière qui sévit en Asie depuis deux ans l'a frappée de plein fouet.

Sa situation est d'autant plus précaire qu'elle doit dépenser, à cause de l'inflation, beaucoup plus

Sud-Est étaient convaincus que le marché constituait la clé de l'élimination de la pauvreté. Ce fut en partie vrai. Mais la crise financière a ébranlé cette conviction. Elle a mis en lumière les faiblesses de la théorie selon laquelle la pauvreté reculerait uniquement grâce aux «retombées» des superprofits réallisés en période d'expansion économique. «*La "magie du marché" opère peut-être pour ceux qui ont facilement accès au capital, à l'information et à la formation. Mais pas pour ceux qui n'ont ni instruction, ni qualifications, ni relations intéressantes*», déclarait en août 1998 Juwono Sudarsono, le ministre indonésien de l'Éducation et de la Culture.

Selon le Bureau central des statistiques, 95,8 millions d'Indonésiens, soit près de 48% des 202 millions d'habitants de l'archipel, vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté (2 100 calories par jour). C'est une immense régression. En 1976, la pauvreté ne touchait que 54,2 millions de pauvres, soit 40,1% de la population. Et en 1996, après 20 ans de croissance économique rapide, le nombre de pauvres dans le quatrième pays le plus peuplé du monde avait été ramené à 22,5 millions, soit 11,3% de la population.

Seule la reprise économique pourra inverser la tendance. Mais, comme le souligne un récent rapport de la Banque mondiale, la croissance accélérée des années précédentes masquait des problèmes structurels: la persistance de poches de pauvreté, la montée des inégalités, la faiblesse des droits des travailleurs et l'insuffisance des systèmes de protection sociale, entre autres. Toujours selon ce rapport, «*le seul moyen de donner un coup d'arrêt à la chute des revenus des pauvres est de revenir rapidement à la stabilité macro-économique et à la croissance, grâce à des mesures d'ajustement favorisant une meilleure distribution des richesses*».

Scènes de pillage dans le quartier chinois de Djakarta (Indonésie) en mai 1998.



© KeesSijma, Paris

En Indonésie comme dans beaucoup d'autres pays d'Asie, il existe très peu de mécanismes institutionnels permettant d'échapper à la pauvreté liée au chômage, à l'infirmité ou à la vieillesse. Les familles comptent avant tout sur leur épargne personnelle et sur le soutien de leurs parents ou voisins. Mais la crise financière a provoqué de tels ravages que ces filets de sécurité ne suffisent plus.

Avec ses indemnités de licenciement, Hadijah a construit devant sa maison, en décembre 1998, un petit étal de produits alimentaires. L'une de ses nièces y a investi son petit pactole. Les deux femmes ne tirent que 150 000 rupiahs par mois de ce petit commerce. Une misère, équivalant à moins de 20 dollars aux taux de change courants. Ce type d'expédient n'est même pas à la portée de tous les pauvres. D'où les graves tensions sociales et les violences qui se sont déchaînées ces derniers mois. Dans un climat d'exacerbation des antagonismes ethniques et religieux, plusieurs villes et villages indonésiens ont été le théâtre de scènes d'émeutes et de pillages. Démoralisés, les soldats y assistaient en spectateurs passifs.

Quand la faim pousse au crime

La plus terrible de ces explosions de violence a eu lieu à Djakarta du 14 au 16 mai 1998: des milliers de pillards s'en sont pris aux Sino-Indonésiens, une communauté désignée à la vindicte populaire du fait de sa domination économique. Au total, 1.200 personnes ont été tuées, pour la plupart dans des supermarchés en flammes, et de nombreuses Indonésiennes d'origine chinoise ont été violées. Sur l'axe Djakarta-Surabaya (la seconde ville du pays), des bandits de grand chemin arrêtent les routiers et s'emparent des camions transportant des produits alimentaires. Le vol est devenu monnaie courante. *«C'est la faim qui pousse au crime*, estime Loekman Soetrisno, sociologue à l'Université de Gajah Mada.

La dévaluation de la monnaie indonésienne depuis le début de la crise et la hausse des prix des denrées alimentaires n'ont toutefois pas pénalisé tout le monde. Elles ont renversé les termes de l'échange intérieur en faveur des agriculteurs. Les producteurs d'huile de palme et de cacao ont notamment bénéficié de l'envolée des cours mondiaux. Selon la Banque mondiale, la consommation rurale a augmenté de 10% l'an dernier.

Pour répondre à la crise, l'Etat a vendu à très bas prix, voire distribué gratuitement, des produits de base comme le riz, le sucre et l'huile. Des organisations humanitaires ont aussi proposé des paniers-repas bon marché aux travailleurs pauvres et aux chômeurs. De nombreux analystes estiment ces efforts insuffisants. Conformément aux recommandations du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement – les trois principaux organismes qui soutiennent financièrement l'Indonésie –, le gouvernement de Djakarta a prévu une enveloppe d'environ 2,4 milliards de dollars pour instaurer un dispositif de sécurité sociale en 1998-99: aide ali-

mentaire, soins médicaux subventionnés, etc. Mais selon Marie Muhammad, responsable d'une équipe de suivi des opérations, à peine 30% des fonds avaient été déboursés début 1999: les fonctionnaires chargés de les distribuer auraient fait preuve d'une prudence excessive, par crainte des pots-de-vin et d'autres irrégularités.

La Thaïlande, elle aussi très éprouvée par la crise, s'efforce également d'améliorer son système de protection sociale. Depuis l'an dernier, les travailleurs qui ont perdu leur emploi touchent des indemnités pendant 10 mois, contre six auparavant. Le gouvernement a entrepris d'assurer la gratuité des soins médicaux pour les chômeurs et leurs familles. De plus en plus, l'aide des institutions financières multilatérales est orientée vers des actions de formation visant les sans-emploi.

Ces mesures sont loin d'être suffisantes. Les Etats d'Asie du Sud-Est sont si affaiblis par la crise qu'ils ont beaucoup de mal à financer les dépenses sociales, à un moment où elles sont les plus urgentes. Jusqu'à présent, leurs filets de sécurité ont été conçus comme des interventions à court terme pour limiter les dégâts, et non comme un premier pas vers une restructuration durable du système socio-économique qui viserait à protéger les pauvres. On y viendra peut-être, car l'Asie du Sud-Est a enfin compris que le marché, seul, ne suffisait pas à combattre la pauvreté. ■

Andreas Harsono, à Djakarta, Indonésie

L'aide publique au développement en chute libre

En 1970, les pays riches avaient proclamé leur intention de consacrer 0,7% de leur produit national (PNB) à l'aide publique au développement (APD) en faveur des pays les plus défavorisés de la planète. Au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) puis devant l'assemblée générale des Nations unies, ils s'étaient engagés à accroître considérablement leurs dons et leurs prêts à des conditions de faveur pour accélérer le rattrapage économique et social des pays bénéficiaires.

Trente années plus tard, cet objectif n'a pas été atteint, sauf par la Suède, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas qui consacrent entre 0,7% et 1% de leur PNB à cette aide publique au développement. Pis, l'APD a globalement tellement reculé qu'elle a atteint en 1997 son plus bas niveau en 50 ans, depuis le plan Marshall de 1947. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en novembre 1998 sous le titre «Évaluer l'aide», l'APD a en effet diminué d'un tiers en six ans, passant de 69 à 48 milliards de dollars entre 1991 et 1997. Elle ne représente plus maintenant que 0,22% du PNB de tous les pays donateurs et seulement 0,08% du PNB des Etats-Unis, lanterne rouge. Seuls le Canada et le Japon ont augmenté leur APD en termes réels en 1997.

Résultat: l'aide ne représente plus que le quart des flux financiers vers les pays en voie de développement, avec de grandes disparités. Ainsi, selon l'OCDE, l'Afrique subsaharienne a reçu en 1997 en moyenne 27 dollars par habitant en aide et 3 dollars par habitant en investissements directs étrangers. En revanche, l'Amérique latine et les Caraïbes ont reçu 13 dollars par habitant en aide et 62 dollars en investissements directs étrangers.

La Banque mondiale recommande aux Etats de cibler leur APD vers des pays ayant fait beaucoup d'efforts pour parvenir à une gestion «saine» (institutions non corrompues, respect de l'Etat de droit et des libertés économiques, ouverture des marchés, etc.). Elle estime que si 10 milliards d'aide étaient ainsi dirigés vers ces pays injustement pénalisés par la diminution globale de l'APD, 25 millions de personnes serait sauvées de la pauvreté. ■

Mali:

la croissance sans le développement

Dans ce pays sahélien, l'un des plus pauvres du monde, la croissance économique va de pair avec une augmentation de la pauvreté. A qui la faute?



©Ron Clirghineir, Arnhem

Le secteur informel fait vivre en majorité des pauvres.

Depuis quelques années, le taux de croissance économique du Mali se porte mieux. Mais pas la plupart des Maliens. C'est une croissance sans emploi, sans développement, sans liberté, s'insurge la psychosociologue, femme d'affaires et artiste décoratrice Aminata D. Traoré, actuellement ministre de la Culture et du Tourisme. «*Les performances macro-économiques se réalisent au détriment des besoins fondamentaux et pressants de la majorité de la population*», constate-t-elle.

De fait, le produit intérieur brut (PIB) du Mali a en moyenne crû de 5% par an entre 1994 et 1996, et la pauvreté de 2% par an, selon le rapport de l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté au Mali (ODHD), publié en juillet 1998. Les nouveaux pauvres, explique A. Traoré, sont «*ceux qui ont perdu leur emploi et ceux qui n'en ont jamais eu*»: les «compressés» d'une fonction publique en cure d'amaigrissement et les jeunes chômeurs, diplômés ou pas. L'économie populaire, qui échappe au fisc et aux statistiques, fait vivre la majorité de ces exclus. Sans ce secteur, la situation serait explosive, dit-elle.

Aujourd'hui, 72% des 9,2 millions de Maliens vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins d'un demi-dollar par jour, selon l'ODHD. Tous les indicateurs sont au rouge. Le tiers des habitants du Mali risquent de décéder avant 40 ans; près des quatre cinquièmes sont analphabètes; plus de la moitié sont privés d'eau potable, les deux tiers n'ont pas accès aux services de santé. La moitié des enfants de moins de cinq ans sont malnutris, contre 35% en 1988. Seule petite lueur, le rythme de progression de la pauvreté s'est ralenti. Entre 1989 et 1994, le nombre

de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté avait augmenté de 11% par an, contre 2% ensuite.

Pour A. Traoré, la Banque mondiale et le FMI ont une part de responsabilité considérable dans l'aggravation des conditions de vie de ses concitoyens. Elle vient de publier un ouvrage intitulé *L'Etat* (Actes Sud, Paris, 1999), où elle revendique le droit, pour son pays, de reprendre son destin en main. Depuis plusieurs années, «*les décisions sont prises sans les Maliens et, la plupart du temps, à leur insu, ce qui ne peut qu'hypothéquer les chances de consolidation du processus de démocratisation*, déplore-t-elle. *Les mesures imposées aux pays surendettés d'Afrique pénalisent surtout les couches sociales démunies. Elles discréditent également l'Etat, qui est invité à se désengager de secteurs aussi vitaux que l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement. En somme, le social devrait être privatisé pour que l'Etat s'acquitte de ses engagements envers ses créanciers.*»

Grogne et mauvaise gestion

Pour elle, ces réformes visent à consolider le pouvoir des maîtres du monde. «*Elles ont pour objectif de créer davantage d'opportunités pour les puissants et parachèvent la mainmise des pays nantis sur nos matières premières, mais aussi sur nos esprits.*» Elles savent également, selon elle, tous les efforts déployés par l'Etat pour améliorer le sort des déshérités. Fin 1994, le gouvernement malien a décidé d'axer sa politique sur le développement humain durable et la lutte contre la pauvreté et, en 1997, il a élaboré une «stratégie nationale». Mais cette «*option louable*» est vouée à l'échec si les institutions de Bretton Woods continuent sur la même lancée, au lieu de reconnaître leurs échecs, estime A. Traoré. «*L'Etat sous ajustement a très peu de marge de manœuvre. Chaque dossier – l'emploi, les jeunes, les femmes, la santé, l'école, l'environnement – exige des fonds qui ne sont pas disponibles localement. Leur obtention auprès des organismes de financement est assujettie à des conditions censées améliorer la gestion et la productivité. En réalité, elles sont contre-productives: les bas salaires démotivent les travailleurs, perpétuent la mauvaise gestion et entretiennent la grogne et l'instabilité politique.*»

A. Traoré ne nie pas la responsabilité des Etats africains dans la faillite de leurs économies. «*Je ne dis pas qu'il n'y a pas de corruption... Mais je plaide pour la coresponsabilité. L'Afrique a été conseillée, guidée, parfois contrainte, dans la plupart des décisions qui ont été prises. Il faut désormais être lucides, rigoureux, exigeants, autant avec nous-mêmes qu'avec ceux qui prétendent nous aider.*» ■

Sophie Boukhari

La fortune des trois personnes les plus riches du monde est supérieure à la somme des produits intérieurs bruts des 48 pays en développement les plus pauvres.

Les bonnes recettes chiliennes

Des mesures ultralibérales et surtout l'intervention de l'État ont fait reculer la pauvreté. Mais les inégalités restent criantes.

Chaque année, près de 12 millions d'enfants meurent dans le monde, avant d'atteindre leur cinquième anniversaire.

Le Chili est le seul pays d'Amérique latine où la pauvreté a considérablement reculé au cours de la dernière décennie. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL, un organisme des Nations unies basé à Santiago), le mouvement a commencé en 1987, sous la dictature du général Pinochet, deux ans avant le retour de la démocratie. Cette année-là, 39% des Chiliens vivaient en dessous du seuil de pauvreté. Ils ne sont plus que 20% en 1996. Et d'après le président chilien Eduardo Frei, deux millions de personnes (sur une population de 14,5 millions d'habitants) sont sorties de la pauvreté entre 1990 et 1998 et l'extrême pauvreté a diminué de moitié.

Aux yeux des analystes, trois grands facteurs expliquent l'importance de ce processus: une croissance économique soutenue, l'augmentation des dépenses sociales et l'instauration de plusieurs programmes en faveur de l'emploi. Au-delà, chaque camp politique s'attribue les lauriers des succès enregistrés. Faisant valoir que la pauvreté a commencé à reculer à la fin du régime militaire, la droite estime que ce résultat est en partie le fruit des politiques ultralibérales instaurées à partir de 1978.

Le général Pinochet avait en effet fait appel aux experts monétaristes de l'école dite de Chicago (des disciples de Milton Friedmann) et son pays a été le premier du continent à déréglementer, à privatiser, à ouvrir les marchés et à diminuer les impôts. L'inflation a été maîtrisée, la croissance est repartie, les investissements étrangers ont afflué, si bien que le Chili a été considéré comme «le jaguar du Sud» à la fin des années 80. Les «Chicago Boys» avaient promis une richesse «débordante» et un recul «automatique» de la

pauvreté, mais cette dernière n'a régressé que tardivement. De plus, devant la montée des protestations populaires et à l'approche des échéances électorales de 1988 et 1989, le régime avait consenti d'importants efforts à caractère social.

Une chose est sûre: le président Patricio Aylwin, élu en 1989, et son successeur Eduardo Frei, au pouvoir depuis 1994, ont mené des politiques clairement volontaristes contre la pauvreté, afin de contrecarrer les effets négatifs du modèle ultralibéral. Parallèlement, la croissance est restée soutenue (en moyenne 7% par an entre 1991 et 1997, jusqu'au ralentissement de 1998 dû aux répercussions de la crise asiatique). En 1996, 71% des dépenses publiques ont été consacrées aux dépenses sociales et les salaires minimum ont augmenté de 55% en termes réels entre 1989 et 1996, soit plus rapidement que la productivité du travail.

Pour financer ces mesures spectaculaires, les entreprises ont été mises à contribution: elles n'ont pas trop rechigné à payer des impôts sur l'augmentation de leurs bénéfices. Il n'a cependant pas été question d'instaurer des impôts sur la fortune, ce qui aurait provoqué un véritable tollé.

«Développement dans l'équité»

Outre cet effort de redistribution dans le cadre d'un modèle que le président Aylwin avait baptisé «développement dans l'équité», plusieurs programmes d'encouragement à la création d'entreprises ont été lancés. L'accès à des services tel que l'électricité, le téléphone, l'eau potable et l'enseignement pour adultes a été facilité et subventionné. D'autres programmes prévoient l'envoi de jeunes professionnels dans les régions les plus pauvres du pays, afin qu'ils y lancent des projets de développement, en associant la main d'œuvre disponible localement.

Le «Fonds de solidarité et d'investissement social» (FOSIS) a joué, lui aussi, un rôle important: né il y a 7 ans, il finance plus de 18 000 projets de production élaborés par des familles rurales, des pêcheurs, des représentants des peuples indigènes ou des micro-entreprises. Un budget est aussi prévu pour la formation des personnes impliquées.

Reste une «dette sociale» dont le pays n'arrive pas encore à s'acquitter, à savoir le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres. Un récent rapport de la Banque interaméricaine de développement (BID) montre que le Chili fait partie des sept pays d'Amérique latine où les inégalités sont les plus fortes: 10% des personnes les plus riches du pays ont des revenus 30 fois supérieurs aux 10% les plus pauvres. Ces trop grandes disparités constituent, en dépit des importants progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, le défi de l'avenir pour le Chili. ■

Eduardo Olivares, journaliste à Santiago

Une soupe populaire en plein air, à Santiago.



2. L'État

Dans les canyons de verre fumé du quartier bancaire de San Francisco, la foule qui se presse pour aller travailler le matin passe chaque jour devant au moins un «tas informe»: une personne sans domicile fixe qui dort, recroquevillée sur un lit de carton. Assis à côté des conteneurs à ordures, des mendiants tendent leur sébile à des dames aux ongles impeccables. Dans les quartiers prospères des banlieues, un nouveau sous-prolétariat fouille les poubelles, poussant sur des kilomètres des caddies

Le discours politique américain est entièrement pénétré de l'éthique protestante du travail. Au départ, la protection sociale américaine (l'«Aide aux familles avec enfants à charge») était destinée aux veuves et aux mères célibataires, donc réservée aux familles privées des revenus d'un homme. Dans la psyché américaine, une association automatique d'idées rend immoral de vivre des subsides de l'Etat. En Europe, les assurances sociales nationales sont universelles. Aux Etats-Unis, l'aide sociale est conçue pour celui qui

États-Unis: l'aide sociale en baisse

Individualistes et méfiants à l'égard de l'Etat, les Américains préfèrent tolérer une pauvreté élevée plutôt que de payer plus d'impôts. Aide-toi toi-même...

volés où s'entassent des bouteilles vides et des boîtes de conserve que le centre de recyclage rachète à un prix dérisoire.

Le maire de New York, Rudolph Giuliani, a certes chassé sans ménagement les clochards des rues de Manhattan mais, pour la plupart des Américains, la misère est une réalité bien concrète et visible. Comment expliquer que le taux de pauvreté du pays le plus riche du monde industrialisé continue d'osciller autour de 13% depuis 20 ans? Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), il a même atteint 16,5% en 1997.

Des subsides «immoraux»

Aux Etats-Unis, la richesse s'accumule à vitesse accélérée mais elle se concentre. Toujours d'après le PNUD, les 20% les plus riches y gagnent 8,9 fois plus que les 20% les plus pauvres. Mais, pour autant qu'on puisse en juger, la majorité des électeurs s'accommode fort bien de cette équation. Dans son dernier «message sur l'état de l'Union», le président Bill Clinton s'est vanté d'avoir réduit de moitié le nombre des bénéficiaires de l'aide sociale. Il n'a rien proposé, ou si peu, pour améliorer matériellement la vie des pauvres. D'après les sondages, 76% des Américains ont approuvé son discours.

L'absence de contrat social est claire aux Etats-Unis. Dans ce pays «neuf», composé d'Etats hétérogènes, les Américains n'ont jamais acquis le respect d'un pouvoir central munificent dont les Européens ont hérité des monarchies. Les citoyens américains se méfient énormément de l'Etat et répugnent à financer tout ce qui risquerait d'étendre ses activités. Leurs taux d'imposition restent les plus bas des pays riches. Le grand principe de l'utilitarisme – œuvrer pour le bénéfice du plus grand nombre – n'a jamais séduit personne dans cette société si fière de son culte de l'individu.

défaillie accidentellement. Etre pauvre en Amérique, c'est un peu porter le stigmate du péché: on n'a pas été capable de réaliser toutes ses potentialités d'Américain, à savoir améliorer soi-même son sort.

En Europe, les systèmes sociaux ont été mis en place sous la pression de la classe ouvrière. La classe ouvrière américaine, elle, n'a joué un rôle politique décisif que sporadiquement, sous l'influence de militants radicaux immigrés d'Europe de l'Est ou d'Amérique latine, ou grâce à des composantes de la société relativement bien intégrées, dans l'industrie automobile par exemple. La plupart des Américains se situent dans les classes moyennes, qu'ils possèdent une Ford déglinguée ou un yacht; ils rêvent en permanence d'ascension sociale et ne veulent absolument pas s'identifier à ceux qui sont tout en bas de l'échelle.

La faiblesse du mouvement ouvrier s'explique

Les citoyens américains se méfient énormément de l'Etat et répugnent à financer tout ce qui risquerait d'étendre ses activités

sans doute, à l'origine, par l'influence des esclavagistes du Sud sur la vie publique américaine. Ceux-ci voulaient étendre l'esclavage aux nouveaux Etats qui rejoignaient l'Union; ils militaient contre toute organisation politique des travailleurs du Nord industrialisé. En Europe, la solidarité s'est bâtie au début du xx^e siècle sur les valeurs partagées de communautés soudées. Aux Etats-Unis, la pression constante de nouveaux contingents d'immigrants avides de trouver du travail au «pays qui donne sa chance à chacun» a eu pour résultat de maintenir les salaires à un niveau bas, tandis que les ouvriers restaient soumis.

Dans ces conditions, les détenteurs du pouvoir politique sont avant tout sensibles aux intérêts de ►

Les pays industrialisés comptent plus de 100 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté et plus de cinq millions de sans-abri.

ceux qui contribuent à financer leurs campagnes. Le premier impératif de tout président des États-Unis est d'assurer le proverbial «climat de confiance économique», son secrétaire au Trésor y veillant fermement à ses côtés. Le capital, qui tient toujours en réserve la menace d'une «grève» de l'argent – ralentissement des augmentations de salaires, retrait ou délocalisation des capitaux – a réussi à limiter sa contribution aux dépenses sociales.

La sécurité des hommes d'affaires

Les intérêts des déshérités pèsent fort peu dans ce contexte. Ils n'apparaissent qu'en tant que révélateurs inesthétiques du délabrement urbain. Ils servent aussi de prétextes pour louer avec grandiloquence la générosité du bénévolat, une caractéristique de l'«esprit américain». L'ancien président George Bush avait ainsi salué les «mille petites lumières» que font briller les volontaires du pays.

De fait, les communautés qui forment la société américaine ont toujours fait la preuve de leur étonnant sens des responsabilités civiques, un phénomène que le Français Alexis de Tocqueville avait été le premier à analyser au début du XIX^e siècle. Ce puissant courant a permis à l'Etat de se décharger de nombreuses fonctions qu'il assume en Europe, en les laissant à des organisations à but non lucratif ou religieuses, dans le cadre d'une sorte de partenariat public-privé. Ce système vaut pour les hôpitaux, les centres d'aide, les soupes populaires ou les asiles de nuit, par exemple. Mais ce filet de sécurité présente tous les symptômes de la décrépitude, avec notamment la récente réforme de l'aide sociale: les prestations prennent maintenant fin au bout de deux ans, ce qui veut dire que davantage d'enfants sont menacés de connaître bientôt la faim.

Rares sont les hommes politiques qui ont fait carrière comme défenseurs des pauvres sur le plan national. Jerry Brown en est un. Ancien gouverneur de la Californie, deux fois candidat à la présidence des États-Unis, il a passé une bonne partie de la décennie écoulée à démystifier les idées reçues de ses concitoyens, par exemple la «nécessité» de réduire les pres-



© PF Berdeley/Black Star Studio & Paris

tations sociales et de créer des emplois. «Il nous faut plus d'aide sociale et moins d'emplois», répétait-il inlassablement dans son émission radiophonique «*Nous le Peuple*». Son raisonnement: l'automatisation réduit inexorablement les postes de travail; il faut instituer un «système de maintien des revenus» qui puisse garantir à tous les citoyens américains les droits fondamentaux – la nourriture, le logement, l'éducation et la santé.

Jerry Brown vient d'être élu maire d'Oakland, municipalité sinistrée située juste en face de la ville de San Francisco, de l'autre côté de la baie. L'importante population noire d'Oakland n'a bénéficié d'aucune des «cyber-richesses» que répand à foison la Silicon Valley. La crise est telle que les supermarchés ont fui. Beaucoup d'habitants, trop pauvres pour avoir une voiture, se voient contraints de faire deux heures d'autobus pour la moindre course.

Dans les premiers jours de son mandat, Jerry Brown, loin d'annoncer des mesures sociales, a renforcé les patrouilles de police dans le centre-ville ravagé, espérant attirer ainsi de nouveaux occupants dans les bureaux des gratte-ciel vides. Son objectif: assurer la sécurité à Oakland. Celle des hommes d'affaires. ■

Vicky Elliott, journaliste à San Francisco

Les déshérités, «révélateurs inesthétiques du délabrement urbain».

Tunisie: l'État sur tous les fronts

Selon le PNUD, la lutte des autorités contre la pauvreté est un «modèle» pour le reste du monde arabe. Effectivement, l'Etat en fait beaucoup. Un peu trop?

■ C'est l'histoire d'un pauvre, perdu dans la solitude d'une «zone d'ombre». C'est ainsi que le gouvernement tunisien désigne les régions déshéritées et enclavées. Un jour, le pauvre reçoit la visite du président Ben Ali, qui promet: il aura bientôt de l'eau, de la lumière et une maison digne de ce nom. Le tout grâce au «26-26», le nom usuel et le numéro de compte postal du Fonds de soli-

darité nationale (FSN), créé fin 1992. Quelques mois après la fin des travaux, le pauvre reçoit les premières factures. Analphabète, il les jette. Finit par arriver un agent de la compagnie d'électricité: «Ingrat, pourquoi ne payes-tu pas?» Et le pauvre de répondre: «Mais avec quoi? Je ne suis pas plus riche qu'avant. Et puis, je croyais que pour les factures, il y avait le 27-27...» Cette blague, en vogue à Tunis,

résume bien la question: oui, les autorités multiplient les initiatives en faveur des plus défavorisés. Mais il reste beaucoup à faire pour leur permettre d'intégrer les circuits économiques et pour rompre avec plusieurs décennies de paternalisme et d'assistanat.

S'il est un pays où le terme «État-providence» a un sens, c'est bien la Tunisie. Depuis l'indépendance, en 1956, le pouvoir a toujours mené une politique sociale énergique. Elle s'inscrivait au départ dans l'optique socialisante du président Bourguiba. Elle est aujourd'hui un rouage central du dispositif sécuritaire du régime de Zine ElAbidine Ben Ali, consolidé après les poussées islamistes de la fin des années 80. «*La stabilité sociale est une question de sécurité*», déclare le secrétaire d'Etat Kamel Haj Sassi, qui dirige le FSN. Du coup, la libéralisation économique s'est accompagnée d'un renforcement de la lutte contre la pauvreté. «*De 1987 à 1993, en pleine période d'ajustement, note la Banque mondiale, les dépenses sociales publiques par habitant ont augmenté de 14% en termes réels.*»

Les résultats sont là. «*Le taux de pauvreté a très nettement décliné depuis 1970 – même si cette baisse s'est ralenti à partir de 1985, surtout en milieu urbain – malgré le choc de la libéralisation et la montée du chômage*», affirme l'économiste tunisien Azzam Mahjoub. Le PNUD rappelle que la part de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (environ un dollar par personne et par jour en ville et un demi-dollar en milieu rural) est passée de 22% en 1975 à 6,2% en 1995. Mais au-delà de ce noyau dur, selon le Bureau international du travail, environ 20% des quelque neuf millions de Tunisiens restent «*vulnérables*». Les transferts sociaux semblent jusqu'ici les avoir protégés du pire. Ils équivalent, selon Mongi Layeb, du ministère du Développement économique, au salaire minimum – environ 150 dollars par mois et par personne.

Les plus pauvres, eux, bénéficient de tout un arsenal de mesures: 112 000 ménages touchent une allocation d'un dollar par jour à travers le Programme national d'aide aux familles nécessiteuses (PNAFN); plus de 800 000 personnes ont accès à l'aide médicale; près d'un demi-million d'élèves perçoivent une aide à la rentrée scolaire; en six ans, le FSN a investi quelque 350 millions de dollars dans la mise en valeur de 928

«zones d'ombre». Sans compter les opérations de relogement, de développement rural et urbain, etc.

Cette panoplie a été complétée fin 1997 par la création de la Banque tunisienne de solidarité (BTS). En 1998, elle a accordé des crédits à taux bonifié (5%) à 7 300 petits entrepreneurs. «*La priorité est désormais de stimuler l'esprit d'entreprise*», déclare son PDG, Abdellatif Sadedem.

L'Etat en fait donc beaucoup. Un peu trop, selon certains, et pas toujours pour le mieux. En 1996, un document du cabinet d'études tunisien Dirassat rapportait que le flou des critères d'attribution des aides facilitait les dérives «*clientélistes*»: un cinquième des bénéficiaires du PNAFN se situent au-dessus du seuil de pauvreté pendant que des

La lutte contre la pauvreté se concentre sur les zones rurales, alors que les deux tiers des nécessiteux vivent en ville

familles plus déshéritées gonflent les listes d'attente. Selon plusieurs témoignages, les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et les cellules du parti au pouvoir interfèrent dans la sélection.

La lutte contre la pauvreté se concentre sur les zones rurales, alors que les deux tiers des nécessiteux vivent en ville. Dans la banlieue de Tunis par exemple, Hay Ettadhamen, le plus gros des 800 quartiers d'habitat spontané du pays, n'est pas classé «zone d'ombre»; 30% de la population de cet ancien «*fief intégriste*» vivraient pourtant en dessous du seuil de pauvreté.

Valoriser les forces de la société civile

Troisième problème de fond, relevé par plusieurs experts: les programmes de l'Etat pourraient cibler davantage les plus défavorisés et la jeunesse urbaine. Par exemple, seuls 4,8% des débiteurs de la BTS sont analphabètes – alors qu'un Tunisien sur trois ne sait encore ni lire ni écrire. Or, «*la nécessité de politiques d'appui à la micro-entreprise, au secteur informel en général, s'imposera encore plus à l'avenir*», estime A. Mahjoub. D'autant que pour préparer son entrée dans une zone de libre-échange avec l'Union européenne, prévue en 2007, la Tunisie s'est lancée dans un effort de «mise à niveau» de son tissu industriel, lourd de menaces pour l'emploi et les salaires.

Quant à la jeunesse citadine exclue du système éducatif, elle a très peu de moyens de s'en sortir. Les jeunes désertent les «maisons de quartier» de l'Etat, où ils trouvent l'encadrement trop directif. Et la délinquance reste un problème tabou, donc peu traité, alors que le *bezness* se développe: vente illicite d'alcool, deal de haschisch, proxénétisme, gestion de filières d'émigration clandestine, vols, etc.

L'Etat semble aujourd'hui réaliser qu'il ne peut plus lutter seul sur tous les fronts. Pour renflouer ses caisses, il fait appel à la générosité des citoyens, à grand renfort de campagnes de communication et de collectes dans les administrations et les entreprises. ▶

La consommation mondiale de biens et de services a culminé à 24 000 milliards de dollars en 1998, deux fois plus qu'en 1975 et six fois plus qu'en 1950. Mais 20% de la population mondiale consomment 86% de ce total. Et dans 70 pays où vivent près d'un milliard de personnes, le niveau de consommation est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était il y a 20 ans.

L'atelier cuir d'un centre de réhabilitation pour enfants en Tunisie.



Ses représentants affirment aussi vouloir s'adjoindre d'autres compétences, comme celles des ONG. Mais les associations de développement sont rares. «Elles manquent de professionnalisme et ne sont pas assez encouragées par les autorités», explique la spécialiste Henda Gafsi. De nombreux responsables veulent conserver le pouvoir d'encadrer la population et pensent que les initiatives de la société civile sont antiétatiques.

A Hay Ettadhamen, l'ONG indépendante Enda Interarabe prouve le contraire. Son Espace 21 grouille d'activités et de vie. On y propose des petits crédits et toute une palette de cours et de services. En trois ans, le centre a financé plus de 1 000 micro-entreprises, des petits commerces pour la

plupart. Alors qu'en général, l'Etat a toutes les peines du monde à recouvrer ses crédits, pourtant très avantageux, Enda, qui prête à 17%, enregistre un taux de remboursement de 98%. L'Espace 21 est aussi un centre de loisirs et de formation pour les jeunes défavorisés. «Beaucoup d'entre eux refusent les formations que nous leur trouvons, car ils préfèrent le *bezness* et l'argent facile», explique la directrice, Essma Ben Hamida. Mais au bout de quelques mois ici, ils apprennent au moins les règles de la vie en société.»

Le travail d'Enda et d'autres associations montre que l'Etat «pourrait faire bien mieux en associant les forces de la société civile», conclut A. Mahjoub. Autrement dit, en démocratisant la vie publique. ■

Sophie Boukhari, à Tunis

Europe de l'Est: où va l'État?

Omar Noman*

La transition chaotique vers l'économie de marché a précipité des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté. L'État doit se recomposer.

En 1960, les 20% de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches avaient un revenu 30 fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres; en 1995, leur revenu était 82 fois supérieur.

Dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, l'effondrement de la planification centralisée et, dans bien des cas, l'absence d'institutions publiques efficaces pour amortir le choc de l'économie de marché ont entraîné un appauvrissement et un recul social sans équivalent au monde. Le nombre des pauvres (calculé à partir d'un seuil de 4 dollars par jour) s'est accru de plus de 150 millions en sept ans. C'est plus que les populations de la France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la Scandinavie réunies. Et en Russie, la crise financière de 1998 a plongé 20 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté, estime-t-on. En Roumanie et en Bulgarie, 5% de la population vit maintenant avec moins d'un dollar par jour.

Ces pays en transition ont été les seuls du monde où le revenu national a diminué par rapport à 1990 – dans des proportions énormes, parfois jusqu'à 60%. Le « bloc de l'est » qui, sous l'ancien système, avait une inflation pratiquement nulle, s'est soudain trouvé confronté à une hausse des prix catastrophique: plus de 500% par an de 1990 à 1995. L'espérance de vie a baissé, tombant entre 1989 et 1994 de 64,2 à 57,6 ans au sein de la Fédération russe, plus bas qu'en Egypte, en Inde ou en Bolivie. La syphilis, la tuberculose et le sida ont considérablement accru leurs ravages. Le système scolaire qui s'enorgueillissait naguère d'avoir alphabétisé la quasi-totalité de la population est sérieusement menacé: dans les pays d'Asie centrale, la pauvreté des familles est devenu un obstacle majeur à la scolarisation et l'analphabétisme menace constamment de réapparaître dans certains milieux.

La transition a fait beaucoup de perdants. A commencer par les enfants, avec l'érosion massive des allocations familiales. Le taux de pauvreté des moins

de 15 ans en Russie est de 46%, contre 35% pour les adultes de 31 à 60 ans et 22% pour les retraités. Avec la diminution du nombre de garderies, des milliers de femmes ont dû cesser de travailler.

Mais ce qui différencie qualitativement la pauvreté dans cette région de celle du monde en développement, c'est la plongée dans la précarité de ceux qui, sous le régime socialiste, constituaient la classe moyenne des cadres. D'innombrables professionnels autrefois prestigieux – savants, ingénieurs, experts de haut niveau – ont rejoint les rangs des pauvres. Ils n'ont guère de chance, semble-t-il, de faire valoir leurs compétences sur le marché ou de se lancer en affaires. Hier chauds partisans d'une ouverture démocratique, ces cadres frustrés et marginalisés seraient probablement aujourd'hui les premiers à soutenir un régime autoritaire.

Evolutions graduelles et thérapies de choc

Cette vue d'ensemble doit être nuancée. Les pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie et Pologne), qui étaient indépendants au moment de l'effondrement de l'ex-URSS mais entretenaient avec elle des liens commerciaux intenses, sont très vite passés à une économie de marché dominée par le secteur privé, avec des pouvoirs publics raisonnablement compétents. Ces pays gardent les niveaux d'inégalité les plus bas du monde. Les transferts sociaux – retraites, indemnités de chômage, allocations familiales – ont augmenté en pourcentage du PIB ou sont restés constants. Les économies des Etats baltes, initialement ébranlés par la disparition de l'énergie subventionnée venant d'URSS, ont retrouvé leur dynamisme après une période assez brève d'hyperinflation et de chute de

* Administrateur de projet au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).



© Ilkka Ummarinen/Sygma, Paris

la production. En partie parce que ces pays sont entrés plus tard que les autres dans le giron soviétique, les institutions sont restées crédibles.

Il en va autrement dans les autres républiques ex-soviétiques. La plupart continuent d'hésiter sur le rythme de la transition et alternent les évolutions graduelles et les thérapies de choc. Dans la Fédération de Russie et en Ukraine, la réforme a été paralysée par des problèmes liés aux droits de propriété sur la terre. Les administrations se sont effondrées, en particulier la justice, la police et les services fiscaux: l'Etat est pratiquement dans l'impossibilité de redistribuer les ressources. En Russie, l'exécutif a profité du vide politique pour engager précipitamment une série de réformes qui ont davantage miné la crédibilité de l'Etat, en multipliant les dessous-de-table dans les opérations de privatisation et en créant les conditions de l'expansion de la mafia. En 1996, les 5% les plus riches avaient la même part de revenu que les 60% les plus pauvres. Dans de nombreux pays, les inégalités ont dépassé les niveaux élevés de l'Amérique latine.

L'Etat doit retrouver son rôle régulateur

L'Etat socialiste se mêlait de tout. Depuis sa chute, le balancier est allé trop loin en sens inverse. Souvent par réaction idéologique au passé, on a trop fiévreusement démantelé les anciennes structures. Or, l'Etat a un rôle clé à jouer dans la transition, comme les pays d'Europe centrale sont en train de le montrer. Libéralisation à outrance signifie monopoles privés, sorties massives de capitaux, inégalités d'une ampleur intolérable et perte de confiance dans le marché, en raison des escroqueries financières. Il faut des institutions publiques fortes qui réglementent les marchés financiers et transfèrent efficacement des ressources aux catégories vulnérables. Enfin – et c'est essentiel –, il faut relancer la croissance. De nombreux pays de l'ex-URSS étaient en voie de redressement quand la crise russe de 1998 les a ramenés en arrière.

Malgré tout, les perspectives ne sont pas entièrement sombres. Beaucoup de ces pays ont à pré-

Dans le village de Novo (Russie), Natacha n'a plus grand chose à vendre en pleine crise.

sent choisi un axe de politique économique, ils ont une population très instruite, ils investissent dans la formation pour remettre à niveau leur main-d'œuvre, ils se dotent progressivement d'un nouveau système de protection sociale et d'un cadre institutionnel. Outre les Etats d'Europe centrale et les républiques baltes, quelques cas sont exceptionnels. L'Azerbaïdjan sera un test important: grâce à ses excédents pétroliers facilement exportables, ce pays devrait bénéficier de fortes rentrées d'argent (même aux cours mondiaux très bas d'aujourd'hui). Mais redistribuera-t-il ces revenus? Beaucoup craignent un scénario-catastrophe où ils resteraient concentrés entre les mains d'une petite oligarchie.

Un second groupe de pays (Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménistan, Bulgarie et Roumanie) commence à connaître une certaine croissance et à concevoir l'avenir de façon plus dynamique. Beaucoup font des efforts acharnés pour tisser des liens commerciaux et technologiques avec d'autres partenaires que la Russie. Mais, pour un troisième groupe de pays – Tadjikistan, Géorgie (embourbée dans un interminable conflit), Arménie, République kirghize et Russie (le pays de loin le plus peuplé de l'ex-URSS) –, l'avenir semble bien compromis. En Russie, une équipe de l'ex-Parti communiste aux idées assez claires va peut-être réussir à restaurer la puissance publique sans laisser retomber l'élan de la réforme, à l'instar de l'Etat réformiste chinois. Dans la pire hypothèse, le pays

Libéralisation à outrance signifie monopoles privés, sorties massives de capitaux, inégalités d'une ampleur intolérable et perte de confiance dans le marché, en raison des escroqueries financières

va recourir à la planche à billets, avec rechute dans l'hyperinflation, déchaînement des tensions sociales et exacerbation de l'affrontement politique.

Les Russes sont très conscients de leur poids sur la scène internationale. Ils ont pratiquement cessé tout remboursement de leurs dettes. Le chaos dans la région menacerait trop la sécurité mondiale pour être pris à la légère. Un retrait des puissances occidentales est donc tout à fait improbable. Au contraire, la situation devrait amener les Etats-Unis à s'engager à l'Est plus qu'ils ne l'auraient pensé.

Les organisations internationales ont un rôle important à jouer pour prêter main-forte aux pouvoirs publics dans de nombreux domaines, comme la santé, l'éducation et le secteur financier. Mais la transition est un processus beaucoup plus douloureux qu'on ne l'avait imaginé. L'ayant compris, les pays nordiques ont entrepris de réexaminer leurs politiques d'aide à l'ex-URSS et l'Union européenne a décidé de s'impliquer davantage dans les mois qui viennent. ■



● Pour une analyse détaillée des événements dans cette région, voir le rapport du PNUD, La Pauvreté dans la transition, 1998 (224 p., ISBN: 92-1-1261007) <http://www.undp.org/undp/rbec>

3. Les gens

Les producteurs laitiers des collines du Népal occidental n'ont guère plus que du lait à offrir à leurs enfants. Comme ils vivent loin des marchés de Katmandou, il leur faut négocier avec des intermédiaires pour gagner quelques sous. Il y a deux ans, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales ont tenté d'élargir leurs débouchés. Ensemble, ils ont mis sur pied un circuit de ramassage du lait le long de la route qui mène à la capitale pour permettre aux paysans d'écouler leur production du jour, tandis que la coopérative laitière gérée par l'Etat se char-

pour autant se détourner de l'objectif à atteindre: réduire la pauvreté. D'après mon expérience personnelle, c'est la culture locale qui est le plus souvent à l'origine de la pauvreté. De la Gambie au Népal, il n'est pas difficile d'identifier les pratiques culturelles qui limitent le potentiel des femmes, des enfants ou des groupes ethniques. La culture dominante est structurée de telle sorte que certains groupes ou individus demeurent au service des autres. Elle perpétue leur pauvreté.

Le rôle d'une personne étrangère à une communauté n'est pas d'arriver avec une liste tout prête

Les pauvres et leur culture

Ramesh Singh*

Les projets de lutte contre la pauvreté au Sud n'ont aucune chance d'aboutir s'ils ne trouvent pas d'impulsion dans les cultures locales.

geait de la livraison et de la vente du lait. Très vite, un barrage routier a été érigé: les gens chargés du service de ramassage ont refusé le lait des Dalits – caste des Intouchables à qui il est interdit de traiter l'eau ou les aliments des castes supérieures. Parce qu'ils n'avaient pas pris en compte cet interdit culturel, les ONG avaient conçu un projet d'éradication de la misère excluant les plus pauvres...

Quelles étaient les alternatives? Accepter la culture locale et essayer de créer un marché parallèle pour les Dalits? Tenter de passer outre les barrières culturelles? En fin de compte, le projet a été mené à bien grâce à l'appui de militants en faveur des droits de l'homme venus de la capitale pour faire pression sur les autorités locales.

Comment respecter la culture locale tout en refusant le *statu quo* de la pauvreté? Depuis une dizaine d'années, la culture locale est devenue une sorte de vache sacrée pour «les experts internationaux en développement»: ils constatent que des projets de développement «importés» échouent à cause de ce facteur culturel. Ce n'est pas parce qu'un projet «marche bien» dans une région du monde qu'il en ira de même partout ailleurs. Et certains projets, qui ont échoué, paraissent aujourd'hui pure folie: recommander par exemple aux Africaines de ne plus allaiter leurs bébés, renoncer à apprendre aux enfants à écrire dans leur langue maternelle, essayer de convaincre les paysans de se lancer dans des cultures que leurs communautés ne veulent pas inclure dans leur alimentation, etc.

Un projet ne peut réussir sans la compréhension et le respect de la culture locale. Mais il ne faut pas

de «changements nécessaires». Chaque communauté, quel que soit son degré de pauvreté, est composée d'individus ayant une compréhension très lucide de la dynamique culturelle en jeu et des idées pour améliorer leur sort. L'intervenant extérieur doit se mettre à leur écoute et les soutenir. Pour entrer dans une communauté, il faut gagner sa confiance – un formidable défi, en particulier lorsqu'il s'agit des plus misérables. Ces gens sont «invisibles». Ils ne viendront jamais vous saluer à l'entrée du village. Ils seront deux fois plus méfiants s'ils vous voient fréquenter des villageois relativement riches ou puissants, ceux qui sont jugés responsables de leur pauvreté.

Beaucoup de temps et un minimum de confiance

Le silence est un des signes les plus révélateurs de l'extrême pauvreté. Dans une réunion publique organisée pour discuter des besoins de la communauté, les plus bavards sont souvent ceux qui ont le moins besoin d'aide. Les gens très pauvres sont soit choqués à l'idée que quelqu'un leur demande d'exposer leurs revendications, soit complètement fatalistes sur les chances de voir leur existence changer. Il faut beaucoup de temps et un minimum de confiance pour surmonter en partie ce fatalisme.

Dans le district de Sindhupalchowk au Népal où je travaillais, un homme s'est enfin senti à l'aise pour parler un peu de son passé au bout de six mois de réunions. Cet ouvrier agricole avait vécu dans une relative opulence. Ses problèmes avaient commencé à la mort de son père. La tradition

En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes sous-alimentées a plus que doublé, passant de 103 millions en 1970 à 215 millions en 1990.



© Jeremy Hardy/Panos Pictures, Londres

Discussions en vue de la création d'une «banque de céréales» au Sénégal.

locale du groupe ethnique Tamang veut que chaque famille dépense des sommes faramineuses pour des funérailles (fête du village durant plusieurs jours et vêtements offerts en cadeau à tout le voisinage). Avec sa femme, ils avaient vendu quelques bêtes pour pouvoir couvrir les frais. L'année suivante, il avait perdu sa mère et ils avaient tout vendu, sauf leur maison.

Cet homme avait un plan: vendre le lait de son unique bufflonne pour racheter les bijoux en or de sa femme qui avaient été vendus pour régler les derniers frais d'obsèques. Son fils aurait alors les moyens de payer les funérailles de ses parents sans s'endetter. En somme, sa solution pour avoir une vie meilleure consistait à préparer la mort.

La «culture» et les véritables causes de la misère

Il avait bien compris la cause de son dénuement. Mais les conceptions culturelles allaient continuer d'enfoncer les siens dans la pauvreté. Mon rôle n'était pas de lui conseiller de changer de convictions religieuses. Les discussions se sont poursuivies avec les villageois. Sans tarder, ils ont décidé d'œuvrer avec les Lamas, les chefs religieux, afin de réduire l'influence des coutumes locales.

Cette «approche participative» permet de s'appuyer sur le «capital social» d'une communauté. De l'Afrique à l'Asie, les plus démunis ont créé leur propre système d'assistance mutuelle. Le prin-

cipe est le suivant: chaque foyer verse de l'argent ou du matériel à un fonds commun. Le groupe se réunit ensuite régulièrement pour attribuer cet argent à la famille la plus nécessiteuse. Le défi est de construire sur la base de cette solidarité, à savoir passer aux moyens d'améliorer les conditions de vie de la communauté toute entière, sans se contenter d'un filet de protection ponctuel. La même approche peut permettre de réaliser un projet collectif d'exploitation forestière, un programme d'alphabétisation ou un nouveau système d'irrigation.

Aux yeux de certains experts, cette solidarité est enracinée dans la «culture du pauvre». J'aimerais penser que les pauvres sont plus soucieux que d'autres du bien-être d'autrui. Mais je ne le crois pas. La solidarité a plus à voir avec les besoins matériels qu'avec la culture. On a tendance à laisser la culture masquer les véritables causes de la misère. Je me souviens, par exemple, de mon premier contact avec une communauté dalit dans l'ouest du Népal. J'avais été frappé par les liens puissants et complexes entre ces gens. Mais il n'y avait aucun mystère à la clé: une marginalisation collective, de génération en génération, avait forcé la communauté à se replier sur elle-même. Le défi consiste alors à renforcer la solidarité des Dalits, pour les aider à sortir de leur isolement. ■

* Directeur d'Action-Aid (ONG britannique) au Vietnam.

L'approche participative

Les notions de culture et de pauvreté ne sont pas aussi antinomiques qu'on pourrait le croire: le monde de la pauvreté n'est pas uniquement constitué de personnes dont la survie est l'unique préoccupation et la culture n'est pas exclusivement l'apanage des élites intellectuelles. Définie au sens large comme l'ensemble des traits distinctifs – spirituels et matériels, intellectuels et affectifs – d'une société, la culture joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté.

Le professeur ougandais James Sengendo va plus loin: «Dans la mesure où l'objectif de tous les efforts de développement vise les personnes, leur culture ne peut pas être considérée comme un simple instrument mais plutôt comme la base sociale du développement humain», affirme-t-il. De fait, les activités collectives que pratiquent depuis toujours les communautés en faveur de leur survie reposent sur leurs propres systèmes de valeurs culturelles (voir l'article sur Madagascar page 35).

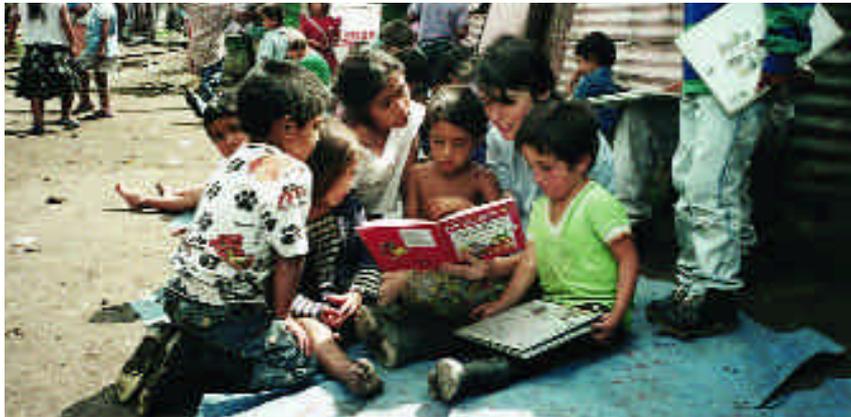
Depuis le début des années 90, les experts en développement insistent sur la participation nécessaire des plus défavorisés aux projets qui leur sont destinés. Selon le spécialiste britannique Robert Chambers, de l'Université du Sussex, de nombreux projets de développement ont échoué pour avoir cherché à imposer des programmes standard (conçus par des agents externes) dans des contextes locaux différant fortement les uns par rapport aux autres. Les exemples abondent, qu'il s'agisse de programmes mis en œuvre aux mauvais endroits, là où ils ne s'avéraient pas nécessaires ou de projets ne répondant pas aux besoins locaux.

Le rapport intitulé Vaincre la pauvreté humaine du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) souligne que la seule véritable solution réside dans «une meilleure organisation, une participation accrue de tous à la prise de décision et au développement des capacités, dans le cadre d'une mobilisation de la dynamique sociale».

«Celui qui voyage à dos de mule ne sait pas quand le sol brûle», dit un proverbe africain. Et il faut parfois se brûler les pieds. ■

Des bibliothèques de rue pour combattre la misère

L'association ATD Quart-Monde veut lutter contre l'exclusion et la misère par la culture. Au risque parfois de choquer ceux qui ont faim.



© Jean-Marc Anglade/ATD Quart-Monde

A Ciudad de Guatemala, les «militants de la culture» n'ont pas toujours été les bienvenus.

Lorsque l'ouragan Mitch a atteint Tegucigalpa, la capitale du Honduras, dans la soirée du mercredi 28 octobre 1998, Carlos, Mauricio et Jaime ont d'abord convaincu les familles qu'ils connaissaient, dans la zone de Nueva Suyapa, de quitter leurs masures de tôles et de briques. Sous les pluies torrentielles, ils les ont escortées jusqu'aux abris aménagés à la hâte dans les écoles ou les églises. Puis, ils sont allés chercher le matériel de leur bibliothèque de rue et d'abord la bache verte que ces bénévoles honduriens de l'association ATD Quart-Monde étendent depuis plusieurs années à même le sol, dans les recoins les plus misérables de la ville. Ils y disposent chaque semaine des livres pour enfants, des crayons de couleur, des feuilles volantes, des ciseaux ou de la pâte à modeler. Avec ces «trésors», ils sont retournés dans les centres d'hébergement aux côtés des réfugiés. Risquant parfois de choquer au regard de priorités plus criantes, ils ont ainsi poursuivi leur «combat de la misère par la culture», à l'instar des quelque 160 000 bénévoles et des 300 permanents de leur association, présente dans 30 pays.

La culture en même temps que le pain

Du Guatemala voisin, mais aussi de France où ATD Quart-Monde a son siège, des renforts de l'association n'ont pas tardé à arriver. Avec des pelles démontables pour déblayer les décombres et... des marionnettes. Les pelles n'ont finalement guère servi mais les marionnettes n'ont pas chômé. Tandis que d'autres sauveteurs s'occupaient des aides d'urgence, les «militants de la culture» ont aidé les victimes de l'ouragan «à se tenir moralement debout».

«Tout homme, et surtout le plus misérable, a besoin de culture autant que de pain. Pas avant le pain, ni après, mais en même temps»: tel est le credo d'ATD (Aide à toute détresse) fondée en 1957 par un prêtre catholique, le père Joseph Wresinski, dans un regroupement

de familles sans logis à Noisy-le-Grand, en banlieue parisienne. Déjà, dans la boue et dans l'insécurité de ce bidonville, il avait invité des comédiens à monter *Antigone*, la pièce de Sophocle. Il avait ensuite exposé des œuvres authentiques de Picasso, de Braque, de Miro et de Léger dans le foyer du camp. «La culture est un droit fondamental (...) mais la honte subie par les plus pauvres les met en marge de ce droit», avait constaté le Père Joseph. Il voulait que la culture «cesse d'être un privilège». Il souhaitait aussi permettre aux personnes marginalisées de «croire en leur propre culture et en leur intelligence».

En Amérique centrale, l'action d'ATD Quart-Monde a commencé en 1979 au Guatemala. Aux abords de l'immense décharge municipale de la capitale, des miséreux de tous âges jouent des coudes à l'arrivée de chaque camion-benne: ils vivent de la récupération des ordures. Avec sa bache verte, Régis De Muiylder n'y pas toujours été bien accueilli: «Nous ne voulons pas de vos livres. Ici, on doit se battre pour manger: nos enfants meurent de faim», lui a-t-on souvent asséné. Le «militant de la culture» a insisté. Aujourd'hui, adultes et enfants interrompent leurs besognes lorsqu'arrivent les bénévoles. Don Antonio, l'un des vétérans de la décharge, a tranché: «Ceux-là, il faut les laisser tranquilles, ils ne viennent pas pour nous juger mais pour nous aider». Lui-même a fini par apprendre à écrire, pour transmettre un jour «ce qu'il a vécu» à ses propres enfants, à qui il n'arrive pas à parler des choses qui lui sont chères.

Organisées dans plus de 25 pays, du Nord comme du Sud, les bibliothèques de rues ont pour premier objectif d'encourager l'inscription ou le retour à l'école de chaque enfant en âge d'être scolarisé. Sans savoir lire ni écrire, nul ne peut espérer sortir de la pauvreté, selon ATD Quart-Monde. Les jeunes les plus marginalisés sont familiarisés avec un matériel pédagogique varié, afin de les persuader que l'ignorance n'est pas une fatalité et qu'ils peuvent envisager d'aller en classe sans complexes. Les parents sont patiemment approchés et sensibilisés à cette idée.

L'intention est aussi de rassembler enfants, adolescents ou adultes pour les amener à se respecter, à coopérer ou à se réconcilier. «Il ne s'agit pas de distraire les plus démunis ni d'organiser des animations de quartiers», explique Jean-Marie Anglade, un ancien ingénieur-chimiste devenu permanent de l'association. Notre but est que les exclus prennent confiance en eux-mêmes, qu'ils se révèlent à leur propres yeux dans ce qu'ils ont de plus positif». Pour que les pauvres puissent exprimer leurs voix et faire valoir leurs droits. ■

Martine Jacot



- Mouvement ATD Quart-Monde
107, avenue du Général Leclerc
95480 Pierrelaye, France
Tél.: (33 1) 30 37 11 11.
Fax: (33 1) 34 30 07 33.

Madagascar: un collectif culturel en panne

Sur les hauts plateaux du Nord, les villageois d'Ambingivato prenaient leur avenir en charge, suivant la tradition. Mais l'assistanat est arrivé.

À cinq heures de marche d'Ambararata, dernière localité accessible en voiture, Ambingivato, village d'une centaine d'habitants, possède depuis une vingtaine d'années un hôpital et une école qui desservent aussi les quatre autres villages de la commune. De bien grands mots pour ce qu'ils désignent: l'hôpital se résume à deux grandes pièces peintes à la chaux, l'une servant de maternité et l'autre de salle de consultation; l'école regroupe deux bâtisses en argile, de quatre pièces chacune, où se côtoient des enfants d'âges et de niveaux scolaires différents.

Même rudimentaire, cet hôpital a le mérite d'avoir mis un terme au chemin de croix de femmes, qui allaient auparavant accoucher à Ambararata, secouées sur des charrettes tirées par deux zébus. Quant à l'école, aussi modeste soit-elle, elle assure l'éducation de tous les jeunes des environs. Les deux établissements ont été construits par les paysans grâce au *fokonolona*: avant la colonisation, ce rassemblement populaire était une des institutions politiques de la tradition malgache. Tout projet dont le *fokonolona* est l'initiateur prend une dimension d'utilité publique et une aura de volonté générale.

Pour les Malgaches, ce terme renvoie aux heures graves où la collectivité se réunit pour prendre en charge son avenir et décider d'actions vitales. Ainsi, chaque année, le déblayage des chemins après les pluies diluviennes de décembre et de janvier est toujours assuré. En cette saison, le *godrampotaka*, cette boue très épaisse et grisâtre typique de la campagne malgache, coupe Ambingivato des villages voisins, empêchant ses habitants d'exporter le riz et le café vers Ambararata. Les hommes prennent alors leurs bêtes pour nettoyer les sentiers engorgés.

Indépendamment des nouveaux concepts de «développement communautaire» ou de «participation des populations concernées», et bien avant que les ONG occidentales n'investissent Madagascar, le *fokonolona* d'Ambingivato a pensé son mieux-être, hors de tout encadrement extérieur. Pour construire l'école et l'hôpital, les villageois se sont répartis les tâches: les enfants sont descendus à la rivière Anjingo pour y ramasser des galets; les hommes ont concassé les pierres pour consolider les fondations des bâtiments; femmes et hommes ont ramassé de la terre qui, mélangée à de la paille de riz, a ensuite été transformée en larges briques pour bâtir les murs.

Pour créer des liquidités dans une économie très peu monétarisée, le *fokonolona* a eu recours aux kermesses et aux *hotely*, sortes de petites auberges où les femmes ont servi du riz avec de la viande de zébu ou de la volaille aux habitants de tous les villages, qui avaient acheté un ticket à cet effet. Dans les kermesses, animées par les disques 45 tours des années 1970, jeunes et moins jeunes ont pu, en échange d'un peu de monnaie, manger et s'amuser. Les fonds collectés ont notamment permis l'achat des coûteuses tôles ondulées pour le toit de l'hôpital et d'une des deux bâtisses de l'école.

Moins d'ardeur

L'autre est restée couverte de chaume. Il serait grand temps de la remplacer par de la tôle. De même, il faudrait réhabiliter les murs en terre battue de l'école, qui résistent mal aux assauts des vents que les cyclones de l'océan Indien apportent tous les ans. Mais le *fokonolona* d'Ambingivato n'a plus la même ferveur ni la même foi en l'école.

En 20 ans, la chute des cours du café, la disparition des vieux qui perpétuaient les traditions, l'exode des jeunes et l'absence de perspectives d'avenir expliquent sans doute pourquoi l'énergie du *fokonolona* d'Ambingivato n'est plus consacrée qu'au déblaiement des sentiers. C'est peut-être aussi l'esprit de l'époque: depuis quelques années, Madagascar est assailli par une kyrielle d'ONG qui prennent tout en charge, de l'adduction de l'eau à la réhabilitation des écoles, en passant par le *fokonolona*.

Leurs projets sont certes utiles et la population locale y participe. Mais les initiatives viennent de l'extérieur. Au lieu de décider ensemble et d'agir par eux-mêmes, les gens se contentent désormais de se rallier aux formes d'assistance qu'on leur propose. ■

Soahangy Mamisoa Rangers,
journaliste malgache basée à Paris

Sept millions de personnes meurent chaque année de maladies guérissables et 800 millions de personnes n'ont pas accès aux soins.

Dans «l'île rouge», la tradition s'appuyait sur la solidarité villageoise.



Une deuxième décennie perdue?

Thierry Lemaresquier et Mümtaz Keklik*

Les crises de la fin des années 90 sont plus graves que celles de la décennie précédente. Comment protéger les pauvres des risques d'une économie mondialisée?

À la fin des années 80, alors que l'Asie de l'Est et du Sud-Est commençait à faire figure de modèle, l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine sortaient douloureusement affaiblies d'une décennie perdue. Dans un enchaînement catastrophique, la crise économique, l'endettement et les grippages politiques y avaient réduit à néant les progrès enregistrés au cours des deux décennies précédentes et précipité de nouvelles couches de leurs populations dans la pauvreté.

Les contrastes risquent fort d'être tout aussi saisissants lorsque l'on établira le bilan détaillé des années 90: de nouveaux cataclysmes s'abattent sur des régions entières et mettent à mal les espoirs placés dans une réduction substantielle de la pauvreté à l'échelle de la planète à l'aube du troisième millénaire.

A une vitesse foudroyante

La crise qui frappe l'Asie de l'Est depuis 1997 remet en cause à une vitesse foudroyante les résultats patiemment engrangés au cours des 30 dernières années. Dans les ex-pays socialistes d'Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, ce que l'on appelle pudiquement une «transition» s'est traduit, faute de l'infrastructure économique, juridique et politique requise par le passage à l'économie de marché, par une implosion des salaires réels et par une augmentation vertigineuse des disparités de revenus. En Afrique subsaharienne, les perspectives offertes par le récent redémarrage de la croissance dans plusieurs pays sont battues en brèche par le fléau du sida.

Sommes-nous déjà confrontés à la décennie perdue des années 90? Au sortir des années 80, malgré les chocs économiques subis, l'évolution favorable d'un certain nombre d'indicateurs sociaux (alphabétisation des adultes, espérance de vie, mortalité infantile) a permis, dans une certaine mesure de limiter l'impact négatif subi par les populations en termes de perte de revenu. Il n'est malheureusement pas certain que l'on puisse en dire autant des difficultés auxquelles l'Asie de l'Est, les pays en transition d'Europe de l'Est et l'Afrique subsaharienne font face actuellement. Pourquoi?

L'impact à court terme d'une récession peut être résorbé par une série de bonnes mesures de type macro et microéconomique, notamment si l'on protège les budgets sociaux et que l'on accroît la portée des filets de sécurité. Mais lorsqu'une crise

est d'une telle violence qu'elle emporte sur son passage la plus grande partie des progrès accomplis précédemment en matière de développement humain, la situation est d'un autre ordre. Les solutions à apporter exigent non seulement que l'on utilise les dispositifs économiques classiques, mais aussi que l'on engage une action sur une longue période pour améliorer l'efficacité des politiques sociales et transformer les cadres institutionnels qui conditionnent, à terme, les chances d'une véritable redistribution des revenus.

La lutte contre la pauvreté humaine nécessite donc un cadre temporel plus long que la lutte contre la seule pauvreté monétaire. Cette asymétrie

L'extraordinaire réversibilité de situations apparemment acquises en matière de lutte contre la pauvreté pose de manière brutale la question de la «durabilité» des politiques qui ont été suivies

est probablement plus forte encore s'agissant de pays qui sont soit particulièrement vulnérables à un environnement économique instable, comme c'est le cas en Asie de l'Est, ou dont les systèmes socio-politiques sont soumis à des secousses historiques majeures, comme l'ex-Union soviétique, ou dont le potentiel, du point de vue du développement humain, est encore loin d'être pleinement réalisé, comme en Afrique subsaharienne.

L'extraordinaire réversibilité de situations apparemment acquises en matière de lutte contre la pauvreté pose donc de manière brutale la question de la «durabilité» des politiques qui y ont été suivies, et de celles qui doivent désormais être mises en œuvre pour faire face dès maintenant aux conséquences humaines à long terme de crises qui pourraient, sur le plan strictement économique, être maîtrisées relativement rapidement.

Un nouveau défi apparaît pour le début du XXI^e siècle: mettre en place les mécanismes qui permettront de protéger la sécurité humaine face aux risques multiformes d'une économie mondialisée. ■

* Respectivement directeur et consultant de la Division du développement social et de l'élimination de la pauvreté au Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Sur les 4,4 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, près des trois cinquièmes sont privés d'infrastructures sanitaires de base. Près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau potable et un quart n'ont pas de logement décent.

Armes génétiques: un cauchemar du XXI^e siècle?

Face au spectre de nouvelles armes biologiques mises au point d'après la cartographie du génome humain, il est urgent de renforcer les contrôles.



On dirait de la science-fiction. Mais comme bien des anticipations trop vite jugées délirantes, celle-ci pourrait bien se réaliser. Les récents progrès de la recherche risquent d'aboutir à la création d'un arsenal biologique d'un genre nouveau, capable de cibler un groupe humain possédant des caractéristiques génétiques communes, comme ce peut être le cas pour certains groupes ethniques.

«Il sera malheureusement possible de concevoir ce type d'armes biologiques quand on en saura davantage sur le génome», estime Vivienne Nathanson, qui dirige la commission «Science et politique de santé» de la British Medical Association (BMA), l'organisation professionnelle des médecins britanniques. Cette perspective pourrait découler des recherches internationales menées dans le cadre du Projet sur le génome humain (voir encadré), qui vise à dresser la carte et la séquence des gènes contenus dans notre corps.

Remplacer ou réparer les gènes défectueux

A la fin de l'année dernière, la recherche sur le génome a réussi une percée: pour la première fois, des savants ont déchiffré la totalité du programme génétique d'un animal. Il s'agissait d'un microscopique ascaride, le *Caenorhabditis elegans*, mais, comme les vers de terre et les hommes ont beaucoup de gènes en commun, les biologistes considèrent le génome du ver comme une clé essentielle pour interpréter le fonctionnement du nôtre. Et lorsque les savants comprendront dans le détail les mécanismes génétiques des êtres humains, il leur sera plus facile de trouver les causes de nombreuses maladies. Une fois la ►

carte génétique d'un individu établie, un médecin pourra savoir à l'avance si tel médicament aura ou non des effets sur lui et il saura adapter le traitement. On pourra aussi déceler des prédispositions à diverses maladies et, grâce à la thérapie génique, remplacer les gènes défectueux ou réparer les gènes défectueux.

Mais ces recherches pourraient aussi avoir de sinistres conséquences. On a montré que, sur le plan biologique, les êtres humains ont entre eux plus de points communs que de différences, discréditant ainsi un peu plus les vieux préjugés racistes. Mais différences il y a. Et si les recherches en cours produisent des données suffisantes sur les distinctions génétiques entre groupes humains, de dangereux microorganismes pourraient un jour être spécifiquement dirigés contre certains d'entre eux.

Malcolm Dando prend cette éventualité très au sérieux. Ce professeur à l'Université de Bradford (Royaume-Uni) est un spécialiste des questions de paix. Dans son récent rapport intitulé «Biotechnologie, armes et humanité», rédigé pour la BMA, il décrit comment la révolution biotechnologique pourrait être utilisée pour attaquer la constitution génétique d'un groupe ethnique.

«Il faut réfléchir d'urgence à des garde-fous d'ordres social et éthique afin d'empêcher la fabrication et l'usage d'armes ethniques», estime-t-il. Les scientifiques reconnaissent qu'elles ne sont pas encore techniquement réalisables mais, pour certains, elles pourraient le devenir dans les 10 prochaines années. «Inutile d'attendre la fin du Projet sur

le génome humain, insiste Malcom Dando. *Il n'y a plus de temps à perdre pour réglementer la recherche génétique.*» Il rappelle que la communauté internationale a déjà engagé la lutte pour éliminer les armes biologiques existantes. Celles-ci sont porteuses d'agents de diffusion de maladies mortelles comme l'anthrax et d'autres toxines, qui peuvent décimer les êtres humains sans causer le moindre dommage aux bâtiments ou aux infrastructures. Selon M. Dando, quelques centaines de kilos d'une préparation bactériologique pourraient tuer jusqu'à trois millions de personnes concentrées dans une ville comme New York.

«Il faut réfléchir d'urgence à des garde-fous d'ordres social et éthique afin d'empêcher la fabrication et l'usage d'armes ethniques»

Il est largement admis que le régime de l'apartheid, en Afrique du Sud, avait mis au point des armes biologiques susceptibles d'être utilisées contre la population noire, notamment en la rendant stérile. Mais jusqu'ici, rares sont les Etats qui ont eu recours à des armes biologiques au cours d'une guerre, en partie par crainte d'anéantir des populations amies ou de tuer leurs propres soldats. Les nouvelles avancées de la recherche génétique évoquées par le professeur Dando écarteraient ces craintes.

Certains pays utilisent déjà les connaissances génétiques pour «améliorer» leurs armes biologiques, par exemple en les dotant d'agents renforçant la résistance aux antibiotiques. Cette tendance va probablement s'accroître au fur et à mesure que les applications de ce savoir seront connues.

Entre les mains de groupes terroristes ou de sectes

La prolifération des connaissances sur les armes biologiques s'est accentuée avec l'effondrement de l'ex-Union soviétique. Dans l'URSS des années 80, près de 30 000 savants se consacraient à la biologie. La plupart sont aujourd'hui sans emploi, en raison des difficultés économiques du pays. L'année dernière, certains d'entre eux ont révélé qu'ils avaient été contactés par des Etats qui voulaient obtenir des informations sur les microbes utilisables en cas de guerre pour détruire ou protéger des récoltes, et sur les techniques de génie génétique pouvant servir à fabriquer des germes mortels sans antidote.

Selon le professeur Dando, il existe des moyens de dissuader les savants de l'ex-URSS de s'engager dans ce genre d'entreprises. Il faudrait par exemple les contacter pour encourager les projets communs de recherche ainsi que la reconversion à des usages civils des laboratoires et instituts autrefois liés à la défense.

Les spécialistes du contrôle des armements sont très inquiets de voir des armes biologiques tomber aux mains de groupes terroristes ou de sectes. En 1995, l'attentat

Recherche sur le génome: espoirs et dilemmes

Lancé en 1990, le Projet sur le génome humain est un programme de recherche international sur 15 ans, doté d'un budget de trois milliards de dollars. Il vise à repérer et à identifier l'ensemble de nos 60 000 à 80 000 gènes (le génome humain). D'envergure mondiale, il a été présenté comme le plus grand effort scientifique jamais tenté en biologie. Il a aussi pour objectif de déterminer la séquence complète des trois milliards de sous-unités de l'ADN humain (acide désoxyribonucléique), la molécule qui code l'information génétique et donne les instructions biologiques nécessaires pour «fabriquer» un être humain. Au moins 18 pays ont à ce jour lancé des projets de recherche sur le génome, et un millier d'individus de 50 nationalités différentes sont membres de l'Human Genome Organization (HUGO), l'institution qui tente de coordonner la coopération internationale.

Fin 1998, environ 7% des gènes avaient été séquencés et le Projet doit normalement s'achever en 2003, date anniversaire de la découverte de la structure de l'ADN par James Watson et Francis Crick, il y a 50 ans.

En déterminant la séquence des bases dans l'ADN humain tout entier, on finira par savoir où sont situés les gènes et quelles instructions porte chaque segment d'ADN particulier. Grâce à ces informations, les chercheurs pourront comprendre la fonction des gènes et comment ils provoquent des maladies. La recherche sur le génome a déjà aidé les scientifiques à identifier des gènes associés au diabète, au cancer du sein et à la maladie d'Alzheimer.

Le Projet pose aussi toute une série de dilemmes éthiques inédits, sur des questions comme les tests génétiques de prédisposition aux maladies héréditaires, l'usage possible de l'information génétique sur des particuliers

à des fins commerciales (dans les assurances, par exemple), et le partage des connaissances entre pays riches et pays pauvres.

Enfin, l'UNESCO a adopté la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, que les Nations unies ont fait leur le 9 décembre 1998. Elle stipule notamment que «nul ne doit faire l'objet de discriminations fondées sur ses caractéristiques génétiques, qui auraient pour objet ou pour effet de porter atteinte à ses droits individuels».



Sites web

- <http://www.gene.ucl.ac.uk/hugo> (The Human Genome Organization)
- <http://www.nhgri.nih.gov> (The National Human Genome Research Institute)
- <http://www.ornl.gov/hgmis> (Human Genome Project Information)
- <http://www.tigr.org> (The Institute for Genomic Research)



© IFL, G. S. P. Press, Paris

au gaz sarin (un gaz toxique asphyxiant et mortel) commis par la secte Aum Shinrykio dans le métro de Tokyo avait fait 12 morts et 5 000 blessés. L'enquête a révélé que la secte n'avait eu aucun mal à recruter des scientifiques pour travailler sur des armes biologiques, mais qu'elle n'avait pas pu les utiliser parce qu'elle ne disposait pas de vecteur adapté.

Face à ces risques, la première mesure préconisée par les experts consisterait à renforcer la «convention sur les armes biologiques ou à toxines» de 1972, interdisant de mettre au point, de fabriquer, de stocker et d'acquérir ce type d'armes. Cependant, les 142 Etats qui l'ont signée n'ont guère été dissuadés de faire des recherches ou d'obtenir des informations sur les armes biologiques, «essentiellement», précise le professeur Dando, *parce que cette convention n'est assortie d'aucune procédure de contrôle.*

Des renseignements sur les pays à risque

«La menace de nouvelles armes génétiques va devenir un sérieux problème pour la communauté internationale», estime Michael Moodie, président de l'Institut de contrôle des armes chimiques et biologiques, basé aux Etats-Unis. «La convention les couvre mais il faudrait lui adjoindre un protocole établissant des mesures de contrôle efficaces à mettre pleinement en œuvre, pour être sûr que les Etats respectent leurs obligations. On pourrait recourir à divers moyens, comme le contrôle des exportations et le renforcement des dispositifs de renseignement sur les pays à risque.»

Le rapport de la BMA appelle scientifiques et médecins à assumer leurs responsabilités morales, en refusant de participer à tout projet de fabrication d'armes biolo-

giques et génétiques. Il préconise une étroite surveillance de tous les champs de la biotechnologie au niveau mondial, et l'ouverture d'un débat public sur l'usage de la carte du génome. «Ces mesures peuvent réduire la menace mais non l'éliminer», commente V. Nathanson.

De plus en plus, on se préoccupe d'un éventuel détournement des informations génétiques accessibles par Internet. C'est sur le Web que les savants du monde entier s'informent mutuellement des plus récentes découvertes, et ces informations pourraient être interceptées frauduleusement par des groupes privés. Pour V. Nathanson, les fournisseurs de services sur Internet ont le devoir moral de s'assurer qu'on ne puisse trouver sur leurs sites aucune information technique sur des armes biologiques.

Mais comment savoir si un travail de recherche est mené à de bonnes ou à de mauvaises fins? C'est l'un des gros problèmes de la surveillance. Il est impossible d'établir une distinction entre la recherche génétique visant à mettre au point des agents thérapeutiques et celle qui tente d'élaborer des agents mortels ou handicapants. Il n'en est que plus nécessaire de s'assurer que l'information est utilisée à bon escient.

Selon le professeur Dando, il faudrait parvenir à ce que les pays en développement partagent les bénéfices de la révolution biotechnologique – très utile contre les maladies et pour le développement économique – et s'engagent en contrepartie à n'effectuer aucune recherche mal intentionnée. «Tel est l'enjeu des actuelles négociations entre les pays signataires de la convention de 1972», conclut-il. ■

Ethirajan Anbarasan

Lutte contre la pédophilie sur le Net

Plus la planète est «branchée» et plus le problème devient urgent: comment lutter contre la pornographie impliquant des enfants sur Internet?

La diffusion de photos d'abus sexuel commis sur des enfants a suivi une courbe exponentielle: tel est le constat des experts qui se sont récemment réunis sur ce thème au siège de l'UNESCO. Agnès Fournier de Saint-Maur d'Interpol a souligné que les opérations contre des individus suspectés de pédophilie aboutissaient, il y a quelques années, à la saisie de quelques vidéos et magazines. En 1998, l'«Opération cathédrale» a permis l'arrestation de 96 personnes dans 12 pays et la découverte de quelque 500 000 images stockées sur ordinateur dans un seul pays, les Etats-Unis.

Parce qu'Internet permet de diffuser de telles photos dans un quasi-anonymat, les réseaux s'entrelacent pour multiplier les échanges. La demande et l'offre s'en trouvent encouragées. Et si les gouvernements se dotent de plus en plus de moyens légaux contre ces réseaux, les lois diffèrent d'un pays à l'autre. Au Royaume-Uni par exemple, la police ne peut s'attaquer aux diffuseurs parce que 95% d'entre eux vivent à l'étranger. Le plus grand nombre de sites Web incriminés se trouve au Japon, où il n'est pas interdit de posséder ni de diffuser des images pornographiques impliquant des enfants.

La police se heurte aussi à un obstacle technologique, à savoir le cryptage informatique sur la transmission de ce matériel. De plus en plus, les fabricants de logiciels sont invités à révéler les codes utilisés et les fournisseurs d'accès ou de services sont dénoncés lorsqu'ils refusent de fermer les sites à caractère pédophile. Si l'industrie informatique ne s'implique pas dans la protection des enfants, «le système judiciaire pourrait bien le faire à sa place», déclare Agnès Fournier de Saint-Maur.

De telles menaces créent un malaise parmi les défenseurs des droits humains. Est-il souhaitable que la police fixe des critères de censure sur Internet? Le cryptage sur Internet, avancent-ils, n'est pas seulement utilisé par des pédophiles mais aussi par des dissidents qui tentent d'exercer un de leurs droits fondamentaux: la liberté d'expression. ■

À la recherche

Devant l'augmentation du trafic international d'œuvres d'art, des mesures préventives s'imposent: il faut commencer par répertorier tous les objets pour mieux retrouver les trésors volés.

Le trafic illicite de biens culturels met en jeu des sommes si considérables que les instances mondiales s'en préoccupent actuellement autant que du trafic des armes, des stupéfiants ou du tabac. Pour le combattre, la communauté internationale mise sur les lois internationales mais aussi sur la nécessité d'établir des inventaires exhaustifs.

Imaginons que vous vous faites voler votre voiture et qu'au moment de déclarer le vol, vous ne vous souvenez plus du modèle, que vous êtes incapable de préciser l'année de fabrication ou le numéro de sa plaque d'immatriculation, et que vous ne possédez aucune photographie. Même si la police retrouve la voiture le lendemain, elle ne saura pas à qui elle appartient et vous aurez beaucoup de mal à prouver que vous en êtes le propriétaire. Le scénario est souvent le même pour les biens culturels. Des œuvres, qu'elles aient été volées dans des musées, des édifices religieux, sur des sites, ou qu'elles aient fait l'objet d'un commerce douteux en temps de guerre, sont saisies par les services douaniers ou font leur apparition sur le marché de l'art,

Ces trois têtes en terre cuite, volées en 1994 au Nigeria, ont été saisies par la police française et restituées à ce pays en 1996.



© OCDE, France



© Luc Lorence



© Claude Jacques, Paris

Une partie des bas-reliefs du temple de Banteay Chmar (Cambodge) avant et après un pillage.

sans que leurs propriétaires légitimes puissent prouver qu'elles leur appartiennent.

C'est pourquoi les nombreux organismes qui interviennent dans la lutte contre le trafic de biens culturels, parmi lesquels les polices nationales, Interpol, le Conseil international des musées (ICOM), l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) et l'UNESCO, ne se contentent plus de chercher à lutter contre le vol: ils appliquent aussi l'adage «Mieux vaut prévenir que guérir». Les mesures qu'ils préconisent vont bien au-delà d'une meilleure surveillance, par des gardiens ou des caméras électroniques, des œuvres dans les lieux où elles sont exposées, une solution qui n'est d'ailleurs pas à la portée de toutes les bourses. Ils encouragent aussi la prise de photos, la création et la conservation en lieu sûr d'inventaires les plus détaillés possibles. Autant de précautions qui contribuent, bien plus qu'il n'y paraît à première vue, à protéger l'organisme ou l'individu spolié.

Le Getty Information Institute, qui dépend de la fondation Getty basée à Los Angeles (États-Unis), travaille depuis plusieurs années sur un projet baptisé Object ID, destiné à rationaliser la description des objets d'art et antiquités, de manière à établir une norme internationale. Les concepteurs de ce projet, soutenu par l'UNESCO, ne remettent pas en cause les autres méthodes existantes mais ils voudraient élaborer un système plus simple: créer pour chaque œuvre d'art une fiche contenant ses mesures (taille et poids), la ou les matière(s) dont elle est faite (bronze,

bois, huile...), la technique utilisée pour sa fabrication, le thème, la date, l'auteur, etc.

De son côté, Interpol, qui publie régulièrement des fiches sur les œuvres d'art les plus recherchées, finalise actuellement un CD-ROM avec ces données et expérimente aussi un système électronique simple qui permettra de savoir, en l'espace de quelques minutes et depuis chacune de ses agences, si un objet trouvé figure dans un des fichiers sur les œuvres volées. Un courrier électronique sera envoyé à la base de données du quartier général d'Interpol à Lyon, qui renverra un message codé, avec si possible une image de l'objet en question.

Aucun pays n'est épargné

Parallèlement, l'ICOM a publié, fin 1997, une «liste rouge» des objets d'art africains répertoriant ceux d'entre eux les plus susceptibles d'être volés ou pillés. «C'est un peu comme publier la liste des animaux menacés d'extinction. Il s'agit de pièces provenant de sites comme la vallée du Niger, le Tchad ou le Cameroun, dont le pillage est systématique: au fil des mois, les sites archéologiques sont détruits et il devient impossible de reconstituer l'histoire de ces objets, celle des hommes qui les ont fabriqués et celle des civilisations dont ils sont issus», explique Valérie Jullien de l'ICOM. «Notre but est d'étendre cette liste à d'autres objets en danger dans d'autres régions du monde.»

Tous les organismes concernés le soulignent: le trafic illicite est un fléau qui n'épargne aucun pays. En Afrique, les musées natio-

de l'art

perdu

naux d'Algérie, d'Angola, du Botswana, d'Égypte, de Côte d'Ivoire, de Libye, du Nigeria ou du Zaïre, pour n'en citer que quelques-uns, ont été victimes de vols. En Amérique Latine, des communautés indigènes, telles que les *Coromas* de Bolivie, se battent pour récupérer des tissus de cérémonie (*q'ipis*). Au Musée national d'anthropologie de la ville de Mexico,



© National Commission for Museums and Monuments, Nigeria

douanes a enregistré pour l'année 1996 plus de 30 000 vols d'objets d'art, ce qui représente la totalité des fonds d'un musée moyen.

Ces objets volés peuvent acquérir de grandes valeurs sur le marché international mais le tort causé au patrimoine culturel mondial frôle parfois l'irréparable. L'exemple de la centaine de sculptures d'art khmère saisies à bord de camions par les autorités thaïlandaises au mois de janvier 1999 en témoigne. Les pièces provenaient du temple de Banteay Chmar, fondé par le roi Jayavarman VII à la fin du XIII^e siècle, au nord-est du Cambodge. Les bas-reliefs qui ornaient le mur d'enceinte du temple ont été pillés à plusieurs endroits, ouvrant une brèche de plus de 11 mètres de long.

Selon le professeur français Claude Jacques, qui a dirigé une mission d'investigation sur le site, le dommage est très grave: le mur contenait des inscriptions paléographiques, dont la trace ne peut plus être retrouvée que dans de rares documents écrits. Le vol s'apparente donc à une destruction d'archives. Ces précieuses inscriptions, prédit ▶

Aux grands maux, les grands remèdes

■ Outre les législations nationales, les États, organismes et particuliers ont à leur portée tout un arsenal éthique et juridique pour faire valoir leurs droits dans des cas de trafic illicite de biens culturels. Le plus récent de ces instruments est un *Code international de déontologie pour les négociants en biens culturels* dont l'UNESCO a recommandé l'adoption à ses États membres en janvier 1999. Ce code est une sorte de manuel de bonne conduite, qui a été élaboré par des professionnels chargés de vérifier la provenance des œuvres d'art dont ils font le commerce.

A la Convention de la Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée en 1954, s'est ajoutée en 1970 la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Cette

dernière convention, qui n'est pas rétroactive, a été ratifiée par 89 pays.

Par ailleurs, la Convention de l'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés (1998), complète celle de l'UNESCO, à la nuance près que la première régit essentiellement les questions de droit public tandis que la seconde s'applique plutôt au droit privé. En vigueur dans sept pays (la Lituanie, le Paraguay, la Roumanie, le Pérou, la Hongrie, la Chine et l'Équateur) jusqu'à présent, elle stipule que quiconque ayant en sa possession un objet volé doit obligatoirement le restituer, quand bien même il l'aurait acheté de bonne foi.

Enfin, le pillage dont font l'objet, à l'échelle internationale, les épaves de bateaux a incité l'UNESCO à encourager la rédaction d'une Convention relative au patrimoine sous-marin, thème particulièrement sensible dans les pays scandinaves, en Australie et dans les Caraïbes. ■

Ces statues du Burkina Faso (ci-dessus) et du Nigeria (en haut) font partie de la «liste rouge» de l'ICOM.

n'importe quel visiteur attentif remarquera des espaces vides dans quelques-unes des vitrines: des objets ont disparu dans des circonstances mystérieuses.

L'Europe et l'Amérique du Nord ne sont pas épargnées. Le tableau *Le Chemin de Sèvres* (1885) de Camille Corot, s'est volatilisé à Paris, en plein Musée du Louvre, un dimanche du mois de mai 1998, aux heures d'affluence maximale. Selon Interpol, durant la seule année 1997, 2 476 vols d'objets d'art ont été déclarés volés en Allemagne, 2 944 en Russie, 2 244 dans la République tchèque et 5 569 en France. En Italie, la police des

Claude Jacques, ont toutes les chances de finir «comme ornements de salon ou de jardin chez des gens incapables de les déchiffrer».

De son côté, Norodom Suhamoni, prince du Cambodge, exprime les préoccupations de son gouvernement à propos de l'ensemble archéologique d'Angkor, qui fait partie du Patrimoine de l'humanité et compte environ 1 200 temples sur une superficie de 300 km². «*Notre patrimoine nous échappe*, dit-il. *Dans certaines parties du Cambodge, nous avons perdu en trois décennies 10 fois plus de sculptures qu'entre le VIII^e siècle et les années 70. Nous avons besoin d'aide. Les autorités ont bien évidemment fait leur possible pour combattre le fléau que représente ce trafic, mais elles sont dépassées: la demande est extrêmement forte en Europe et aux Etats-Unis.*»

L'ampleur du phénomène soulève une autre question pour les professionnels: que faire quand une œuvre d'art volée fait son apparition lors d'une vente aux enchères ou dans l'arrière-boutique d'un marchand plus ou moins scrupuleux? Pour Valérie Jullien, la réponse n'est pas simple: «*L'acheter serait contraire au code déontologique, puisque cela reviendrait à entretenir le trafic.*» Et cet éventuel achat risque d'être onéreux. D'autres facteurs entrent en jeu comme le coût des actions

en justice que les gouvernements et les particuliers lancent pour faire valoir leurs droits de propriétaire ou les frais non négligeables qu'implique le transfert des œuvres d'art entre des lieux aussi éloignés que l'Italie et l'Éthiopie par exemple. Il arrive parfois que des cabinets d'avocats proposent leurs services gratuitement ou que des entreprises privées patronnent le retour des œuvres en échange de publicité, mais ces initiatives demeurent rares et ne suffisent généralement pas pour couvrir la totalité des frais.

Conscient du problème, le Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leurs pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale, qui dépend de l'UNESCO, étudie actuellement la création d'un Fonds de contribution volontaire qui permettrait de lever ces obstacles.

Il arrive cependant que des différends soient résolus grâce à la bonne volonté des parties. Ainsi, après un jugement suivi d'un accord à l'amiable, près de 200 objets d'art précolombien actuellement exposés au Musée des cultures non européennes de Rimini (Italie) affichent désormais à côté de leur nom et provenance la mention «Propriété de l'Etat d'Equateur». ■

Lucía Iglesias Kuntz

Une campagne permanente

Le British Museum de Londres rendrait-il à la Grèce les sculptures du Parthéon qu'il conserve dans ses salles? Cette question a fait couler beaucoup d'encre depuis 1982, date à laquelle Melina Mercouri, alors ministre de la Culture de la Grèce, avait déclaré lors d'une réunion de l'UNESCO au Mexique: «*Je pense que l'heure est venue pour ces marbres de rentrer chez eux, sous le ciel bleu de l'Attique, à leur place originale, où ils font partie intégrante d'une entité unique.*»

Athènes, qui accueillera les Jeux olympiques de 2004, a profité de cette occasion pour reprendre ses efforts politiques et diplomatiques en vue du rapatriement des marbres sculptés par Fidias, dans le temple de la colline de l'Acropole au ve siècle avant J.C. Le Royaume-Uni plaide que ces œuvres ont été achetées légalement en 1816 à Lord Elgin, celui-ci les avait lui-même sorties d'Athènes 14 ans auparavant, avec un permis spécial du sultan ottoman qui exerçait à l'époque sa domination sur la Grèce. La publication, en juillet 1998, d'une édition actualisée d'un livre du spécialiste britannique William St Clair (*Lord Elgin and the Marbles*, Oxford University Press), dont la

première édition date de 1967, a ravivé la polémique. Son auteur affirme en effet disposer d'éléments prouvant que les conservateurs du Musée britannique infligèrent en 1937 des dégâts irréparables à la surface des marbres, en les grattant pour leur faire retrouver ce qu'ils croyaient être leur couleur d'origine, le blanc. Ils auraient ainsi fait disparaître à jamais la patine couleur miel qu'ils possédaient depuis l'Antiquité.

L'archéologue grec Yannis Tzedakis, qui a œuvré pendant 40 ans pour cette cause, avoue ne pas savoir «*si les substances chimiques utilisées pour ce nettoyage demeurent actives.*» Il faudrait pour cela que des spécialistes de son pays soient autorisés à accéder aux archives du Musée ainsi qu'aux sculptures en question. En guise de réponse, le musée londonien organisera courant 1999 une conférence d'experts afin d'évaluer l'état de ce qu'il considère comme son bien, à savoir 56 des 97 panneaux de la frise du Parthéon, 15 des 64 métopes et autres sculptures. L'ensemble représente la moitié des pièces conservées du temple grec. Les responsables du musée font valoir que leur musée, gratuit et ouvert 7 jours sur 7, reçoit 6,5 millions de visiteurs par an. ■

Sauver le patrimoine bosnien

Comment gérer un patrimoine national sur un territoire divisé? Depuis les accords de Dayton de novembre 1995 sur la paix en Bosnie-Herzégovine, le territoire de cette ancienne république yougoslave est partagé en deux entités: la Fédération croato-musulmane et la République serbe. Or les monuments historiques, répartis sur ces deux territoires, constituent un patrimoine commun.

C'est une institution de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, l'Institut bosnien¹ pour la protection du patrimoine, qui en est responsable. La situation dans laquelle il se trouve est pour le moins délicate. D'une part, il manque cruellement de moyens financiers dans un pays épuisé par la guerre. D'autre part, à cause des difficultés internes et du manque de dialogue intercommunautaire, il ne parvient pas à obtenir qu'un projet de loi soit voté sur le patrimoine national par les institutions de Bosnie-Herzégovine. Et en l'absence d'une telle base législative, il est lourdement handicapé pour assumer ses fonctions ou solliciter de l'aide à l'extérieur. Les organisations internationales s'en trouvent paralysées. En attendant, le patrimoine, depuis les sites de la préhistoire jusqu'aux monuments des empires austro-hongrois et ottoman, se détériore irrémédiablement.

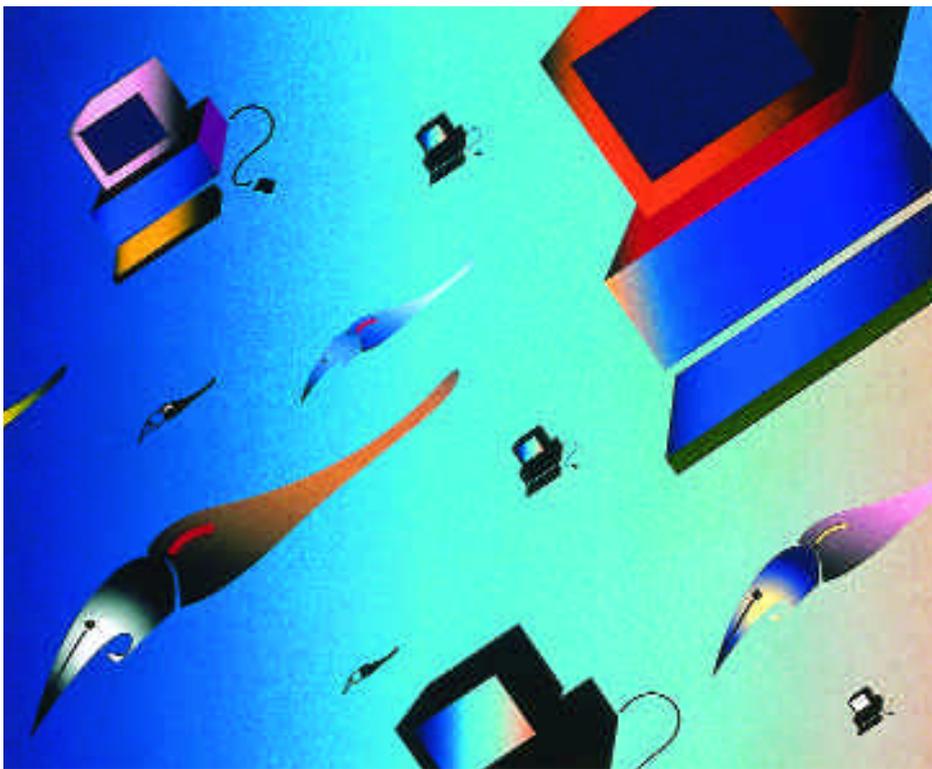
Petites lueurs d'espoir dans ce sombre tableau. La reconstruction du Vieux Pont de Mostar, détruit lors de la guerre, a été confiée à une équipe internationale qui travaille sous l'égide de l'UNESCO depuis novembre 1998. Symbole des liens intercommunautaires, ce pont construit au xvi^e siècle doit retrouver son ancienne splendeur d'ici 2001. D'ici là, il figurera peut-être sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO: l'Institut bosnien pour la protection du patrimoine a récemment proposé son inscription, de même que celle d'une partie du centre de Sarajevo.

A l'heure actuelle, aucun monument de Bosnie-Herzégovine n'est inscrit sur la Liste, alors qu'on sait combien serait précieuse l'aide de l'UNESCO dans la sauvegarde de ce qui reste de l'héritage culturel et historique du pays. ■

1. En français, terme utilisé, depuis la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, en référence à l'Etat, par souci de distinction avec «bosniaque» qui renvoie à la communauté «musulmane» du pays.

Singapour: tous câblés!

L'île asiatique a fait le pari d'une société «câblée» pour transformer sa ressource principale – une population très instruite – en une nouvelle race de «cybercitoyens».



© David Weisman/S3, Paris

On les voyait partout: des ouvriers indiens portant des combinaisons orange fluo SCV (Singapore Cable Vision) qui s'échanaient, sous un soleil de plomb, à poser des câbles dans les quartiers résidentiels de la cité-Etat. L'île a été câblée en toute hâte à l'initiative du gouvernement: il a décidé que chaque habitant deviendrait un «cybercitoyens», connecté par câble *via* son modem à un réseau couvrant l'ensemble du territoire, 100 fois plus rapide que le RNIS (réseau numérique à intégration de services) qui donne actuellement accès à Internet.

L'idée paraîtrait grotesque dans un pays comme les Etats-Unis, le Brésil ou la Chine, mais Singapour n'a que 647,5 kilomètres carrés: câbler l'île n'est pas une tâche herculéenne. Baptisé Singapore ONE, le réseau national se propose d'offrir aux particuliers, aux entreprises et aux écoles un nouvel ensemble de services multimédias interactifs. D'après les pouvoirs publics, c'est la première

fois dans le monde que l'on tente de fournir de tels services en temps réel et à grande échelle.

«Singapore ONE est bien plus qu'un réseau de communication», souligne le Premier ministre Goh Chok Tong. «Il va permettre aux Singapouriens de travailler efficacement dans un environnement "intelligent". Ce système leur facilitera l'accès à l'information, va stimuler leurs affaires, étendre leurs activités personnelles et enrichir leur vie de famille».

L'Etat estime qu'un pays comme Singapour, pauvre en ressources naturelles, doit absolument s'équiper pour entrer dans l'ère de l'information. Sa détermination à se tailler une place sur le marché numérique mondial prend un relief particulier avec la crise financière asiatique. Alors que certains pays de la région renforcent leur contrôle sur les marchés, Singapour entreprend d'ouvrir davantage encore son économie à travers une série d'initiatives, dont ONE. Les autres Etats d'Asie sont attentifs: ils comptent tirer les leçons de

l'expérience de Singapour pour faciliter leurs propre entrée dans l'âge de l'information.

Avec un PIB par habitant de 24 600 dollars, Singapour se classe parmi les 20 économies les plus riches du monde. Singapore ONE est un investissement crucial dans l'unique ressource du pays: ses habitants. L'Etat a dépensé 240 millions de dollars dans l'infrastructure de ONE, afin d'élever davantage le niveau de compétence d'une population déjà très instruite. Les services offerts sont nombreux: banque, vente, réservation de places de cinéma, vidéosurveillance, enseignement à distance, etc. Les diverses universités virtuelles et programmes scolaires proposent tout, des hautes études d'ingénierie aux cours multimédias interactifs pour enfants des écoles.

Quant à la télédiversion, elle est fournie à la demande – on peut voir, par exemple, sa cassette préférée ou son émission favorite. Entre amis, la visioconférence virtuelle remplace la conversation au téléphone. Les parents ne s'inquiètent plus de ce que font leurs enfants à la maison: grâce à une cybercaméra, ils voient ce qui se passe chez eux sur l'écran de leur ordinateur personnel au bureau.

Plus de 40 000 usagers

Les usagers du câble paient une redevance forfaitaire (subventionnée) d'environ 21 dollars par mois. Le réseau a commencé à fonctionner en juin 1997 pour une période d'essai d'un an. Le lancement commercial a eu lieu l'année suivante. Si seulement quelque 15 000 ménages sont raccordés, le nombre d'utilisateurs est en forte hausse, selon les responsables du National Computer Board (NBC), le principal organisme public engagé dans le projet. «Si on intègre tous ceux qui s'en servent dans les écoles, les centres sociaux et les bibliothèques, nous avons au minimum 40 000 usagers», estime Ng Kin Yee, directeur adjoint à la gestion des programmes et aux nouveaux médias. Il juge normal que des équipements d'infrastructure nouveaux aient au départ un succès limité. «Singapore ONE, ce n'est pas seulement une infrastructure. L'objectif est de créer ►

progressivement des compétences, de sensibiliser les personnes âgées, les enfants et aussi leurs parents, qui avaient peut-être la phobie des ordinateurs».

L'Etat a commencé à jeter les bases de l'«alphabétisation informationnelle» de la population dans les années 80. Aujourd'hui, plus de 40% des ménages de l'île possèdent un ordinateur et, sur trois millions de Singapouriens, plus de 550 000 sont connectés à Internet. Le rapport sur la compétitivité mondiale, que publie chaque année en Suisse l'IMD (Institute for Management Development) classe d'ailleurs Singapour à la deuxième place dans le monde, après les Etats-Unis, pour «l'alphabétisation informationnelle».

Commerce électronique très avancé

A Singapour, le commerce électronique (les achats et ventes par Internet) est très avancée. Les téléachats peuvent être payés par cartes bancaires sécurisées et les banques recourent aux certificats numériques ou aux cartes à puce pour offrir une cyberbanque sûre. Un projet de loi est à l'étude pour fixer un cadre juridique aux transactions électroniques et pour encourager ainsi l'essor des téléachats.

«Mais les affaires sur Internet, ce n'est pas seulement le commerce, explique Howie Lau, directeur chez Hewlett Packard-Singapour. L'électronique ouvre aux entreprises d'immenses possibilités pour resserrer leurs liens avec leurs clients, leurs partenaires et leurs salariés, en connectant leurs circuits internes à Internet. Le système ONE est précieux lorsqu'il faut transmettre des informations en grande quantité ou très vite: échange de documents d'affaires avec ses partenaires, partage d'un savoir utile à tous au sein d'un groupe, synchronisation en temps réel de multi-



médias, possibilité offerte aux personnels itinérants d'accéder aux serveurs de fichiers et aux bases de données de leur entreprise».

Déjà, l'entreprise SingTel a lancé un réseau ATM (mode de transmission asynchrone) distinct, spécifiquement destiné aux transactions d'entreprise à entreprise, pour compléter Singapour ONE. Tandis que ONE se propose essentiellement de connecter les consommateurs aux entreprises et aux pouvoirs publics, le réseau ATM de SingTel relie les entreprises, les universités et l'Etat. Il sera connecté à Singapore ONE et lui fournira des liaisons internationales ultra-rapides.

Depuis son lancement en juin 1998, le réseau ATM de SingTel a établi des relations avec l'Australie, Hong Kong, le Japon et les Etats-Unis. Il est question de l'étendre à l'Europe et à d'autres grands centres de l'Asie-Pacifique.

Ng Kin Yee du National Computer Board

estime que les deux systèmes peuvent fort bien se développer parallèlement, l'un n'excluant pas nécessairement l'autre. Actuellement, on compte, parmi les 200 fournisseurs de services de ONE, de très gros supermarchés, des magasins de mode, d'autres détaillants, des banques, des compagnies d'assurances et des librairies.

Réfléchir à l'échelle planétaire

«Le multimédia interactif offre d'innombrables possibilités aux commerçants», affirme Bernard Yang, le directeur de Nanyang Optical, l'une des plus grandes chaînes de Singapour, qui a un site sur Singapore ONE. «Imaginez une téléspectatrice qui regarde une dramatique sur la TCS [la chaîne de télévision de Singapour]. Les montures que porte Zoe Tay lui plaisent [il s'agit d'une actrice très appréciée]. D'un simple clic, elle fait apparaître en haut l'icône Nanyang Optical sur Singapore ONE et peut alors acheter exactement la même paire: nous la lui livrons à domicile. (...) Vendre par Internet, cela veut dire aussi que je n'ai plus à payer des loyers exorbitants et un personnel coûteux. Tout ce qu'il me faut, c'est un bon concepteur de site et un gestionnaire, plus le coût de la liaison spécialisée. Si je parviens à vendre autant sur Internet qu'aujourd'hui dans mes magasins, alors je serais vraiment un homme heureux».

La plupart des détaillants comme Nanyang sont présents simultanément sur Internet et sur Singapore ONE. Les ventes sont meilleures sur Internet, parce que les utilisateurs sont plus nombreux. Mais Bernard Yang estime vital de se faire un nom sur le ONE: il prévoit qu'à l'avenir ce sera le grand vecteur de l'achat électronique à Singapour.

Les commerçants de l'île sur Internet sont invités à réfléchir à l'échelle planétaire. «Certains des sites de commerce électronique les plus performants, comme Amazon.com¹, font des affaires avec le monde entier. Donc, si quel-

1. Un site basé aux Etats-Unis, spécialisé dans la vente de livres, de compact-disques, de vidéos, etc.

Le site du mois

<http://www.unicef.org/bhutan>

Le Bhoutan, petit royaume de 630 000 habitants niché au cœur de l'Himalaya oriental, a franchi un nouveau pas pour sortir de l'isolement qu'il s'était imposé: il s'est doté d'un site web, créé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). On y découvre que le Bhoutan n'est pas un territoire mythique figé. Longtemps fermé à toute influence extérieure, ce pays a commencé à s'ouvrir en 1961 puis s'est lancé dans ce que la Banque mondiale appelle une «stratégie de développement de grande envergure». Il a fait des progrès considérables en matière d'amélioration du niveau de vie de ses habitants.

Les autorités restent très soucieuses de préserver l'héritage culturel du pays et la richesse de ses ressources naturelles. Le Bhoutan s'est engagé bien avant le reste du monde dans la protection de l'environnement. Pour preuve, son domaine forestier est passé de 60% à 70% du territoire au cours des 20 dernières années.

Le Bhoutan a rejoint les Nations unies en 1971 et s'est impliqué dans les activités de l'UNICEF trois ans plus tard, avec le lancement de son premier programme d'approvisionnement en eau. Depuis lors, l'UNICEF a participé à divers projets en matière de santé, d'éducation, d'eau et d'hygiène.

Le site web, avec ses nombreuses photographies, animations musicales et vidéos, offre un aperçu du pays, de ses habitants et de leur vie de tous les jours. On découvre ainsi la vie d'un travailleur de la santé, d'un enseignant et d'un moine bouddhiste, pour ne citer que ces quelques exemples. ■

qu'un a une bonne idée vendable à n'importe quel habitant de la planète, Singapour pourrait être un point de départ aussi judicieux que tout autre lieu», explique ainsi le consultant Jeroen Domenisino. «On se soucie trop des problèmes de sécurité. Certains commencent à gagner gros sur Internet, que les problèmes de sécurité (l'escroquerie aux cartes de crédit, par exemple) soient ou non complètement réglés».

Choisir entre réel et virtuel

Parallèlement au développement du commerce électronique, les firmes productrices de logiciels multimédias font face aujourd'hui à une croissance exponentielle de la demande. «Si Hollywood faisait des films seulement pour les Etats-Unis, ce serait un marché limité. Nous voulons être le Hollywood du multimédia», déclare Michael Yap, directeur général adjoint du National Computer Board. Les ateliers de développement de logiciels espèrent que les contacts internationaux leur permettront de se faire connaître et de gagner de futurs marchés. «Mais nous devons être rapides», prévient Ng Kin Yee. *L'environnement informationnel évolue vite, c'est ce qui fait son charme. Il y aura toujours de nouvelles chances à saisir*.

A petite échelle, même les producteurs de la chaîne de télévision locale anticipent une forte demande étrangère. «Pour l'exportation de notre culture dans d'autres pays, les perspectives sont très prometteuses», observe James Leong de TCS Multimédia. *Nous aimerions beaucoup promouvoir nos produits sur Internet comme la TCS l'a fait pour la télévision [les séries télévisées produites à Singapour ont été diffusées en Australie et à Taïwan]*. Actuellement, environ la moitié des usagers connectés

à Singapour ONE sont abonnés au service ONE de la TCS, qui leur offre sitcoms, dramatiques, bulletins d'informations et documentaires télévisés faits à Singapour.

Tandis qu'enfants prodiges du logiciel et entrepreneurs intrépides de la petite cité-Etat redoublent d'efforts pour se faire un nom dans le cyberspace, beaucoup de sceptiques estiment qu'à Singapour même, ONE ne sera jamais un vrai succès, étant donné les habitudes propres à cette ville tropicale. On imagine mal des entretiens en visioconférence, avec ses patrons comme avec ses amis, détrôner dans les cœurs le café ou le Kopi-O (café noir préparé à la mode locale) siroté à l'étal du vendeur de rue du coin.

De même, la vidéo à la demande regardée sur un écran d'ordinateur de 14 pouces risque fort de séduire infiniment moins le Singapourien moyen que le tout dernier disque laser ou disque compact vidéo sur l'écran de 31 pouces de la télévision stéréo familiale (joie et fierté de la plupart des foyers de Singapour). Et, dans cette métropole regorgeant de centres commerciaux, les achats réels et non virtuels resteront probablement le passe-temps le plus populaire, quels que soient l'interactivité du cybercentre commercial et l'attrait qu'il parviendra à exercer.

Consommateurs et entrepreneurs devront donc, de toute évidence, faire un choix. Certains opteront pour le virtuel, d'autres préféreront le réel. Les pouvoirs publics espèrent seulement qu'ils auront doté la population d'une culture suffisante pour que, au prochain millénaire, elle soit au moins en mesure de choisir. ■

Malini Rajendran, à Singapour

Le cybermode de vie

Le «cybermode de vie» du milliardaire Bill Gates pourrait devenir le quotidien du Singapourien moyen dans quatre ou cinq ans, de l'avis même du fondateur de Microsoft. En visite dans l'île en 1998, Gates a prédit que ce nouveau style de vie allait se concrétiser à Singapour encore plus rapidement qu'aux Etats-Unis, grâce à l'initiative Singapour ONE.

Des rêveurs du National Computer Board ont déjà élaboré une simulation de cyberappartement: étendu sur son lit, Hassan, le fils aîné, échange par visioconférence des propos romantiques avec sa petite amie en Australie. Soudain, il se souvient que c'est son anniversaire. Quelques clics de souris et il lui commande un bouquet, qui lui sera remis dans moins d'une heure. Pendant ce temps, dans la cuisine, maman prépare le dîner tout en assistant par visioconférence à une réunion de planning avec son patron et ses collègues

aux Etats-Unis. Pendant celle-ci, elle se rend compte qu'elle a oublié d'acheter quelque chose pour le repas. Elle clique sur sa souris, tout en écoutant avec une concentration apparemment sans faille le plan stratégique de sa collègue: les denrées seront devant sa porte dans deux heures.

Pendant ce temps, elle jette un œil sur son bébé qui dort paisiblement sur l'écran de surveillance en temps réel. Sur un autre écran, elle voit ses jeunes enfants Noraini et Nordin, en pleine interaction avec Discovery Channel, télécharger tout ce qu'ils rêvaient de savoir sur les éléphants. Dans le séjour, papa plie le linge en achetant et en vendant des actions sur Internet. Son écran à images multiples lui permet de communiquer en même temps avec son secrétariat au bureau.

S'il reste aujourd'hui un rêve, le cyberappartement habité par des cybercitoyens super-efficaces pourrait bien, à en croire Bill Gates, devenir très prochainement réalité. ■

Ordinateurs sans frontières

Supposez que vous deviez décrypter un message codé avec une «clé 56 bits», aujourd'hui d'un usage courant. La démarche est simplissime: essayer toutes les solutions possibles jusqu'à trouver la bonne. Mais il y a un hic: elles sont au nombre de deux multiplié 56 fois par lui-même, soit un nombre dont l'écriture occuperait presque une ligne de cet encadré. Dès lors, deux possibilités: ou vous avez l'immense privilège d'avoir sous la main l'un des plus puissants ordinateurs du monde et votre problème sera très vite résolu; ou vous vous remettez au vieil adage «l'union fait la force».

Quelques sites l'ont fait leur, dont <http://www.distributed.net>. Il a d'abord mis 40 jours pour réussir ce décryptage en «réunissant» les capacités dormantes des ordinateurs on ne peut plus ordinaires de quelque 22 000 participants volontaires. Comme tout internaute, ils n'utilisent pas leur machine à pleine capacité et à plein temps: le logiciel qu'ils sont en train de faire travailler – par exemple un traitement de texte – n'utilise qu'une partie du potentiel de l'ordinateur; tout passionnés qu'ils sont, ils peuvent avoir parfois envie de téléphoner à un ami ou d'aller se faire un café. Certains ont même accepté de laisser leur machine allumée même quand ils ne s'en servent pas. Ils y avaient introduit au préalable un petit logiciel gratuit. Par l'intermédiaire d'un modem, celui-ci fait connaître à un serveur central le degré de disponibilité de la machine qui reçoit alors, par le même canal, les éléments nécessaires pour traiter une infime partie de la gigantesque opération en cours de calcul.

La deuxième tentative de distributed.net pour réussir la même opération a pris moins de 24 heures. A leur tour, l'université de Berkeley en Californie, le radio-télescope d'Arecibo à Porto Rico, et un club ufologiste américain espèrent mettre à contribution 110 000 internautes à travers le monde pour analyser des signaux reçus de l'univers afin d'y déceler... une vie extra-terrestre. Mais ce système de «calcul distribué» pourrait rendre d'autres services plus urgents... ■

Ahmadou Kourouma, ou la dénonciation de l'intérieur

Avec seulement trois romans publiés en 28 ans, l'écrivain ivoirien s'est imposé comme l'un des dénonciateurs les plus lucides des souffrances de l'Afrique noire. Parce qu'il les saisit avec les yeux des Africains et les décrit dans une langue calquée sur la leur.

Avant d'être reconnu comme un chef-d'œuvre et de se vendre finalement à 100 000 exemplaires, votre premier roman, *Les Soleils des indépendances*, publié en 1970, a eu beaucoup de mal à trouver un éditeur. Pourquoi?

La raison des refus était double. Il y avait, d'une part, une certaine originalité de mon style, due à une utilisation particulière de la langue française, qui s'est avérée déroutante pour certains lecteurs. D'autre part, la conception du roman ne plaisait pas trop. J'avais conçu le développement de la trame un peu comme l'Américain Dos Passos: après la fiction, j'ai clos par une partie, je dirais, documentaire. Dans *Les Soleils des indépendances*, après l'histoire du protagoniste, Fama, j'ai raconté les faits et les événements sociaux qui se sont déroulés en Côte-d'Ivoire à l'époque de la guerre froide. Je disais des choses... délicates. A tel point que même certains éditeurs africains m'ont renvoyé le manuscrit accompagné de commentaires très critiques, presque injurieux...

A propos de ce style, comment avez-vous fait pour vous approprier cette langue étrangère (le français) au point d'en devenir un maître?

La vérité est que je n'avais pas le choix. Je n'ai pas d'autres langues dans lesquelles je pourrais m'exprimer. L'anglais, je ne le connais que très peu. L'arabe, je ne l'ai jamais appris. A l'école, on ne m'a enseigné que le français et il m'était interdit de parler ma langue maternelle, le malinké¹, comme à tous ceux qui étaient scolarisés avant la

décolonisation. Aussi m'a-t-il fallu utiliser le français pour décrire des personnages et des histoires issus de l'univers et de la réalité malinkés. D'aucuns m'ont reproché de «casser», de «malinkiser» le français.

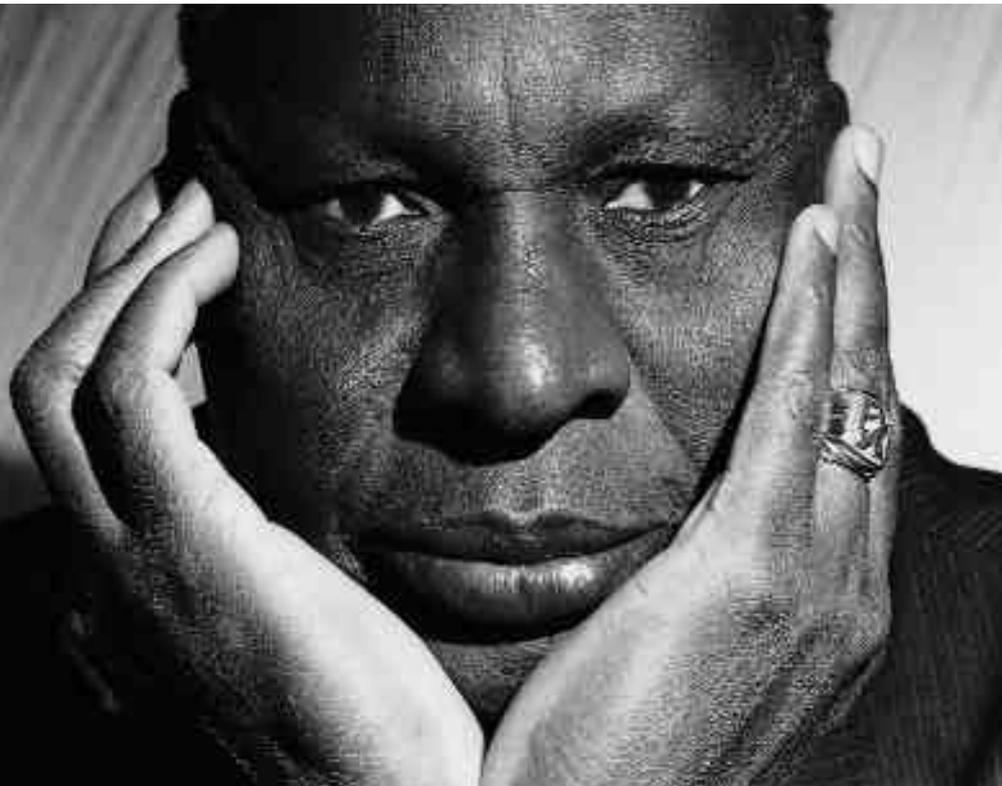
On a même dit que vous l'avez «cocufié»... Quoi que les gens disent, je ne cherche pas à changer le français. Ce qui m'intéresse, c'est de reproduire la façon d'être et de penser de mes personnages, dans leur totalité et dans toutes leurs dimensions. Mes personnages sont des Malinkés. Et lorsque qu'un Malinké parle, il suit sa logique, sa façon d'aborder la réalité. Or, cette démarche ne colle pas au français: la succession des mots et des idées, en malinké, est différente. Entre le contenu que je décris et la forme dans laquelle je m'exprime, il y a une très grande distance, beaucoup plus grande que lorsqu'un Italien, par exemple, s'exprime en français. Je le répète, mon objectif n'est pas formel, ou linguistique. Ce qui m'intéresse, c'est la réalité. Mes personnages doivent être crédibles et pour l'être, ils doivent parler dans le texte comme ils parlent dans leur propre langue.

Quelles sont les caractéristiques du malinké? Comment le décririez-vous? Contrairement à ce que l'on peut penser, il me semble que les langues africaines sont, en général, beaucoup plus riches que les langues européennes. Elles disposent d'un grand éventail de mots pour désigner une même chose, de nombreuses expressions pour évoquer un même sentiment, et de multiples mécanismes permettant la création de néologismes. Le malinké seul en connaît une dizaine. A cela s'ajoute la richesse en proverbes et en dictons, auxquels nous avons l'habitude de nous référer constamment. Dès lors, il n'est pas étonnant que nous ayons parfois le sentiment de nous «enliser» quand nous utilisons le français pour décrire notre vie et notre univers psychologique. D'un autre côté, la langue française est issue d'une civilisation catholique et rationaliste: ça se voit dans sa structure, dans sa façon de découper et d'exprimer la réalité. Influencée par une spiritualité fétichiste, notre langue est plus proche de la nature.

Les écrivains occidentaux parlent volontiers de l'écriture comme d'une nécessité physique, vitale, organique. Pour vous, elle serait plutôt un moyen de se faire entendre.

Pour nous, écrivains africains, l'écriture est aussi une question de survie. Quand j'ai écrit *Les Soleils des indépendances*, j'avais pour objectif de dénoncer des abus de pouvoir, des abus économiques et sociaux. Il y avait donc là une nécessité vitale et absolue! Tous les écrivains français contemporains, comme les

1. Les Malinkés sont le plus important des groupes qui composent l'ethnie mandée. Ils vivent surtout en Guinée, au Mali, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire où ils représentent environ 11% de la population. Islamisés depuis le XI^e siècle, ils ont été à la tête d'empires extrêmement puissants qu'ils dominaient par leur nombre, leurs armes et leur pouvoir économique: ils passent pour être de grands entrepreneurs et sont aussi connus sous le nom de Dioulas, qui signifie «commerçants» en malinké.



© Ulf Andersson/Éditions du Seuil, Paris

auteurs d'autres pays d'Europe, ont consacré une partie de leur production à la réflexion sur les quatre ans d'occupation et d'oppression que leurs pays ont subi pendant la Deuxième Guerre mondiale. Or, en Afrique, nous avons eu 100 ans d'occupation, et vous comprenez

dictateurs. Les gens d'en bas dont j'écris qu'ils étaient «*abrutis par leurs croyances et leurs misères, patients et muets*», n'avaient, eux, pas d'autre choix que d'être résignés. La guerre froide interdisait aux pays africains de s'en sortir. Elle maintenait sur eux une sorte de

Pour nous, écrivains africains, l'écriture est aussi une question de survie. Quand j'ai écrit *Les Soleils des indépendances*, j'avais pour objectif de dénoncer des abus de pouvoir, des abus économiques et sociaux. Il y avait donc là une nécessité vitale et absolue!

bien qu'il est vital pour nous d'en parler, d'en analyser les suites et les effets. Nous avons eu autant de massacres que les Européens pendant cette dernière guerre et sous les régimes autoritaires stalinien. Dans mon deuxième roman *Monnè, outrages et défis*, publié en 1990, j'ai voulu justement faire comprendre que nous aussi nous avons beaucoup souffert. Et cette souffrance fait aussi l'objet du roman que je viens d'achever, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, axé sur la tragédie de la guerre froide en Afrique.

Cette souffrance y est paroxystique, sans limites. Mais vous savez gré à l'un des dictateurs de votre dernier roman, d'avoir eu le «courage» de dire à ses compatriotes qu'ils étaient «des voleurs, des paresseux, des sauvages».

Ce jugement ne concerne pas le peuple «*en bas*», comme on dit chez nous, mais les gens d'«*en haut en haut*», ceux qui entourent les

chape: c'était les puissances étrangères qui commandaient et dirigeaient, qui choisissaient les dictateurs qui leur convenaient, qui envoyaient leurs soldats lorsqu'une résistance se manifestait quelque part.

Mais dans les conflits de pouvoir internes aux pays africains, ce sont les plus brutaux, les plus ignares qui gagnent...

Oui, et ils devaient également être cyniques. Les puissances extérieures en avaient besoin: elles ne voulaient pas de gens intelligents, à quelques exceptions près. Ceux qui voulaient défendre l'Afrique, qui voulaient donc maintenir l'équilibre entre les deux camps en jouant avec eux au chat et à la souris, étaient aussitôt éliminés.

Pourtant, lorsque l'opposition entre en scène au début de la démocratisation, après la fin de la guerre froide, elle est encore pire que la dictature.

Des écrivains à la dure

«**N**ous, les écrivains africains, nous travaillons dans des conditions particulièrement difficiles, souligne Ahmadou Kourouma. Partout dans le monde, les auteurs sont rarement riches, mais pour nous, c'est encore plus dur. Nous avons moins de moyens, moins de lecteurs, moins d'éditeurs.» De fait, les dernières statistiques disponibles, anciennes mais certainement toujours significatives, révèlent que l'Afrique subsaharienne publie par habitant trois fois moins de titres que la moyenne des pays en développement et 25 fois moins que les pays développés.

«Il y a deux façons d'écrire en Afrique, poursuit Ahmadou Kourouma. En premier lieu, on peut écrire sur l'Afrique et pour les Africains. L'écrivain dénonce alors une situation plus ou moins connue d'eux, et prend le risque de dire à haute voix la vérité. Il ne peut pas alors espérer vendre beaucoup: il s'adresse au lectorat d'un pays en voie de développement, où les gens ne savent pas lire, ou n'ont pas les moyens financiers d'entretenir leur lecture. Mais on peut aussi écrire pour un public plus vaste en traitant de sujets qui intéressent aussi les non-Africains. Des auteurs africains résidant en France écrivent par exemple pour un lectorat exclusivement européen. Dans ce cas, même nés en Afrique, ils sont des écrivains européens. D'autres, plus rares, arrivent à publier des best-sellers en France et à être lus en Afrique.»

«Je pense que nous devons essayer de nous adresser à tous, en présentant nos problèmes comme des problèmes humains, donc touchants et passionnants pour tous. Nous devrions suivre en cela l'exemple de la grande littérature latino-américaine. Mais les Africains sont en passe de changer. Les tout premiers écrivains africains ont pris la plume pour montrer qu'eux aussi pouvaient s'exprimer par l'écriture, qu'eux aussi étaient des êtres humains. A l'époque, certains exprimaient des doutes à ce propos... Ma génération a dépassé ce stade. Elle a souvent choisi l'écriture comme un moyen de dénonciation.» ■

C'est un fait: les premiers opposants, les «déscolarisés», se sont révélés des pilliers enivrés, drogués, sans morale ni principe. Et les opposants qui reviennent d'un très long exil étaient, comme je l'ai écrit, «des personnes extrinsèques aux hommes et aux mœurs de leur pays», et donc incapables d'en saisir les réalités. C'est vrai que les uns et les autres voulaient d'abord se venger et s'enrichir. Pourquoi? Parce que tous croyaient encore à un mirage: tout est dans le pouvoir, le pouvoir est tout.

Tout le monde avait démissionné et laissé le chef agir en chef de village, comme dans l'Afrique traditionnelle. Les dictateurs estimaient qu'ils pouvaient décider seuls de tout, sans même écouter leurs conseillers. L'argent de l'Etat était leur argent. Tous ceux qui devenaient riches appartenaient au pouvoir. Il était si absolu que tout le monde attendait tout de lui. Un exemple: aujourd'hui encore, dans mon pays, lorsqu'une personne un peu notoire décède, son entourage attend du chef de l'Etat qu'il verse personnellement 10 000 ou 20 000 francs français pour les funérailles!

Dès lors, il était logique que la démo-

cratisation commence par ces pires pratiques: détruire l'ancien pouvoir, tout ce qui lui appartenait et tout ce qui le représentait, parce que tout allait à lui et tout venait de lui. Rien de constructif ne pouvait être bâti sur les bases qui existaient, ni le dictateur et son entourage, corrompus, ni les opposants revenus de l'extérieur, qui ne comprenaient pas la réalité et ne pouvaient donc avoir prise sur elle. Les hommes ont toujours les mêmes comportements. Comme le dit le proverbe malinké: «Le chien n'abandonne pas sa mauvaise façon de s'asseoir».

La dénonciation la plus originale de votre dernier roman est qu'en Afrique, réalités et magie seraient indissociables. Votre anti-héros, le dictateur Koyaga, triomphe de tous ses adversaires surtout parce que ses pouvoirs magiques sont les plus forts. Je ne crois pas à la magie. L'une des raisons que je donne à tous les Africains qui me demandent pourquoi, est que si la magie existait, nous n'aurions pas laissé enlever 100 millions de personnes, dont 40 millions peut-être sont arrivées aux Amériques et 60 millions



En Afrique de l'Ouest, les chasseurs sont une confrérie qui occupe le sommet de la hiérarchie sociale traditionnelle.



Photos © Charles Lévy, Paris

sont mortes en chemin. Si la magie était vraie, les esclaves se seraient transformés, disons, en oiseaux, pour revenir chez eux. Je ne crois pas à la magie quand, enfant, j'ai vu ce qu'étaient les travaux forcés: avec la magie, les gens y auraient échappé. Mais, dans un roman, il faut décrire la mentalité, les idées, de ses acteurs. Pouvoir et magie sont indissociables dans la tête de la plupart des Africains. Le dictateur a non seulement le pouvoir et l'argent, mais aussi les meilleurs féticheurs et ensorceleurs. Et c'est parce qu'ils sont les meilleurs que le dictateur est invulnérable et que, du coup, son pouvoir est sans limites. Dans les esprits de l'entourage du dictateur comme dans ceux du peuple, pouvoir et magie ne font qu'un.

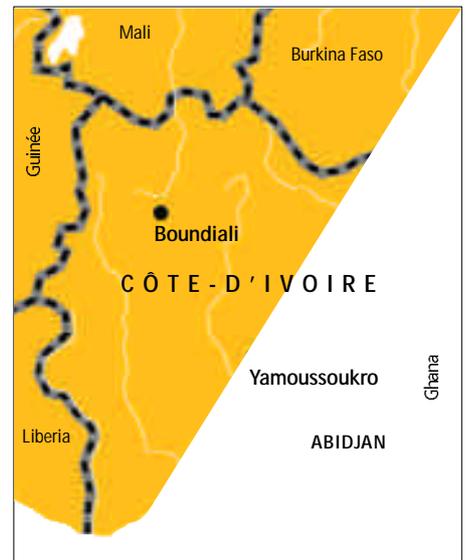
Comment l'Afrique pourra-t-elle alors s'en sortir, à plus forte raison dans un monde de plus en plus scientifique et technique? La rationalité va peu à peu s'y imposer en même temps que la démocratie: celle-ci est encore lointaine mais arrive lentement. Elle ne résoudra pas tous les problèmes, mais nous en avons déjà l'élément constitutif: la parole. Partout, nous disons ce que nous voulons, et c'est beaucoup. Et nous pouvons dire en particulier – et nous voyons – que la toute-puissance du chef disparaît: la

presse peut maintenant dénoncer ses abus de pouvoir ou sa corruption; il doit se battre contre ses adversaires aux élections; on peut devenir riche sans être pour autant lié au pouvoir. Parce qu'il ne dispose plus uniquement d'avantages mais doit aussi assumer des devoirs et des responsabilités, le chef n'est plus un surhomme, mais il devient, tout simplement, un homme. Et, du coup, la part magique de son pouvoir disparaît.

Pourtant, à la fin de votre dernier ouvrage, le dictateur est contraint de procéder à des élections, mais «si les hommes se refusent de voter pour lui, les animaux sortiront de la brousse, se muniront de bulletins et le plébisciteront».

Aussi curieux que cela paraisse, beaucoup de gens croient que c'est possible; ils sont même sûrs que des présidents se sont fait élire ainsi... Mais cette méthode représente un progrès. Avant, il n'y avait pas d'élection du tout, ou, quand elles avaient lieu, il suffisait que le dictateur veuille 99% des voix pour que les électeurs les lui donnent. Maintenant, il est obligé de tricher. Le vote des bêtes sauvages est l'ultime recours des dictateurs en perdition. ■

Propos recueillis
par René Lefort et Mauro Rosi.



- Population: 14,7 millions
- Densité: 46 habitants/km²
- Taux d'analphabétisme: 57%
- PNB/habitant/an: 690 dollars
- La Côte-d'Ivoire est classée par le PNUD parmi les pays à faible développement humain et occupe la 21^e place des pays de l'Afrique subsaharienne selon l'indice de développement humain.

Un écrivain à part?

■ «Il y avait une semaine qu'avait fini dans la capitale Koné Ibrahima». Cette phrase qui ouvre *Les Soleils des indépendances* signifie que Koné Ibrahima était mort voilà une semaine. Décalquée en français du malinké, la langue originelle d'Ahmadou Kourouma, elle a résonné comme un coup de tonnerre dans le ciel de la littérature d'Afrique francophone, jusque-là plutôt académique. Elle a suffi, à tort ou à raison, à distinguer son auteur des autres écrivains de cette région du monde. Mais n'annonçait-elle pas l'originalité du fond et de la forme de son œuvre, qui naissent peut-être de son parcours si particulier?

Ahmadou Kourouma naît en 1927, dans la petite ville de Boundiali qui est maintenant une préfecture de la Côte-d'Ivoire. Son père appartient à l'élite des colonisés: il est infirmier. Comme le rappelle l'auteur, on l'appelait «docteur» et son rang lui donnait le droit de disposer des services d'indigènes soumis aux travaux forcés. Mais l'oncle qui l'élève, s'il joue un rôle tout aussi éminent, est d'un bord opposé: c'est un maître chasseur, une figure éminente de cette confrérie qui occupe le sommet de la hiérarchie sociale traditionnelle, non seulement parce qu'elle a le pouvoir des armes

mais aussi celui de la magie, acquis par sa fusion avec la nature.

Etudiant contestataire à l'École technique supérieure de Bamako (Mali), Ahmadou Kourouma est appelé sous les drapeaux et envoyé en Côte-d'Ivoire pour participer à la répression du mouvement naissant de libération, le Rassemblement démocratique africain. Il refuse et, mobilisé dans l'armée coloniale en Indochine, il rejoint son poste uniquement parce que Bernard Dadier, l'écrivain alors le plus célèbre du pays, l'incite à aller y acquérir une formation militaire pour se préparer à la guerre anti-coloniale qu'il croit inévitable.

Il poursuit ensuite ses études en France, mais dans un domaine auxquels la plupart des enfants de l'élite africaine tournent le dos: les sciences. Et c'est en tant que technicien des assurances qu'il regagne la Côte-d'Ivoire au lendemain de son indépendance. Pas pour longtemps: il refuse de «céder à la magie du parti unique, qui voulait qu'il représente la seule forme de pouvoir pour développer le pays», est jeté quelques mois en prison et prend finalement le chemin de l'exil.

Son deuxième retour dans son pays, en 1970, sera presque aussi bref. Sa pièce de théâtre, *Le Diseur de vérité*, publiée en 1974,

est jugée «révolutionnaire». Il repart donc 10 ans au Cameroun, puis au Togo jusqu'en 1993, tout en continuant son ascension professionnelle dans des entreprises privées d'assurance.

A 72 ans, il estime que «sa génération s'est d'abord trompée et a ensuite failli». Elle est venue après la naissance du concept de négritude, élaboré par Léopold Sédar Senghor, «qui avait reconnu au Nègre ses attributs d'homme, mais d'homme inachevé. Nous avons naïvement cru que seule la colonisation empêchait les Africains de devenir des hommes accomplis comme tous les hommes. Par exemple, si des Africains volaient, c'était à cause du colonialisme. Qu'il cesse, et ils se mettraient tous à la tâche. Tout le monde allait se sacrifier pour l'Afrique. Mais nous n'avions pas tenu compte de sa réalité, de sa psychologie. Les Soleils des indépendances a été le premier ouvrage à souligner que l'Afrique avait une responsabilité dans son malheur: l'attrait de la richesse et du pouvoir avait été le plus fort. Et les intellectuels, comme les autres, n'ont voulu que s'en mettre plein les poches». Et Ahmadou Kourouma d'éclater de ce grand rire limpide qui va si bien à ce géant chaleureux: «Si je n'ai pas cédé à la tentation, c'est peut-être seulement parce que je n'en ai pas eu la possibilité!» ■

Instrument de travail

Votre revue est pour moi un précieux instrument de travail: les thèmes abordés, avec leur sensibilité humaine, intéressent mes élèves et sont une source d'inspiration pour beaucoup de mes projets personnels. Je vous félicite pour votre «nouvelle formule», que je trouve beaucoup plus accessible pour les jeunes lecteurs, avec ses articles courts et clairs.

Ylen Orrego
Valence, France

Nouvelle vague

Je m'appelle Sasithorn. J'aime beaucoup lire le *Courrier de l'UNESCO*. Après avoir lu le dossier «Troisième âge: la nouvelle vague», j'ai regardé ma grand-mère. Je pense que je vais prendre soin d'elle et l'aimer autant que moi-même.

Sasithorn,
élève thaïlandais.

Internet

Je suis heureuse de voir votre revue sur Internet. Mes félicitations!

Valery Lysenko
Tchernobyl, Ukraine

Une fête

Les photographies qui illustrent chaque article sont à la fois admirables, impressionnantes et percutantes. Chaque numéro du *Courrier de l'UNESCO* est une fête pour l'esprit, les yeux et l'imagination.

Professeur Capasso, Recteur de l'Ecole technique
numéro 1 Otto Krauze
Ville de Buenos Aires, Argentine

Sobriété

Nous tenons à vous adresser nos plus vifs compliments pour la nouvelle présentation du *Courrier de l'UNESCO*. Sa remarquable sobriété ne nuit en rien à l'attrait de la revue. Elle permet d'embrasser d'emblée l'essentiel du sujet traité. Je tiens à souligner la beauté poignante des photographies (Mineurs de Russie) dans le numéro de novembre dernier, et le tragique de leur incontournable réalisme (...) La précision du texte autorise sans difficulté l'évocation d'un univers de misère totale, jusque-là insoupçonné.

Julie Corseaux
Villejuif, France

Un arbre planté

Vous abordez les problèmes sociaux et d'environnement d'une manière constructive (...) A quand le réflexe «Un arbre coupé = un arbre planté», à quand la «décennie de l'arbre», à quand les taxes industrielles reversées directement au ministère de l'Environnement, à quand notre prise de conscience?

Jaime et Dauphine Giraldo
Lain, France

Perte de patrimoine

Nous louons votre courage consciencieux à publier des articles mettant en lumière les offenses à la dignité humaine et les atteintes à l'environnement dont nous dépendons tous. Mais nous regrettons deux rubriques qui ont apparemment disparu: Espaces verts et Patrimoine.

Micheal et Elizabeth Rochester
St-Jean de Terre-Neuve, Canada

NDLR: *Non, elles n'ont pas disparu. Espaces verts a changé de forme mais non de fond: la rubrique Planète traite de l'environnement; la rubrique Signe des temps présente régulièrement des sujets liés au patrimoine. Mais peut-être pas assez?*

OUI, je désire m'abonner au Courrier de l'UNESCO

Langue choisie: anglais espagnol français

Tarifs (frais d'expédition inclus):

Pays industrialisés:

- 1 an: 211 FF (32,15€) au lieu de 264FF* pour 11 numéros dont un double
 2 ans: 396 FF (60,35€) au lieu de 528FF* pour 22 numéros dont deux doubles
 Reliure: 72 FF (11€) pour 11 numéros dont un double

Pays en développement, étudiants ou lycéens

(joindre la copie de la carte):

- 1 an: 132 FF (20,10€) pour 11 numéros dont un double
 2 ans: 211 FF (32,15€) pour 22 numéros dont deux doubles

Ci-joint mon règlement par:

- chèque bancaire, sauf Eurochèque chèque postal Visa Mastercard Eurocard

N° _____

Expiration: _____ Date et signature: _____

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Facultatif: âge _____ Profession _____

(*) Prix total de vente au numéro

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement en francs français à l'ordre du
Courrier de l'UNESCO, Service Abonnements: 31, rue François Bonvin 75732 Paris CEDEX 15

Pour les paiements effectués en une autre monnaie, veuillez vous adresser directement à l'un de nos agents de vente dont l'adresse figure au dos de cette page

Éditions
UNESCO



L'Éducation pour le XXI^e siècle

Questions et perspectives

Contributions à la Commission
internationale sur l'éducation pour
le vingt et unième siècle
présidée par Jacques Delors



- ♦ L'éducation doit incarner tant la continuité que le renouvellement, elle doit encourager tant la conformité que l'innovation
- ♦ L'éducation est le fruit d'un compromis entre une vision à long terme et l'urgence d'une pratique quotidienne
- ◆ Comment appréhender ces paradoxes, comment répondre aux interrogations de la société et du corps enseignant ?

➔ *L'Éducation pour le XXI^e siècle* rend publics les textes des travaux de la « Commission Delors » et trace des perspectives pour un domaine stratégique et controversé.

382 p
150 FF

ÉDITIONS UNESCO

7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Fax : +33 1 45 68 57 37
Internet : www.unesco.org/publications
E-mail : publishing.promotion@unesco.org

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD : International Subscription Services,
PO Box 41095, Craighall 2024.
Fax:880 6248. Mast Publications, PO Box 901,
Parklands 2121. Fax:886 4512.

ALLEMAGNE : German Commission for UNESCO,
Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax:63 69 12.
Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus,
Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax:21 74 92.

ARGENTINE : Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO,
Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax:371-8194

AUSTRALIE : Hunter Publications, 58A Gipps Street,
Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. ISA Australia, PO
Box 709, Toowong QLD 4066. Fax:371 5566. United
Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's
Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax:481 7693.

AUTRICHE : Gerold & Co, Import & Export,
Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne.
Fax:512 47 31 29.

BELGIQUE : Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi,
B-1060 Bruxelles. Fax:538 08 41.

BRESIL : Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de
Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro
RJ. Fax:551-0948.

CANADA : Renouf Publishing Company Ltd, Central
Distribution Centre, 1294 Algoma Road, Ottawa, Ont K1B
3W8. Fax:741 5439. Périodica Inc, 1155 Av Ducharme,
Outremont, PQ H2V 1E2. Fax:274 0201.

CHILI : Universitaria Textolibro Ltda.,
Casilla Postal 10220, Santiago. Fax:681 9091.

CHINE : China National Publications, Import & Export
Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020.
Fax:010-65063101.

COREE : Korean National Commission for Unesco,
CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax:568 7454.

DANEMARK : Munksgaard, Norre Sogade 35,
PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax:12 93 87.

ESPAGNE : Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001
Madrid. Fax:575 39 98. Librería Al Andalus, Roldana
3 y 4, 41004 Séville. Fax:422 53 38. Los Amigos de la

UNESCO, Alda Urquijo 62,2. Izd., 48011 Bilbao.
Fax:427 51 59/69

ÉTATS-UNIS : Bernan-Associates, 4611-F Assembly
Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax:459 0056.

FINLANDE : Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO
Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.
Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa.
Fax: 852 7990.

GRECE : Librairie Kauffmann SA, Mauvorkordatou 9,
GR-106 78 Athènes. Fax:38 33 967.

GUATEMALA : Comisión Guatemalteca de Cooperación
con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado
Postal 2630, Ciudad de Guatemala.

HONG KONG : Hong Kong Government Information
Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.

HONGRIE : Librotrade K F T, Periodical Import/K,
POB 126, H-1656 Budapest. Fax:256-87-27.

INDE : Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani
Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax:26 91 278.
Oxford Book & Stationery Co., Code No D 8208052,
Scindia House, New Delhi 110 001. Fax:33 22 639.

ISRAEL : Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd.,
PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax:52 81 187.

ITALIE : Licos/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via
Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax:64 12 57.

JAPON : Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3
13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113.
Fax:818 0864.

LUXEMBOURG : Messageries Paul Kraus, BP 2022,
L-1020 Luxembourg. Fax:99 88 84 44.

MALTE : Sapienzas & Sons Ltd., PO Box 36,
26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax:24 61 82.

MAROC : UNESCO, 35 avenue du 16 novembre Agdal-
Rabat. Fax:212-767 03 75, Tél.:212-767 03 74/72.

MEXIQUE : Librería El Correo de la UNESCO SA,
Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc,
06700 Mexico DF. Fax:264 09 19.

NORVEGE : Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo,
PO Box 6512, Etterstad. Fax:47 22 97 45 45.

NOUVELLE ZELANDE : GP Legislation Services,
PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax:496 56 98.
PAYS-BAS : Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ
Lisse. Fax:2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int.
Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht.
Fax:32 50 103.

PORTUGAL : Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda),
Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax:34 70 264.

REPUBLIQUE TCHÈQUE : Artia, Ve Smeckach 30, 111
27 Prague 1.

ROYAUME-UNI : The Stationery Office Publications
Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR.
Fax:873 84 63.

RUSSIE : Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39,
Moscou 113095.

SRI LANKA : Lake House Bookshop, 100 Chittampalam,
Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax:44 78 48.

SUEDE : Wénnergren Williams AB, PO Box 1305,
S-171 25 Solna. Fax:27 00 71.

SUISSE : Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38
av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax:308 08 59. Edigroup
SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax:(022)
348 44 82. Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich.
Fax:251 60 81. Karger Libri AG, Wissenschaftl.
Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle.
Fax:306 12 34. Van Diermen Editions Techniques-
ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay.
Fax:943 36 05.

THAÏLANDE : Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern
Avenue, Bangkok 2. Fax:28 11 639.

TUNISIE : Commission Nationale Tunisienne auprès de
l'UNESCO, 22, rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis.
Fax: 33 10 14.

URUGUAY : Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos,
Maldonado 1090, Montevideo. Fax:90 59 83.

VENEZUELA : UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av
Los Chorrros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucañ,
Caracas. Fax:286 03 26.

le Courrier

Dans le prochain numéro:

Le dossier du mois:

Le sport-passion

- La revanche des dominés: la médaille et son revers
Le sport permet-il d'échapper à la ségrégation que subissent des femmes, des handicapés, des minorités raciales ou ethniques, des exclus?
- La course à l'identité perdue:
Le sport, exutoire et point de fixation de conflits nationaux, religieux, intercommunautaires;
Les supporters: l'union fait la division

Et dans les rubriques:

- Ayacucho (Pérou): sur le sentier de la renaissance
- Terres indigènes et appétits économiques
- Oui, on apprend aussi par le jeu
- Course aux armements: fin de pause
- La bibliothèque d'Alexandrie va renaître
- Radios communautaires: la voix de la proximité
- Entretien avec la Palestinienne Leila Shahid

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet, à l'adresse:

www.unesco.org/courier